

M. Bush
a achevé à Londres
sa tournée européenne
LIRE PAGE 5

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry
Directeur : André Laurens

3,60 F
Algérie, 3 DA ; Maroc, 2,50 dr. ; Tunisie, 200 m. ; Allemagne, 1,80 DM ; Autriche, 15 sch. ; Belgique, 26 fr. ; Canada, 1,10 \$; Côte d'Ivoire, 340 F CFA ; Danemark, 8,50 kr. ; Espagne, 100 pes. ; E.-U., 95 c. ; Grèce, 80 p. ; Irlande, 70 p. ; Italie, 1.200 L. ; Liban, 350 P. ; Libye, 0,350 DL ; Luxembourg, 27 f. ; Norvège, 8,00 kr. ; Pays-Bas, 1,75 fl. ; Portugal, 60 esc. ; Royaume-Uni, 325 F CFA ; Suède, 7,75 kr. ; Suisse, 1,40 F. ; Yougoslavie, 85 d.
Tarif des abonnements page 24
5, RUE DES ITALIENS
75427 PARIS CEDEX 09
Tél. MONDIPAR 69572 F
C.C.P. 4207 - 23 PARIS
Tél. : 246-72-23

BULLETIN DE L'ÉTRANGER

L'honneur d'Israël

Alors que le gouvernement israélien est toujours empêtré dans la crise politique déclenchée par les massacres de Sabra et de Chatila, un certain nombre de voix s'élèvent déjà pour tenter de semer la confusion dans les esprits en détournant les faits de leur réelle signification. La plus choquante de ces voix est celle de l'agence Tass : dans un commentaire publié mercredi, l'agence officielle soviétique résumait le tour de force de mettre sur le même pied « Begin, ce terroriste et assassin, et le bourreau de Lyova, Klaus Barbie ». Ces deux hommes, affirme l'agence Tass, « ont un même maître : l'impérialisme américain, qui paie généreusement les services des criminels et bandits internationaux ».

L'analogie est grossière, mais, comme tous les amalgames, il peut être dangereux. Il prend sa source dans une constante de la propagande soviétique qui n'hésite pas à assimiler sionisme et nazisme. L'odieux, cette fois, réside dans le fait que Moscou prend prétexte du rapport de la commission Kahane - un exemple de vie démocratique qui n'a pratiquement pas de précédent - pour insinuer que le régime israélien ne vaut pas mieux en définitive que celui de Hitler. On croit faire un canchamel devant tant de mauvaise foi.

Répondons-le, une fois de plus : ce qui vient de se passer en Israël est à l'honneur de ce pays et de ses traditions. Le rapport Kahane, dont on peut, au demeurant, discuter tel ou tel aspect, telle ou telle prudence, démontre simplement tout ce dont on se doutait : les turberies de Sabra et de Chatila engagent bien la responsabilité des principaux dirigeants israéliens. Elles n'ont pu avoir lieu que parce que s'est développé un sentiment d'indifférence - au plus haut niveau - à l'égard des Palestiniens, de leur vie comme de leur avenir.

En ce sens, le rapport rédigé par les « trois sages » de Jérusalem constitue aussi un avertissement pour tous les Israéliens : à sombrer dans une certaine logique, on risque d'être entraîné à certaines pratiques dans lesquelles un peuple peut perdre son âme. Les auteurs du rapport ont-ils bien voulu transmettre ce message ? C'est à eux de répondre. En attendant, on ne peut que s'insurger contre tout détournement de leur acte. Et regretter qu'aucun pays n'ait eu, dans le passé, le courage de remettre en cause ses responsabilités, à commencer par la France des guerres coloniales et les États-Unis du conflit vietnamien. N'évoquons que pour mémoire l'U.R.S.S. de la guerre d'Afghanistan, où les massacres ont lieu à l'abri de tous les regards indiscrets.

(Lire page 3.)

RECTIFICATIF. - Le Monde a commis une erreur dans son numéro du 10 février, à cette même place, en affirmant : « Selon le rapport de la commission Kahane, M. Hobeika a suivi de près, du haut d'un immeuble voisin, en présence des généraux Sharon et Eytan, le déclenchement des turberies ».

Notre correspondant à Jérusalem nous précise que la commission note, d'une part, que l'on avait « une vue générale » sur les camps du toit du P.C. israélien mais que d'autre part la plupart des témoins n'était pas capable de voir de qui se passait dans le dédale des ruelles du camp. En outre, contrairement à ce que nous avons écrit, les généraux Sharon et Eytan avaient quitté l'immeuble avant le massacre, laissant sur place le général Yaron, le commandant du secteur de Beyrouth, ainsi que d'autres officiers supérieurs.

Nous présentons nos excuses aux auteurs du rapport, aux personnes mises en cause et à nos lecteurs.

L'aide à l'Irak est l'objectif prioritaire du voyage de M. Cheysson au Proche-Orient

M. Cheysson, ministre des relations extérieures, se rendra du vendredi 11 au mardi 15 février dans trois capitales du Proche-Orient : Amman, Bagdad et Damas. Le Quai d'Orsay ne devrait confirmer que ce jeudi les dates de ce voyage.

Aider l'Irak, qui du fait de son conflit avec l'Iran connaît des difficultés financières sérieuses, est un des objectifs prioritaires de cette visite, organisée apparemment avec une certaine précipitation. M. Cheysson en avait lui-même annoncé le principe lundi (le Monde du 9 février) sans autre précision.

Selon nos informations, M. Cheysson sera reçu à dîner vendredi par le roi Hussein de Jordanie. Samedi matin, il partira pour Bagdad, où il sera certainement reçu par le président Saddam Hussein et M. Tarek Aziz, vice-président du conseil et ministre des affaires étrangères.

Lundi matin, il se rendra à Damas, « en visite officielle », précise l'agence syrienne. Il repartira pour Paris mardi (et le lendemain, après le conseil des ministres, pour sa première visite à Moscou).

Bien que traité par le Quai d'Orsay avec beaucoup de discrétion, le voyage du ministre est important et délicat - ceci expliquant d'ailleurs cela.

Les trois capitales au programme ont des positions différentes, voire radicalement opposées, dans trois conflits étroitement liés sans se confondre : le conflit arabo-israélien, la situation explosive au Liban, la guerre irako-iranienne.

C'est ce dernier conflit qui soulève les problèmes les plus complexes et qui pose directement à la France des questions qu'elle ne peut éluder.

1) Dans le conflit arabo-israélien (où la Jordanie et la Syrie sont en première ligne), la position de la France est simple et claire mais le gouvernement a peu de moyens de la faire prévaloir.

La France est favorable à l'évacuation des territoires (Cisjordanie, Golan syrien et Gaza) occupés par Israël et à l'autodétermination des Palestiniens, avec toutes ses conséquences (État palestinien éventuel) et la reconnaissance simultanée d'Israël par les États arabes ; comme première étape, elle est favorable au « plan Rengan » qui comporte l'évacuation de Gaza et de la Cisjordanie par Israël.

2) Au Liban, la France est pour l'évacuation des forces israéliennes et syriennes et elle est disposée à accroître son concours au gouvernement libanais pour restaurer son autorité sur tout le territoire ; elle espère que l'évacuation du Liban entraînera une solution du conflit israélo-arabe.

3) La guerre irako-iranienne est beaucoup plus embrouillée. Elle a été déclenchée par l'Irak qui est aujourd'hui sur la défensive et prêt à conclure une « paix blanche ».

MAURICE DELARUE.
(Lire la suite page 3.)

Les ressources du F.M.I. seraient accrues de 50 %

Vingt-deux ministres des finances ou de l'économie se réunissent jeudi 10 et vendredi 11 février à l'occasion de la session du Comité intérimaire du Fonds monétaire international (F.M.I.). Après la grave alerte qu'a connue cet été le système financier mondial du fait de la défaillance des plus gros emprunteurs de l'Amérique latine et de l'Europe de l'Est, cette réunion revêt une importance particulière.

Il paraît acquis que les ressources du F.M.I. seront portées de 66 milliards à 100 milliards de dollars. Ce renforcement, pour nécessaire qu'il soit, ne suffira pas à résoudre le grave problème posé par l'endettement des pays en voie de développement.

Le mal profond de l'endettement

De notre envoyé spécial

Washington. - Le climat dans lequel s'ouvre la session du Comité intérimaire est celui d'un optimisme modéré, mais qui n'en apparaît pas moins quelque peu forcé.

Deux facteurs sont montés en épingle. L'un et l'autre apparaissent comme de nature à rendre moins dangereux le problème posé par l'endettement international : d'abord le renforcement du Fonds monétaire à attendre de l'accord qui sera très vraisemblablement conclu vendredi ; puis la reprise de l'activité aux États-Unis, dont on espère qu'elle entraînera une remontée durable des cours des matières premières, tout en stimulant les exportations des pays qui ont besoin

d'entrées de devises pour payer les intérêts de leurs emprunts, étant entendu que, dans un nombre croissant de cas, le remboursement du principal est différé.

La peur a été si grande cet été de voir le système bancaire des pays industrialisés subir une crise sans précédent depuis la grande dépression des années 30 qu'on s'accroche aujourd'hui à l'espoir d'un redressement plus facile que prévu, après la défaillance des plus gros emprunteurs de l'Amérique latine et de l'Europe de l'Est.

PAUL FABRA.

(Lire la suite page 27.)

L'avenir de l'Airbus

« Je ne suis pas sûr que l'A-320 sera construit » nous déclare le président de Lufthansa

LIRE PAGE 23

La campagne électorale

Les candidats et la question des immigrés.
LIRE NOS REPORTAGES PAGE 9

L'ÉCOLE EN 1983

Quai des brumes

par CHRISTIAN BEULLAC (*)

mois. Sans ambition politique, j'avais assumé, par devoir de citoyen, plusieurs années de fonctions d'État.

Ne pouvant revenir chez Renault, malgré mon attachement à la Régie, qui pendant plus de vingt ans a été mon univers heureux, de jeune ingénieur à directeur général, j'ai repris, sans désemparer, des responsabilités d'entreprise. Mais je suis demeuré attentif aux secteurs où, guidé par une politique qui respectait le savoir accumulé et la qualité des hommes en charge, je m'étais efforcé de mener avec prudence et volonté des actions modestes mais pratiques et de gérer dans la cohérence et la stabilité.

J'ai choisi, depuis le changement de gouvernement, une attitude de réserve vis-à-vis du ministre qui m'a succédé. C'est normal lorsque l'on sait par expérience la complexité de la tâche et le temps qu'il faut pour connaître et agir à bon escient. Je romps le silence par devoir.

J'ai dit souvent que l'évolution de la société faisait que jamais il n'avait été aussi difficile pour les enseignants d'enseigner, pour les parents d'éduquer, pour les enfants d'apprendre. Cela explique, pour partie, les hésitations, les fautes et les échecs d'hier et d'aujourd'hui. Mais, lorsque l'on constate, chaque jour, l'entêtement idéologique, le refus des faits et les conséquences de l'orgueil des théoriciens, il n'est plus possible de se taire, il faut témoigner.

Par souci de réserve encore, je me limiterai à deux sujets d'apparence technique mais qui sont révélateurs et qui présentent des points-clés :

- la nouvelle réforme pour les collèges ;

- le risque de suppression d'un contrôle réel sur la qualité du service public de l'enseignement.

Un volumineux rapport a été rédigé qui met en évidence le mauvais fonctionnement dans les collèges :

(*) Ancien ministre de l'Éducation.

mais il propose des réformes qui en amplifient les insuffisances et tous les errements.

Les parents d'élèves, les enseignants eux-mêmes n'ont eu de ce texte qu'une traduction édulcorée.

(Lire la suite page 2.)

AU JOUR LE JOUR

Le non-travail gagne du terrain. Après la cinquantième semaine de congés, après l'accord « historique » sur la retraite à soixante ans, et tandis que la semaine de trente-cinq heures se répand, voici que se profile à l'horizon l'année sabbatique des cadres.

Déjà, en semaine, tout le monde ne pense qu'au week-end et, l'hiver, beaucoup s'activent à

Travail

mettre au point leurs vacances d'été. Il faudra désormais se préparer plus jeune à une retraite plus longue. Quant à l'année sabbatique, on devra la programmer de longue date en mettant de l'argent de côté.

Le travail deviendra enfin une activité épisodique orientée vers sa propre disparition.

BRUNO FRAPPAT.

« TRIPTYQUE », D'ALI KHAMREV

L'insolite et la métaphore

Dans l'Oubékistan lointain, aux confins de l'orient soviétique, un instituteur s'apprête à quitter son travail pour une retraite méritée. Retour en arrière, 1946, le fin de la guerre, l'instituteur rentre chez lui, retrouve le plus parfait des mondes staliniens, un village heureux et sans problèmes comme aux temps de la propagande triomphante.

On commencerait à s'inquiéter si le film aussitôt ne dérapait, ne partait vers un ailleurs imprévisible. Si d'une histoire très « psychologique », dans le meilleur style dix-neuvième siècle si cher à l'art cinématographique de l'U.R.S.S., on ne débouchait par l'extrême rigueur du récit, une maîtrise plastique souveraine, sur un

sutré monde, une autre mentalité, avec des âtres écorchés vifs.


L'instituteur, un soviétique méridional du cinéaste français René Gilson, a connu trois femmes : une jeune paysanne abandonnée par son mari qui décide de rebâtir sa vie, de « continuer » sans larmes ni fracas (Dilorm Khamarova, vingt ans) ; une vieille femme elle aussi sans soutien, lourde de toutes les malédictions d'une vie gâchée (Zoukhra Abdourakhmanova) ; enfin le beau du village, tendre apparatuschik aux éternels incontrôlés (Goulchha Tachbaeva, épouse du metteur en scène).

LOUIS MARCORELLES.

(Lire la suite page 18.)

Luc Estang et
« Le mérite des femmes »

LUC ESTANG
Les femmes
de M. Legouvé
ROMAN



IONS DU SEUIL

Un grand roman d'amour.
De la montée du nazisme
à la guerre et à l'Occupation...

Seuil

CAMPAGNE ÉLECTORALE
dans le maire d'Aix-en-Provence
pour dénonciation coloniale

partie (C.D.S.) : Vagabonds du socialisme

CONTENU UN MILLION DE MISES DE CIRCULET ITALIEN

LA SOUVENANCE

livres en vente

Ecole

La question scolaire est au point mort, constate Jacques Madaule, pour cause d'élections prochaines. Il n'empêche qu'on ne saurait sans danger mortel laisser l'école flotter au gré des vents et de la pénurie. Pour Christian Beullac, ce n'est pas le rapport Legrand, ou sont poussées jusqu'à l'absurde, selon lui, l'instabilité, la complexité et la sophistication, qui portera remède à cette situation, et pas davantage la tendance à la suppression du contrôle de la qualité de l'enseignement, dont il s'inquiète fort. Quant à Jacques Blondel, qui exprime le point de vue d'un protestant, il estime que le problème confessionnel ne constitue pas la raison principale de l'opposition au projet Savary sur l'enseignement privé.

(Suite de la première page.)

S'ils en font la lecture, le jargon technocratique utilisé leur montrera, dans sa grandiloquence et son obscurité, jusqu'où peut conduire l'exaspération des spécialistes lorsqu'ils se heurtent à une réalité qui leur résiste. Cette réalité, ce sont des générations et des générations d'enfants. Depuis vingt ans, les mêmes hyper-spécialistes de la recherche pédagogique en vase clos ont, par idéologie ou par irréalisme, imposé leur point de vue à la masse des enseignants et aux pouvoirs politiques. Dans le rapport Legrand se retrouvent, poussées jusqu'à l'absurde, l'instabilité, la complexité et la sophistication. Que dirait-on du comportement d'un médecin qui, ayant commis une erreur de diagnostic, décuplerait les doses au lieu de changer de médicaments ? J'ai essayé, pendant trois ans, dans le respect des personnes et des

idées, de faire constater les fautes d'approche et les écarts entre les hypothèses, les théories et les réalités humaines.

Une prise de conscience s'était faite, à peu près, pour reconnaître que le problème résidait dans la formation de base des enfants. C'est à l'école primaire qu'ils doivent apprendre à lire, à écrire, à compter et à s'exprimer. C'est sur ces fondations que l'on peut bâtir l'enseignement reçu dans les collèges et les lycées.

De même, c'est à la base, dans la formation des enseignants, que l'on peut trouver un vrai remède pour avoir la qualité.

Mon réquisitoire (je formule expressément l'idée par ce mot) est

Point mort

par JACQUES MADAULE

D'HABITUDE, c'est au cœur de l'été, mais en ce début de 1983, c'est au cœur de l'hiver que ce calme plat prolonge la trêve des confiseurs. La raison est bien connue : le monde est en attente de quelques événements décisifs. En France, par exemple, tout est suspendu aux élections municipales des 6 et 13 mars ; en Allemagne, aux élections législatives. En attendant, mieux vaut que rien ne bouge, que l'intérêt des livres de caisse d'épargne ne soit pas abaissé, que les négociations sur la question scolaire soient ajournées. Après on verra bien !

Pour les électeurs, c'est là une perspective peu réjouissante. Quelle que soient leurs opinions ou leurs intérêts, en effet, ils ne peuvent pas ignorer que, après le 13 mars, ce va bouger, et bouger dans un sens qui leur déplaira sans doute puisqu'on a préféré attendre qu'ils aient voté pour prendre des mesures.

Mais s'imposent-elles à ce point, ces mesures ? Dans l'ordre financier, probablement. Mais dans le domaine scolaire, y a-t-il vraiment urgence ? Oui, si l'on entend par là qu'il est temps, grand temps et plus que temps, que la France décide enfin quelle sorte d'éducation elle entend donner à ses enfants.

Un peu de prospection

Quelques-uns félicitent M. Savary de ne pas avoir l'ambition de laisser son nom à une réforme de plus. Il a raison s'il s'agit de ces réformes qui ne durent que le temps d'un revirement électoral. Mais on peut à bon droit s'étonner que, depuis bientôt deux ans qu'une majorité nouvelle, et une majorité de gauche pour la première fois depuis plus de vingt-cinq ans (1958), ait au pouvoir, elle n'ait point apporté avec elle un projet d'éducation nationale.

Nous entendons partout parler de la décadence de l'enseignement à tous les niveaux ; on déplore tantôt l'abandon de la philosophie, tantôt celui de l'histoire, ou les deux ; je ne suis même pas sûr que les mathématiques se portent si bien que cela, et je ne dis rien de l'enseignement de la langue, de son orthographe, de sa syntaxe. Tout va de travers, en dépit du dévouement des maîtres. Tout ce qu'on trouve, c'est de la faire rentrer de plus en plus tôt en septembre, d'écourter un peu les vacances d'été au profit de celles d'hiver. On consulte la Faculté sur les horaires, sur la répartition du travail dans la journée.

Tout cela est fort bien et je n'y ai rien à redire. Mais enfin une école nationale digne de ce nom, celle dont il me semble que la démocratie socialiste devrait avoir à cœur de doter le pays, serait une école où l'on s'effor-

cerait de former, au vue de la tâche qu'il aura demain à remplir, les hommes et les femmes qui auront la charge de continuer la France au siècle qui vient. Cela suppose un peu de prospective et un projet de société.

Or, depuis près de deux ans, je n'ai rien vu dans ce sens, si ce n'est le projet de réforme des collèges de M. Louis Legrand. Voilà la bonne direction ! On peut discuter, certes, et de tels projets sont toujours discutés, mais faits pour être discutés. Mais ils ont le mérite d'exister et de répondre à une urgence. Cela ne suffit pas. Prendre la question par les collèges, c'est, si j'ose ainsi dire, la prendre par le milieu. Ne vaudrait-il pas mieux commencer par le jardin d'enfants ?

La vérité est que notre éducation nationale manque encore plus d'argent que de projet cohérent. C'est là où le bât la blesse, car des projets sans argent seraient des attrape-nigauds. Il ne faut pas s'en aller répétant que tout va mal dans l'éducation nationale quand on n'est pas décidé à faire pour elle les dépenses indispensables. C'est ici que nous sommes au point mort.

Les exigences budgétaires sont impérieuses en 1983 ; impérieuses aussi les exigences de la défense nationale et combien d'autres ! Le problème, qui mériterait bien d'être posé au pays, est de savoir quelle proportion de leur budget, quelle proportion de leurs impôts les Français sont disposés à consacrer à l'éducation, c'est-à-dire à l'avenir de leurs enfants et de la France. A partir de là, on pourra tâter, puis recouder.

Or telle est précisément la question que l'on se garde de poser. Un certain nombre de militants feignent de croire ou croient vraiment (prétendument cela revient au même) que, si l'on supprimait ou si l'on aménageait différemment les actuelles subventions à l'enseignement privé, l'enseignement public s'en trouverait plus à son aise. C'est une illusion, car quand il aurait pris à sa charge les élèves du privé, l'opération serait, dans le meilleur des cas, blanche. Il faut donc écartier cet alibi.

Si l'on a envie de réveiller la querelle scolaire, on peut le faire. Mais, quelle que soit l'issue de cette fastidieuse bataille, elle ne résoudra aucune des questions capitales qui se posent à l'éducation nationale, et qui sont d'un tout autre ordre. Quand nous vivons dans une société qui ne cesse de se transformer et de chercher de nouvelles assises, comment l'école pourrait-elle flotter au gré des vents et de la pénurie sans un danger mortel pour l'avenir ?

C'est un nouveau Jules Ferry qu'il nous faudrait. Ce problème de l'éducation du peuple (les sont ses propres termes) qu'il se posait voici cent ans, il se pose aujourd'hui dans des termes nouveaux et il est urgent.

Un grain de sable protestant ?

par JACQUES BLONDEL (*)

EN 1957, un livre qui, on peut le dire, malheureusement, n'a pas perdu de son actualité, *Laïcité et paix scolaire* (aux éditions Berger-Levrault), faisait le point de la question en invitant plusieurs personnalités, dont le pasteur Bogner et André Siegfried, à se joindre aux enseignants, catholiques et protestants, pour témoigner de leur attachement à la laïcité « ouverte ».

En 1959, la loi Debré venait, grâce à une majorité parlementaire favorable à l'enseignement libre, de compromettre gravement l'unité de la nation ; François Mauriac écrivait que c'était « un fil tendu à ras de terre ». Un chroniqueur du *Monde* pensait que « l'intégrité et le mangeur de curés pouvaient se froter les mains ». Ces affrontements n'ont pas eu lieu, sinon peut-être dans quelque campagne reculée, mais la division est bien consommée entre le « public » et le « privé » qui continue s'il le veut à bénéficier du concours de l'Etat.

Or il y a fort longtemps que nous ne sommes plus dans une chrétienté de fait, comme au Moyen Age ou même à l'époque de Louis XIV, ce qui nous oblige à vivre dans une cité sécularisée, dans une culture sécularisée, en conflit plus ou moins ouvert avec les données de l'Eglise romaine.

Les protestants mesurent à la fois tout le prix que leurs ancêtres, au temps de Jules Ferry, ont accordé à la nouvelle école publique, gratuite et obligatoire, et celui d'un consentement à la laïcité. Ils n'ont pas fait, depuis les propositions de M. Alain Savary, de déclarations « fracassantes » en faveur ou par méfiance de ce qui se prépare. Ils ne représentent, on le sait, qu'un faible pourcentage de la nation (1,5 %), mais leur avis peut compter en matière d'école, d'Etat et de nation.

Car, ce qui est en jeu, ce n'est pas la conquête du pouvoir par l'opposition, en dépit des manœuvres de celle-ci qui a recours aux arguments d'un autre temps pour apeurer les familles : ce ne sont pas les arguments de la vieille laïcité qui défend l'école contre le curé. L'école libre, écrivait justement Paul Fraisse (*le Monde* du 4 janvier), ne fournira pas aux conservateurs les électeurs de demain. Inversement, c'est souvent dans l'enseignement laïque (je l'ai constaté) que se recrutent des prêtres. Donc, ce qui est en jeu, c'est la question de savoir si l'école appartient à l'Etat, ou si elle est l'expression de la nation.

Cette question rend le problème plus brûlant que ne peuvent le faire croire les arguments électoraux actuels. Les familles sont sollicitées en

vue de garantir leur liberté de choix. C'est le mot magique ; mais la liberté, pour quoi faire ?

Il faudrait tout de même en connaître les limites : si l'Etat n'est pas seul habilité à délivrer les diplômes (du certificat d'études au doctorat), on tombe dans la concurrence et l'anarchie (en France du moins). Le pluralisme rencontre des limites de raison et d'ordre. Mais il peut aussi en rencontrer d'autres, dès que l'on se pose la question : « A qui appartient l'école ? A l'Etat ou à la nation ? »

Ici, je citerai Paul Ricoeur qui disait en 1954 à Strasbourg : « C'est à l'école de tous, à l'école du peuple que peut se faire l'apprentissage de la communauté humaine telle qu'elle est, telle qu'elle a été faite par son histoire (1) ». Le protestant ressentira donc toujours une certaine méfiance envers toute entreprise qui se propose, comme critère, de « protéger » l'enfant et l'adolescent en le mettant à l'abri dans un ghetto.

Le mal français...

Nul n'ignore que l'esprit de ghetto tend à disparaître de certains établissements privés (non pas « libres », puisqu'ils acceptent l'argent des contribuables non catholiques compris !). Il reconnaît que, dans certains cas précis, le secteur privé offre certains avantages en matière d'attentions aux élèves.

Mais ce sont des cas d'espèce, car il est évident que la véritable carence vient de l'Etat, qui n'assure pas toujours l'encadrement nécessaire. L'Etat est trop content (si tant est que les finances aient du sentiment) de pouvoir se décharger sur le « privé » de ce qu'il n'ose pas faire. Mais le problème n'est pas résolu. Le ministre, je l'espère, le sait bien, mais l'éducation n'est pas, il semble, « la priorité des priorités ». La question qui se pose, c'est le moyen de faire passer le changement et de ne pas rallumer la guerre de Cent Ans scolaire. Est-ce contradictoire ? Est-ce une démarche suicidaire, comme certains le pensent ?

Mettre fin à la liberté de concurrence serait un bien ; car on ne peut plus se permettre de couper la nation, porteuse de la culture, en deux secteurs. Déjà André Philip avait tenté, en 1947, de réaliser un consensus sur ce point, mais le M.R.P. s'y était opposé. On sait ce qui s'est ensuivi : lois Marie, Debré, ...

(*) Professeur émérite à l'université de Clermont-II.

Guerneur... C'est « le mal français » auquel Alain Peyrefitte a consacré quelques pages, sans offrir de solution.

Entre les deux extrêmes, les exigences d'un laïcisme qui a fait son temps et celles d'un cléricisme qui est loin de recouvrer tous les catholiques d'aujourd'hui, la solution serait de remettre l'école à la nation. Soit l'institution du cadre éducatif rigide où elle est enfermée, en assurant une plus grande liberté de représentation aux diverses familles qui composent la nation, plus vieille que l'Etat, tel apparaît l'horizon vers lequel tend l'actuel projet Savary qui fait si peur à certains.

De part et d'autre, c'est la peur, en effet, qui commande aux réflexes du citoyen, soit celle de voir le secteur laïque se confirmer dans ses positions obsidionales et antireligieuses, soit celle de voir l'idéal laïque compromis par la maximisation cléricale. Mais c'est oublier que la population scolaire comporte aussi des protestants, des musulmans, des athées... La minorité protestante est peut-être le grain de sable qui peut opportunément bloquer la machine (infernale ?). Elle peut être la pierre qui rappelle que l'obstacle confessionnel n'est pas la raison principale de l'opposition au projet.

Mille ans d'expérience en matière d'enseignement ne justifient pas une priorité quelconque de l'Eglise, en face de cent ans de république et de laïcité. Au bout de ces cent ans, les mentalités ont changé : il ne faudrait pas que l'avenir empêche les uns et les autres de se rencontrer à tous les échelons de l'éducation et pas seulement à l'occasion des luttes politiques. Il ne faut pas adapter la loi Debré ; il faut la dépasser et faire découvrir que nos enfants appartiennent d'abord à la nation avant d'être à l'Etat, et que la langue qu'ils parlent vient de plus loin que leurs familles, dans une même cité : l'école et l'université.

Le problème n'est pas de savoir quelle institution triomphera. Celle de l'« école chrétienne », la plus comme en France, doit être nécessairement dépassée ; c'est celle de l'« enseignement chrétien dans l'école de la nation ». Le projet Savary permettrait d'éviter la « guerre », s'il se trouve des compétences et non des partisans, des deux côtés, pour bâtir la solution.

Est-ce trop espérer, entre le pessimisme qui, aujourd'hui, habite plusieurs, et l'esprit d'utopie qui tente les meilleurs dans la majorité actuelle ?

(1) Conférence publiée dans *Foi éducation*, deuxième trimestre 1954.

Quai des brumes

des professeurs de façon que leur qualification reconnue, dans la matière enseignée, soit une assurance pour la qualité du service public de l'enseignement. Les inspecteurs généraux participent, avec des professeurs de l'enseignement supérieur, au choix des sujets et à la composition des jurys de concours.

Ce premier rôle est capital. Le recrutement sans concours, pendant la période d'hypercroissance des effectifs, n'a pas été contrôlé par l'inspection générale. C'est une des causes de l'insuffisance de la qualité de l'enseignement. Le contrôle de qualité doit exister à l'origine de la carrière et être exercé par les meilleurs.

La seconde rôle de l'inspection générale consiste dans le contrôle de la qualité de l'enseignement donné dans les classes. Il est normal qu'à intervalles réguliers et en coordination avec le chef d'établissement responsable de son établissement des hommes d'expérience et de savoir, reconnus par leurs titres et leurs fonctions, aillent vérifier, par délégation de la nation tout entière, la manière dont chaque enseignant accomplit sa tâche de serviteur du public.

Rappelons les faits : tandis que le ministre se défendait de remettre en cause le principe de l'inspection individuelle des professeurs, souhaitant seulement en assouplir les modalités et élargir le recrutement comme le rayonnement du corps des inspecteurs, son conseiller technique annonçait des décisions en forme de coup de poing.

Les deux principales étaient la fin de l'inspection ponctuelle portant sur la discipline et l'absence de prise en compte de la notation individuelle dans le barème des mutations. Seuls désormais devaient être déterminants à cet égard l'ancienneté ou le nombre d'enfants à charge, au mépris de la qualité individuelle du professeur, de sa compétence et de son efficacité. Quant au contrôle lui-même, priorité était donnée à « l'évaluation globale » de l'équipe éducative, voire de l'établissement.

Le rôle est double : a) L'inspection générale est associée au recrutement des maîtres et

sement, dans le droit-fil des théories du SGEN-C.F.D.T. sur « l'auto-évaluation collective » des enseignants.

Les décisions retenues, en définitive, par le ministre, semblent avoir éliminé, dans les textes, les excès des avant-projets et des commentaires.

Mais, pour une part, le mal est fait. Partout a été largement diffusée une image faussément archaïque d'une institution prétendument vieillie dont il faut « revitaliser les membres », un « Etat dans l'Etat », replié dans son superbe isolement et dans l'étroitesse de « l'inspection disciplinaire ».

Cette authentification, au plus haut niveau de critiques sommaires, a été et sera destructrice d'autorité. Déjà, des enseignants refusant l'inspection, qu'en sera-t-il demain ? Dans les textes mêmes, l'ambiguïté demeure. Le ministre a résisté à la suppression théorique de l'inspection individuelle. Mais le flot et l'absence réelle de la sanction (récompense ou punition) sont inéluctablement inscrits en pointillé dans le dispositif, qui mélange l'appréciation individuelle portée sur le maître dans une discipline et l'évaluation de son rôle dans l'équipe éducative.

Pour les enseignants eux-mêmes, l'absence de repère extérieur, de guide, de miroir tendu sera source d'angoisse et, à terme, de découragement. Livré à lui-même, le conseil de classe, quand bien même il serait élargi à quelques représentants de parents ou d'élèves, ne saurait être qu'une équipe jouant sans arbitre, sans public, sans adversaires et sans ballon, sur un score nul inscrit d'avance.

Aucun service public ne peut se passer de contrôle externe, aucun fonctionnaire ne doit éviter le contrôle de compétence. Qui aurait confiance en des policiers, en des agents de la S.N.C.F., en des signaleurs du ciel, « auto-évalués » ? L'avenir de nos enfants serait-il un sujet moins grave pour risquer d'être ainsi livré aux phantasmes des uns, à laisser-aller corporatif des autres ? C'est pourtant ce qui est ins-

crit en filigrane dans la prétendue réforme de l'inspection générale : refus de l'excellence, refus du contrôle et de l'autorité.

J'ai récemment, sous la plume polémique d'un bon connaisseur, une phrase terrible : « La dérive du système éducatif s'amplifie. Le prétendu pouvoir occulte entre les professeurs, les intérêts et les idéaux contradictoires des prétendus représentants du personnel, oublieux des enfants et du service public dont on parle toujours mais ne s'en préoccupe jamais. Le ministre est baloté entre l'égoïsme du SNT (école sans les enfants) et les phantasmes du SGEN (les enfants sans l'école) ».

Il est pourtant clair que l'augmentation, toujours réclamée et encore obtenue cette année, du nombre des enseignants, alors que diminue le nombre des enfants, a montré, à la dernière rentrée, qu'il ne faut pas confondre quantité et qualité. Il est clair aussi que l'auto-évaluation des maîtres et le refus du contrôle de la qualité, c'est l'école sans ordre et sans maîtres.

Il y a trois ans déjà, je disais aux enseignants que nous avions à faire une prise de conscience : dans le service public, fonctionnant mal, les choses durent longtemps mais les usagers (ici, les parents) finissent un jour par se révolter et l'explosion est forte. J'ajoutais qu'il fallait aussi la volonté et l'effort dans la reconnaissance des règles fondamentales de l'excellence et de la qualité.

Par calcul ou par facilité, on multiplie les déclarations apaisantes et floues. Les avancées et les reculs imprévus sont troublants. Tout est irréel et pesant comme dans un film d'atmosphère. L'angoisse des parents et le désarroi des enseignants se heurtent, en aveugles, sur ce gigantesque quai des brumes où s'écrit la désespérance et la fatalité du drame.

Sous les brouillards épais. Il y a des menaces précises. Sous les contradictions, il y a la dérive et l'erreur.

Il ne faut pas les accepter. Il faut s'informer et agir. Il faut dissiper le brouillard.

CHRISTIAN BEULLAC.

Nouvelles Editions RUPTURE

MIREILLE PRIGENT
entre parenthèses

« En bref, un véritable écrivain. » J.-J. Marchand (La Quinzaine)
« Toute la force de ce roman se condense dans l'analyse médicale, exhaustive et sans complaisance, de ces hommes, immenses dans son lit, minuscules dans son destin. » H. Marsan (Gai Pied)
« C'est drôle, c'est tendre, c'est méchant, c'est émouvant ; et c'est écrit : ça va de soi. » B. Frank (Le Matin)

MELANIE AUBERT
contes borgnes

« Un art imparable de la nouvelle. » F. Xénakis (Le Matin)
« Cet écrivain inconnu mais authentique fait claudiquer la féerie avec son humour ravageur. » J.-L. Ezine (Les Nouvelles Littéraires)

Diffusion ALTERNATIVE

Le gouvernement s'est donné un nouveau délai de réflexion avant de définir sa tactique

Après trois heures de délibérations consacrées à l'étude des conclusions politiques du rapport de la commission Kahane, le gouvernement israélien a préféré se donner un nouveau délai de réflexion et se réunir à nouveau jeudi après-midi pour définir sa tactique face à la plus grave crise politique que M. Begin ait eu à affronter en six années de pouvoir.

Selon le porte-parole du gouvernement israélien, les ministres veulent notamment entendre jeudi les points de vue des généraux Yehoshua Saguy et Amos Yaron, respectivement chef des renseignements militaires et commandant en chef de la division déployée à Beyrouth lors des massacres.

Le ministre israélien de la défense, M. Ariel Sharon, a, pour sa part, déclaré mercredi devant l'état-major israélien réuni au complet qu'il n'avait pas l'intention de présenter sa démission. Le ministre, dont la démission a été réclamée par la commission Kahane, a ajouté, selon le radio israélien, que, si le premier ministre M. Menahem Begin, le démettait de ses fonctions, comme la loi l'y autorise, il ne lui en voudrait pas personnellement.

M. Sharon s'est également engagé à demander au gouvernement le report des recommandations de la commission, visant à éloigner les trois officiers supérieurs mis en cause dans les massacres. Il a estimé que l'éloignement, même pour une période transitoire, du chef d'état-major, le général Rappaport Eytan et des généraux Saguy et Yaron pourrait avoir de graves conséquences pour l'armée.

Selon la radio israélienne, les officiers de l'état-major, surpris par l'arrivée du ministre de la défense, ont accueilli ses déclarations dans le plus grand silence.

Le chef de l'opposition travailliste, M. Shimon Pérès, est sorti,

mercredi soir, de sa réserve en exigeant publiquement l'application à la lettre des recommandations de la commission Kahane. « Nous n'imaginons pas que le gouvernement puisse se soustraire aux obligations de la loi », a ajouté M. Pérès, qui, établissant une distinction entre les implications politiques et juridiques des décisions de la commission Kahane, s'est refusé à prendre position, dans ce contexte, sur la question d'éventuelles élections législatives anticipées.

Le général Rappaport Eytan, chef d'état-major général de l'armée mis en cause par la commission Kahane, a témoigné, mercredi matin, devant le tribunal militaire de Tel-Aviv, au procès d'un officier et de six soldats accusés de brutalités exercées sur des résidents arabes de la région de Hebron, lors de la répression de l'agitation dans ce territoire, en mai 1982 (le Monde des 15 décembre 1982 et 7 et 19 janvier 1983).

C'est la première fois qu'un commandant en chef de l'armée israélienne est appelé à témoigner dans un procès de ce genre. Interrogé par la défense, le général Eytan, dont la demande à déposer à huis clos avait été rejetée par la cour, a déclaré que le terme hébreu de *tirour* (« harcèlement ») qu'il avait employé pour parler du traitement à réserver aux Arabes, dans ses directives aux troupes, n'avait pas la signification de « bizutage » qu'il a dans l'armée israélienne. Il s'agissait surtout, a-t-il dit, d'intimider les foyers de troubles par des arrestations fréquentes et d'imposer de lourdes amendes à leurs parents, car le système est très efficace (...).

Les militaires inculpés avaient affirmé pour leur défense qu'ils s'étaient livrés à des brutalités, conformément à des instructions données par le chef d'état-major. — (A.F.P.)

La tournée de M. Cheysson

(Suite de la première page.)

Cependant la Syrie, adversaire d'Israël et donc allié des autres États arabes sur les fronts du Golan et au Liban, soutient l'Irak contre l'Irak qui, de son côté a l'appui de la quasi totalité des États arabes. En particulier la Syrie a fermé l'oléoduc par où l'Irak exportait une importante partie de son pétrole, privant ainsi le gouvernement de Bagdad de sa principale ressource. La France soutient l'Irak de longue date et M. Cheysson a réaffirmé jeudi cette politique qui consiste à acheter du pétrole à l'Irak et à lui fournir de l'armement moderne. L'étape de M. Cheysson à Damas sera donc la plus « sportive ».

L'expansionnisme iranien

Le ministre a expliqué la politique française par la nécessité d'aider le monde arabe dans son ensemble et les États du Golfe en particulier, de l'expansionnisme historique, mais plus actuel que jamais — à la fois religieux et révolutionnaire — de l'Iran. Mais a-t-il dit : « Les Irakiens connaissent momentanément des difficultés économiques en raison du problème d'écoulement du pétrole. » Tel est le problème le plus immédiat.

La meilleure solution serait évidemment que la Syrie, par solidarité avec le monde arabe mette en veilleuse son inimitié pour les dirigeants de Bagdad et ouvre l'oléoduc.

Selon le Financial Times un expédient provisoire a été imaginé : L'Arabie Saoudite avancerait à la France (et au Japon) du pétrole, au nom de l'Irak, pour que celui-ci paye ses achats d'armement. La note s'élèverait selon le quotidien britannique à 6 milliards de dollars pour six mois, somme qui susciterait de sérieuses réticences en Arabie Saoudite, les États du Golfe ayant déjà avancé 25 milliards de dollars à l'Irak depuis le début du conflit. Il semble d'ailleurs que tant en ce qui concerne les quantités que les prix rien ne soit réglé. Les compagnies françaises ne sont en effet pas disposées à payer sans compensation du pétrole au prix officiel saoudien de 34 dollars le baril quand on en trouve sur le marché à moins de 30 dollars.

MAURICE DELARUE.

A TRAVERS LE MONDE

Kenya

● NOUVELLE CONDAMNATION À MORT. Un capitaine de l'armée de l'air dissoute, M. Farwick Odera Obedi, a été condamné à mort, mercredi 9 février, pour sa participation à la tentative de coup d'État du 1^{er} août 1982. C'est le deuxième aviateur condamné à mort, il avait plaidé non coupable et a refusé de témoigner au cours du procès. — (A.F.P.)

Paraguay

● LE RÉSULTAT DES ÉLECTIONS DU 6 FÉVRIER. — Le parti Colorado du président Stroessner a obtenu environ 90 % des voix (944 637 suffrages) aux élections du dimanche 6 février, selon les résultats définitifs et officiels publiés mercredi. Les deux partis d'opposition, le parti libéral radical et le parti libéral, ont obtenu respectivement 59 094 et 34 010 voix. — (A.F.P.)

République Sud-Africaine

● CENT PENDAISONS EN 1982. — Cent condamnés à mort ont été exécutés par pendaison en 1982, a indiqué, mercredi 9 février, le ministre sud-africain de la Justice, M. Kobie Coetsee, devant le Parlement réuni au Cap.

R.F.A.

● PERQUISITION. — Des documents ultra-secrets de l'OTAN ont été saisis le 11 janvier lors

d'une perquisition dans les locaux du conseil d'extrême gauche ouest-allemand Konkret, à Hambourg, ont affirmé mercredi 9 février les journaux conservateurs Die Welt et Bild. Le procureur général fédéral a annoncé l'ouverture d'une enquête pour retrouver le responsable de la fuite de ces documents, relatifs à la réaction occidentale à une attaque nucléaire soviétique. En février 1982, Konkret avait publié des révélations de l'ancien agent de renseignements, Hans Langemann, concernant les activités des services secrets ouest-allemands. — (A.F.P., Reuter.)

Roumanie

● MENACES AMÉRICAINES À L'ÉMIGRATION. — Le gouvernement américain a confirmé officiellement, mardi 8 février, qu'il refuserait à la Roumanie le renouvellement de la « clause de la nation la plus favorisée » en cas d'application d'une « taxe à l'émigration ». Les États-Unis prendront cette mesure si Bucarest applique le décret du 22 octobre 1982 contraignant les candidats à l'émigration à rembourser le coût de leur éducation en Roumanie. a déclaré à Washington M. Elliot Abrams, secrétaire d'État adjoint chargé des droits de l'homme. — (A.F.P.)

Des zones d'ombre demeurent dans le rapport de la commission Kahane

De notre correspondant

Jérusalem. — La majorité des Israéliens ont jugé « sévère » le rapport final de la commission d'enquête sur les massacres de septembre à Beyrouth. Beaucoup s'en félicitent pour « l'honneur » d'Israël, tandis que, pour beaucoup d'autres, les partis du gouvernement, les conclusions paraissent excessives et injustifiées. Si, avec une remarquable objectivité, la commission a apporté des éclaircissements attendus sur bien des points, elle mentionne également, et tout aussi objectivement, quelques faits et constatations à propos desquels elle ne fournit pas de conclusion ou d'explication satisfaisante. Ce qui laisse à penser que la sévérité de ce rapport est parfois relative. La lumière faite sur les responsabilités israéliennes n'est pas toujours aussi crue qu'il y paraît. Des zones d'ombre demeurent. On peut, cependant, les situer grâce aux indications de ce rapport — ce n'est pas là l'un des moindres mérites du travail réalisé par les enquêteurs.

Dès les toutes premières heures de l'opération au cours de la soirée du 16 septembre, les indices recueillis au P.C. israélien n'ont pas été exploités pour arrêter les massacres qui commencent tout près de là, dans les camps de Sabra et de Chatila (le Monde du 10 février). Le lendemain matin, le lieutenant Grabowsky, qui se tenait avec son unité de chars aux abords immédiats des camps, a vu des miliciens phalangistes « un groupe de cinq femmes et enfants ». Quand le lieutenant s'apprête à faire un rapport à ses supérieurs, ses hommes, restés à l'écoute de la radio de bord de leurs chars, le préviennent aussitôt que d'autres militaires israéliens, qui ont assisté, eux aussi, à des meurtres de « civils », ont prévenu le commandant de l'unité, mais ont eu pour toute réponse de la part de ce dernier : « Nous savons ; ce n'est pas fait pour nous plaire ; n'intervenez pas. »

Ce n'est qu'en fin d'après-midi que le lieutenant Grabowsky parviendra à transmettre directement au commandant de la brigade le récit des faits dont il a été le témoin. La commission ajoute à ce sujet : « Dans plusieurs déclarations faites aux enquêteurs, des soldats et des officiers appartenant à l'unité du lieutenant Grabowsky et à d'autres unités stationnées dans le voisinage ont raconté ce qu'ils avaient vu le vendredi (17 septembre), des mauvais traitements infligés par les phalangistes à des hommes, des femmes et des enfants qui étaient entrainés hors des camps ; ils ont également rapporté avoir entendu des plaintes au sujet de meurtres commis par les phalangistes. »

« Nous savons... N'intervenez pas »

Le P.C. israélien, où se trouvaient depuis le début de l'opération des officiers phalangistes, était situé à 200 mètres des limites du camp de Chatila. Il était installé sur le toit d'un immeuble de cinq étages d'où l'on avait une « vue générale » sur les camps. De cette position dominante, les dernières maisons de Sabra et Chatila n'étaient pas éloignées de plus de 500 ou 700 mètres, selon le rapport. Mais la commission

Aveuglement et surdité

Comble de tout, le général Eytan autorise la reprise de l'opération jusqu'au lendemain, en donnant l'ordre que l'armée israélienne fournisse des « trousseaux » aux miliciens qui veulent détruire dans les camps des constructions qu'ils jugent « illégales ». — les phalangistes n'ont jamais caché qu'ils voulaient raser une partie des camps pour obliger les Palestiniens à les quitter définitivement. Cet ordre tendrait à prouver que du point de vue israélien, la marge de manœuvre des phalangistes était assez grande puisque le plan officiel de l'opération prévoyait seulement de déloger les « terroristes » (les combattants) et de découvrir des caches d'armes.

Pendant deux jours et deux nuits, la persistance de l'aveuglement et de la surdité des chefs israéliens est confondante. Ne peut-on pas soupçonner qu'il y avait manifestement là, dans une certaine mesure, une « intention » de ne pas voir et de ne pas entendre. Cette hypothèse en rejoint une autre qui, elle, a été envisagée par la commission : la « complicité ». Le rapport d'enquête conclut qu'elle doit être « écartée catégoriquement » ; mais cependant, ce rapport indique, par ailleurs, que le plan d'invasion de Beyrouth-Ouest, conçu par le ministre de la défense, M. Ariel Sharon, et le chef d'état-major, comportait l'instruction suivante dont la commission souligne l'importance : « L'armée israélienne devra diriger les forces dans le secteur ; pour l'opération dans les camps, ce sont les phalangistes qui y seront envoyés. »

ensemble ne porte qu'une « responsabilité indirecte ».

Cette distinction, sur laquelle la commission insiste fortement, n'aurait-elle pas dû être plus nuancée ? M. Sharon et le général Eytan semblent non seulement avoir pris des « risques inconsidérés » — pour résumer l'analyse de la commission — mais encore des risques calculés. La façon dont ils ont conçu cette opération ne se situe-t-elle pas à la limite de la complicité ? A la lecture de nombreux éléments contenus dans le rapport d'enquête, on peut au moins déduire que leur responsabilité n'est pas aussi « indirecte » que le dit la commission.

FRANCIS CORNU.

L'amertume de deux généraux

De notre correspondant

Jérusalem. — Deux généraux contestent le sort que leur fait la commission d'enquête. Les généraux Yehoshua Saguy et Amos Yaron, respectivement chef des renseignements de l'armée et (en septembre dernier) commandant du secteur de Beyrouth, reprochent à la commission d'avoir recommandé à leur encontre des sanctions qui ne sont relativement pas moins graves que celles suggérées pour leurs supérieurs, le ministre de la défense et le chef d'état-major. Ils ont demandé et obtenu d'être entendus par le gouvernement, ce jeudi 10 février, dans la soirée, avant que celui-ci se prononce sur les conséquences à tirer des conclusions du rapport d'enquête.

Le général Saguy, que la commission souhaite voir muté, et le général Yaron, qui devrait être interdit pendant trois ans de commandement opérationnel, ont, semble-t-il, quelques raisons particulières d'être amers. En effet, la commission, avec ses recommandations, donne l'impression de les mettre « dans le même sac » que M. Sharon et le général Eytan, principaux responsables de l'intervention des troupes israéliennes à Beyrouth-Ouest et de l'opération phalangiste dans les camps de Sabra et

de Chatila. Le général Saguy, opposé depuis longtemps à toute collaboration étroite entre l'armée israélienne et les phalangistes, est davantage sanctionné que le chef du Mossad qui, lui, poussait depuis longtemps à accroître davantage la collaboration avec les phalangistes (le Monde du 10 février).

Pour le général Yaron, la commission a estimé qu'il n'avait pas été suffisamment vigilant, alors qu'il aurait dû transmettre rapidement les informations en sa possession sur les premières exactions commises par les phalangistes.

La commission a vraisemblablement pensé que le général Yaron était d'autant mieux qualifié pour tenter d'arrêter le massacre qu'il était connu pour avoir été, depuis le mois de juin, du nombre de ces officiers supérieurs hostiles à toute incursion à Beyrouth-Ouest, tel le colonel Elie Guwa, qui, durant l'été, a manifesté de manière spectaculaire sa désapprobation à l'égard d'une incursion à Beyrouth-Ouest en démissionnant. Il paraît évident que la commission a, malencontreusement, confondu « colombes » et « faucons ».

F. C.

Jean-Pierre Dupuy Une pensée neuve

Jean-Pierre Dupuy
Ordres et Désordres
Enquête sur un nouveau paradigme

Seuil

Voyage au pays de l'autonomie et de ses penseurs

Collection Empreintes SEUIL dirigée par J.-C. Guillebaud

PROCHE-ORIENT

AU QUATRIÈME JOUR DE L'OFFENSIVE IRANIENNE

Les communiqués militaires de Téhéran et de Bagdad deviennent contradictoires

Les forces iraniennes ont attaqué, dans la nuit du mercredi 9 au jeudi 10 février, au sud du front ouvert dimanche par l'opération Aurora, dans la région de Fakkeh, a annoncé ce jeudi matin Radio-Téhéran, citant des informations en provenance du poste de commandement.

Il s'agit « d'une autre partie de cette opération qui a pour objectifs la destruction des forces et de l'armement basistes (irakiens) et la création de facilités pour poursuivre les opérations », a précisé la radio. « La 12^e brigade de la 3^e division irakienne a été décimée et l'organisation militaire de l'ennemi dans ce secteur a reçu des coups considérables », affirme Radio-Téhéran.

Depuis leur attaque de dimanche dans la nuit à une soixantaine de kilomètres à l'est d'Al-Amarah, les forces iraniennes affirment avoir pris le contrôle de 300 kilomètres carrés en Iran et en Irak, et réussi à s'y maintenir. Selon Téhéran, le front a été bombardé mercredi « sans résultats » par l'aviation irakienne, qui a perdu quatre appareils dans l'après-midi.

L'ensemble des combats est présenté par Téhéran comme la première partie d'une opération d'envie.

Bagdad, pour sa part, a annoncé ce jeudi matin l'échec de la nouvelle offensive, affirmant que le gros des forces iraniennes qui ont lancé la nouvelle attaque contre l'Irak dans le secteur de Misan se trouvent actuellement « encerclés et isolés » et était en voie de liquidation.

Davantage d'« autorisations de sortie » pour les Iraniens

Les restrictions mises à la sortie d'Iran depuis le 23 septembre 1980 ont été levées le mercredi 9 février. Un communiqué du bureau du premier ministre cité par Radio-Téhéran précise que « dès mercredi, le voyage à l'étranger, sans toutefois pouvoir obtenir de devises, est permis ». Au lendemain du déclenchement du conflit irano-irakien, le 22 septembre 1980, les autorités iraniennes avaient instauré, avec la fermeture des aéroports, des conditions extrêmement restrictives à la sortie du pays.

A l'exception des commerçants déclarés, des grands malades munis d'une autorisation du ministère de la santé, des Iraniens d'origine étrangère et de leurs époux ou épouses, des étudiants inscrits dans une uni-

versité d'un autre pays, des Iraniens dotés d'un titre de résidence à l'étranger, de leurs parents pour ceux qui étaient gravement malades, les autres Iraniens ne pouvaient quitter le territoire national.

Toutefois, cette mesure de libération prévoit que « les réglementations qui existent pour le voyage à l'étranger seront appliquées ». Celles-ci ayant changé plusieurs fois, il est encore trop tôt pour connaître les modalités qui seront désormais retenues.

Il est probable que, avant d'obtenir un visa dans un consulat, les candidats au départ devront faire viser leur passeport, s'ils en ont encore un, au bureau des passeports. Ces derniers mois, selon des sources consulaires, entre cent et deux cents personnes chaque semaine ont obtenu une « autorisation de sortie » légale.

Compte tenu de ces restrictions, nombreux sont ceux qui ont quitté l'Iran en franchissant illégalement les frontières, vers la Turquie, le Pakistan ou même parfois vers les Emirats du Golfe avec des vedettes rapides. De véritables réseaux s'étaient constitués, réclamant près d'un million et demi de rials (plus de 18 000 dollars) pour un passage à pied ou à dos de mulet.

Récemment, le chef des gardiens de la révolution de la province du Sistan Balouchistan, frontalière du Pakistan, annonçait la découverte de quarante réseaux et l'arrestation de trois cent cinquante personnes ayant essayé de passer la frontière et de deux cent cinquante « contre-révolutionnaires », sans cependant préciser sur quelle période portaient ces chiffres. — (A.F.P.)

ASIE

Sri-Lanka

LE SECOND MANDAT PRÉSIDENTIEL DE M. JAYEWARDENE

Un glissement progressif vers l'exercice solitaire du pouvoir

De notre envoyé spécial

liste locale alors que se poursuit, tambour battant, le défilé d'une armée de principauté à démanteler les instincts les plus belliqueux. La remarque conforte le sentiment souvent exprimé d'une présidentialisation du régime, d'un glissement progressif vers l'exercice solitaire du pouvoir, voire de tendances autoritaires illustrées, par exemple, par le recours, fort critiqué, au référendum.

Que l'opposition, sous la direction de M^{me} Bandaranaike, « M^{me} B », dénonce, dans cette procédure, l'instauration d'une forme de pouvoir personnel, rien que de plus normal. Plus surprenantes, en revanche, sont les craintes exprimées par certains élus de la majorité de voir le régime se radicaliser et, en réaction, se constituer une opposition extraparlamentaire. Inquiétude justifiée lorsqu'on constate que les adversaires du pouvoir, qui ont obtenu 47 % des voix aux présidentielles, ne disposent, au Parlement, que d'une représentation dérisoire.

Le « complot naxalite »

Venant après le refus du président de restituer ses droits civiques à M^{me} B, afin de lui permettre de l'affronter dans un duel d'homme à homme, la décision d'« escamoter » des élections générales qui, le scrutin proportionnel aidant, auraient largement dégonflé la confortable majorité du parti au pouvoir (1), a créé un certain malaise. « Trop, c'est trop », nous confie un partisan du président.

D'autant que l'argument selon lequel le recours au référendum visait à déjouer un « complot naxalite » (2) et à empêcher l'entrée à l'Assemblée d'extrémistes décidés à mettre fin aux institutions démocratiques n'a suscité que scepticisme ou déception. Voir une certaine inquiétude, dans la mesure où le comportement du parti au pouvoir trahissait un sentiment d'insécurité.

Ainsi, ce pouvoir que l'on attendait triomphant et sûr de lui apparaît-il sur la défensive, incertain et flottant. A croire que derrière le visage olympien du président, il y aurait place pour le doute. Son pouvoir, en apparence absolu, ne serait-il qu'une façade trompeuse ?

La réponse se trouve peut-être dans l'analyse des récents scrutins : en octobre, le président a obtenu près de 3,5 millions de voix, mais le parti de M^{me} B, pourtant privé de sa tête de file, a réalisé une belle performance. Au référendum, le pouvoir a amélioré son score en pourcentage, mais il n'a obtenu la majorité que dans quinze des vingt-deux districts, alors que le président n'avait été élu dans un seul district aux présidentielles. Le pouvoir a confirmé son implantation dans les milieux ruraux du centre de l'île, mais les côtes lui échappaient, et, dans la capitale, l'intelligentsia exprimait sa réticence envers ce qui semblait être une radicalisation du régime. Cet effritement de l'électorat coïncide, de surcroît, avec une dégradation sensible des rapports entre le gouvernement et les chefs tamouls modérés qui, depuis quelque mois, semblent prendre leurs distances à l'égard d'un pouvoir sourd à leurs revendications (ils ont prôné l'abstention aux présidentielles, combattu le référendum) et boycotté la fête de l'indépendance, et n'hésitent pas, à l'occasion, à rappeler leur attachement à la cause de l'« Eelam », l'indépendance du pays tamoul.

La guerre de succession

Au bout du compte, s'impose la vision d'un président installé sur un trône aux bases plus fragiles qu'il n'y paraît. Un trône que ne menace pas vraiment une opposition décapitée, divisée et déchirée, mais d'ores et déjà convoité par des successeurs potentiels (le président aura soixante dix-sept ans en septembre) qui cachent mal leur impatience.

La guerre de succession semble bel et bien ouverte, avec ses complots et ses alliances. Les candidats sont connus : Le premier ministre, M. Premadasa, soutenu par le ministre des finances, M. Rommie de Mel ; M. Lalith Athulath Mudali, ministre du commerce et de la marine marchande ; M. Gamini Diasanayake, qui supervise le projet-phare de l'aménagement de la rivière Mahaweli. Sans être une radicalisation du régime, un redoutable concurrent, M. Upali Wijewardene, homme d'affaires ambicieux, propriétaire de journaux, cousin du président, dont il aurait, paraît-il, les faveurs, et proche du fils de M^{me} B, Anura, qui, dans l'ombre, flirterait avec le pouvoir.

Autant de factions qui s'épient et

dont le jeu compromet la stabilité du régime. D'où l'atmosphère d'incertitude, de malaise, qui règne aujourd'hui dans la classe politique au pouvoir.

Attention sur le front politique, mais également sur le front économique quelque peu paralysé par l'activité électorale de ces derniers mois — « On navigue à vue », constate un banquier — et où la situation financière (les réserves ne couvrent que neuf semaines d'importations) exige des décisions urgentes et difficiles. Les élections ont fait repousser le budget et favorisé un certain laxisme. Aujourd'hui, il faut redresser la barre, donner un tour de vis sérieux. « Cela va faire mal », annonce un financier, qui, comme la plupart de ses confrères, ne voit pas comment le pays pourrait échapper à une dévaluation de 10 % à 20 %. Ainsi serait écartée l'une des « recommandations » de la Banque mondiale.

Une telle décision favoriserait les exportations et le tourisme, mais alourdirait la facture pétrolière et entraînerait une douloureuse augmentation des prix du pétrole. « L'inflation va s'aggraver », estime un journaliste qui décrit « un Sri Lanka contraint d'aller mendier auprès du F.M.I. et plus que jamais d'en subir la loi ».

Voici en tout cas venu le temps des vaches maigres, de la rigueur et de l'austérité, et les Cingalais sont invités à se serrer la ceinture et à faire preuve de patience. Rien n'est moins évident de la part d'une population répandue « inflammable ». Il restera alors au pouvoir à ne pas céder, en cette passe difficile, à la tentation d'étendre la tour de vis économique au domaine politique.

PATRICK FRANCÈS.

(1) Selon une étude officielle réalisée à partir du résultat des présidentielles, le parti au pouvoir ne pouvait espérer obtenir plus de 106 des 196 sièges du futur Parlement.

(2) Du nom d'une fraction d'extrême gauche du mouvement communiste indien. Selon le premier ministre, ce plan prévoyait l'assassinat du président et de ses principaux ministres, l'emprisonnement de M^{me} Bandaranaike et la liquidation de son fils, Anura. Formé en 1980, le groupe aurait été dirigé par M. Vidya Kumar Tunga, secrétaire de M^{me} B et vedette de cinéma. Ce dernier a été arrêté puis relâché.

« L'anglais va devenir la langue officielle du Sri Lanka », a annoncé mercredi 9 février le président Jayewardene dans un discours télévisé. Il servira de lien entre les Cingalais et les Tamouls de l'île, et permettra à la jeunesse d'entrer dans l'ère technologique, a ajouté le président. — (U.P.I.)

AUX NATIONS UNIES

Le Portugal demande l'autodétermination de Timor-Oriental, annexé par l'Indonésie

De notre correspondante.

Genève. — La Commission des droits de l'homme des Nations unies poursuit son débat sur le point 9 de son ordre du jour : les « droits des peuples à disposer d'eux-mêmes ». La question de l'Afghanistan a donné lieu à des discussions stériles, abstruses, l'U.R.S.S. et ses alliés dénonçant « les ingérences grossières des forces impérialistes et réactionnaires ».

Une certaine dignité de la réunion a pu être rétablie grâce à la déclaration du représentant du Portugal sur Timor-Oriental, ancienne colonie portugaise occupée par l'Indonésie depuis décembre 1975. Qu'un Etat se préoccupe avec une évidente sincérité du sort des populations qu'il avait naguère colonisées représente, au sein de cette Commission, une position exemplaire. Après avoir souligné que le Portugal n'avait aucune prétention territoriale à l'égard de Timor-Oriental et que son seul objectif était de « voir conduit le processus de décolonisation conformément aux règles du droit international », le délégué portugais a déploré que la communauté internationale n'accorde pas assez d'attention à la gravité de la situation. Selon lui, il ne saurait faire de doute que l'Indonésie dénie au peuple timorais « son droit légitime à l'autodétermination » et viole en permanence tous ses droits fondamentaux, qu'ils soient politiques,

économiques, sociaux ou culturels. Il a également rappelé que quatre mille prisonniers étaient toujours détenus dans l'île d'Atauro et que la misère régnait dans l'île.

Le Portugal n'a été soutenu que par Pax Romana et Pax Christi. Le représentant de ce dernier organisme a précisé que, au cours des hostilités qui ont repris pendant l'été 1982, les forces indonésiennes se sont montrées d'une « extrême brutalité ». La famine sévit à nouveau, notamment dans les districts de l'est ; « des milliers de Timorais sont réduits de force et servent de boucliers à l'armée indonésienne pour ses opérations militaires ».

Rappelant que plus de deux cent mille Timorais ont payé de leur vie l'invasion de leur pays par l'Indonésie (ce qui représente près du tiers de la population), Pax Christi a demandé à la Commission d'intervenir auprès de Djakarta pour que soit enfin autorisée l'entrée, à Timor, des organisations humanitaires. Il a également prié la Commission de nommer un rapporteur spécial et d'inscrire la question de Timor à l'ordre du jour de la prochaine session.

Comme on pouvait s'y attendre, le délégué indonésien a protesté avec vigueur, rejetant toutes les accusations. Il a été soutenu par ses collègues asiatiques.

ISABELLE VICHNIAC.

« La France se rapproche du Vietnam »

nous déclare M. Ralite à son retour de Hanoi

De notre correspondant en Asie du Sud-Est

Bangkok. — Paris s'apprête à débiter le crédit de 200 millions de francs inscrit dans le protocole financier franco-vietnamien, dont la signature, en décembre 1981, avait fortement irrité les membres de l'Association des nations d'Asie du Sud-Est (A.S.E.A.N.). A l'issue d'un voyage officiel au Vietnam, M. Jack Ralite, ministre de la santé, a indiqué au Monde, mercredi 9 février, lors de son passage à Bangkok, que M. Claude Cheysson, ministre des relations extérieures, devrait annoncer cette décision lors de la visite qu'il projette de faire à Hanoi les 23 et 24 mars.

La signature de ce protocole était restée lettre morte, compte tenu de l'état de cessation de paiements dans lequel se trouve le Vietnam, et des difficultés que créait, au sein du Club de Paris, la négociation d'un moratoire. Hanoi souhaitait traiter cette affaire sur un plan bilatéral et attendait « un geste politique » des Français. Mais ceux-ci ont toujours dit qu'une aide économique plus large n'était pas envisageable aussi longtemps que le problème du Cambodge n'aurait pas été réglé.

Pour sa part, M. Ralite a pris note, « avec intérêt et sympathie », des projets de coopération bilatérale que M. Dang Hoi Xuan, son homologue vietnamien, lui a soumis : rénovation de l'hôpital Saint-Paul à

Hanoi, aide à la production de médicaments et de vaccins et à la fabrication de petits matériels médicaux, formations de médecins spécialistes. Des « éléments de réponse » seront apportés à M. Xuan lorsque celui-ci se rendra, avant l'été, en visite officielle en France.

La France a accordé, l'an dernier, au Vietnam une aide de 2,3 millions de francs dans le domaine de la santé, ce qui représente le programme médical le plus important réalisé en Asie. « Il faut maintenant dépasser le stade de l'assistance, quelles qu'aient pu être sa générosité et sa nécessité », a précisé M. Ralite. Il ne faut pas distribuer l'aide comme on remet une décoration, mais répondre très concrètement aux besoins du Vietnam. Le ministre de la santé avait été précédé à Hanoi, en 1982, par M^{me} Régis Debry, conseiller spécial du président de la République, et Jean-Pierre Chevènement, ministre d'Etat, ministre de la recherche et de la technologie. Sa visite sera suivie par celle de M^{me} Claude Cheysson et Charles Fiterman, ministre d'Etat, ministre des transports. « La France se rapproche du Vietnam », a constaté M. Ralite. Mon voyage a une dimension politique. »

JACQUES DE BARRIN.



L'APPEL UNIFIÉ JUIF DE FRANCE

vous invite à regarder le film

« L'APPEL DU RENOUVEAU »

réalisé par le Rabbin Josy KINGSBERG sur T.F.1, le DIMANCHE 13 FÉVRIER à 9 h 30 dans le cadre de l'émission « Sources de Vie ».

A NE PAS RATER

Concours

Les oscars du design

Comment se porte le Design en 1983 ? A quoi ça sert, qui sont les designers, où en est la France ? Une enquête du Nouvel Economiste sur le Design ou l'art au service de l'industrie et de la vie quotidienne. Le Nouvel Economiste/Europe 1 lance les OSCARS du Design. Tous les produits commercialisés depuis le début 82 et conçus par une équipe de création établie en France peuvent concourir.

Vendredi chez votre marchand de journaux.

LE NOUVEL ECONOMISTE

SAVOIR POUR DECIDER. MAITRISER POUR AGIR.

Séminaire LA BUREAUTIQUE

2 JOURS
17 et 18 FÉVRIER
21 et 22 MARS 1983

Le bureau du futur : ce qu'il faut savoir

Renseignements et inscriptions : F.D.S. 10, rue Henri Pape - 75013 Paris

588.76.53

Une semaine avec Le Liban

ENQUÊTES ET REPORTAGES RÉALISÉS EN COLLABORATION AVEC TF 1

PUBLIÉS DANS UN SUPPLÉMENT DE QUATORZE PAGES EN VENTE AU JOURNAL EXCLUSIVEMENT

Bon de commandé « supplément LIBAN »

NOM PRÉNOM

ADRESSE

CODE POSTAL VILLE

Nombre d'exemplaire(s)..... X 10 F (prix France, frais de port inclus) = F

Commande à faire parvenir avec votre règlement au « MONDE », Service des ventes, 5, rue des Italiens, 75427 Paris Cedex 09

La rébellion
une situation

24/11/1980

AFRIQUE

Zimbabwe

La rébellion du Matabeleland crée une situation politique alarmante

Nairobi - Il y a un an, presque jour pour jour, après la découverte de dépôts d'armes clandestins, M. Robert Mugabe, premier ministre du Zimbabwe, exhortait au gouvernement M. Joshua Nkomo, vétérinaire du combat nationaliste, président du parti ZAPU et chef politique de la minorité ethnique des Ndebele-Kalanga, qui regroupent 20 % de la population. Un mois plus tard, il faisait arrêter deux anciens chefs de l'armée de guérilla de M. Nkomo, le général Lookout Masuku et M. Damiso Dabengwa. Cette double sanction ouvrait une crise politique qui, au fil des mois, n'a cessé d'empirer et revêt aujourd'hui une gravité alarmante.

De notre correspondant en Afrique orientale

Tout en reconnaissant avoir écrit et signé cette lettre, M. Dabengwa - comme ses six coaccusés - plaide non coupable. Sa lettre ne constitue pas, selon lui, un acte de trahison. Il se contentait, assure-t-il, d'y solliciter une aide pour combattre les services secrets de pays hostiles au Zimbabwe, parmi lesquels l'Afrique du Sud. L'accusation a indiqué qu'elle n'entendait pas faire de ce procès celui de la ZAPU. Comment éviter pourtant de donner à cette affaire une portée politique nationale dans la mesure où l'arrestation des deux anciens chefs de la ZAPU marque le véritable début de la dissidence armée dans le Matabeleland ? Celle-ci tient les deux principaux accusés pour ses meilleurs porte-parole.

de M. Mugabe. Ses deux mille combattants, appartenant à l'ethnie Shona, sont d'anciens fidèles du premier ministre (le Monde du 30 décembre 1981). Sa composition est donc le meilleur gage de sa loyauté.

Ces deux mille soldats de la 5^e brigade sont venus prêter main forte aux cinq mille policiers et militaires déjà sur le terrain. Excès de zèle ou manque de discipline, ou les deux ? La 5^e brigade s'est signalée par sa brutalité contre la population civile. Selon M. Nkomo, ses hommes ont tué une centaine de personnes en une semaine à la fin de janvier, au nord de Bulawayo, capitale du Matabeleland. Le chef de la ZAPU citait des cas de meurtres, viols et tortures, a dénoncé l'inconduite de cette « armée tribale » et demandé au gouvernement de faire « cesser le carnage » et d'autoriser la création d'une commission parlementaire pour faire la lumière sur les incidents.

Tout en rejetant cette dernière demande, le pouvoir procède, semble-t-il, à une enquête militaire interne. M. Sekeramayi, ministre d'Etat à la défense, a admis que des civils innocents pourraient avoir été victimes d'échanges de tirs entre rebelles et forces de l'ordre. Les exécutés de la 5^e brigade ne semblent pourtant pas se réduire à de simples bavures. Selon des témoignages indépendants, des éléments de cette unité ont assassiné de sang-froid des villageois, éliminé de force des femmes qui se trouvaient dans une église, pratiqué la torture et dressé des « listes noires » de suspects. Plusieurs centaines d'entre eux sont détenus, notamment à Tsholombe, près de Bulawayo.

La 5^e brigade étant la seule armée - comme les rebelles - de fusils AK-47, son entrée en scène risque d'ajouter à la confusion. Les paysans fuient en nombre croissant les zones rurales. Le couvre-feu, instauré en juillet puis levé en octobre, a été réintroduit sur une zone de 5 000 kilomètres carrés. Tous les trains entre Bulawayo et Victoria Falls circulent sous escorte militaire. L'armée a pris en charge la défense des chantiers gouvernementaux, cible privilégiée des rebelles. Les forces de sécurité s'efforcent de démanteler le soutien logistique dont jouit la guérilla. Mais, comme toujours en pareil cas, les principales victimes sont les simples villageois, écartelés entre des insurgés qui attendent d'eux gîte et nourriture et une armée qui cherche à leur extorquer le maximum d'informations.

Baisse du tourisme

Tandis que l'état d'urgence, vieux de dix-huit ans, a été une nouvelle fois reconduit pour six mois, la situation économique se dégrade. Sur les 5 000 fermiers blancs vivant au Zimbabwe, 600 habitent le Matabeleland. Ils ont obtenu du pouvoir qu'il leur rende les armes automatiques confisquées il y a un an. Ils ont remis en marche le réseau « Agrio-Alert » qui, pendant le conflit rhodésien, reliait par radio les fermes isolées aux postes de police. Mais ils se plaignent de la lenteur d'intervention des policiers.

Dans l'ensemble du pays, l'émigration blanche se poursuit au rythme moyen de 1 200 départs par mois. L'enlèvement par les rebelles, en juillet, de six étrangers, dont un d'origine britannique, a porté un rude coup au tourisme. Les investisseurs étrangers, déjà fort hésitants, ont accueilli avec scepticisme la publication d'un plan de développement à long terme. Les sabotages des rebelles mozambicains menacent en permanence le ravitaillement pétrolier du pays. Enfin, la redistribution des terres est en panne. 12 000 familles paysannes seulement ont été réinstallées sur un total de 162 000 familles bénéficiaires d'un programme vital dans la lutte contre le chômage urbain.

Seule une négociation politique pourrait vider l'abîme du Matabeleland. La dernière rencontre Mugabe-Nkomo en décembre n'a rien donné. Du côté gouvernemental, on ne semble guère enclin au compromis. Voilà quelques jours, le quotidien de Harare Herald préconisait l'emprisonnement de M. Nkomo. Le premier ministre écarterait-il l'avis des éléments « durs » de son parti ? Avec le recul, il apparaît que M. Mugabe a manqué de clairvoyance il y a un an, d'abord en écartant brutalement M. Nkomo - au lieu de le neutraliser en douceur, fût-ce en le couvrant d'honneurs - ensuite en sous-estimant la capacité de riposte des partisans de celui-ci. Il semble aujourd'hui prisonnier de cette double erreur qui l'entraîne toujours plus loin sur la voie de l'affrontement.

JEAN-PIERRE LANGELLIER.

Les exactions de la 5^e brigade

Depuis le début de l'année, la situation s'est nettement dégradée dans la province rebelle, au sud-ouest du pays. Face au regain d'une rébellion qui a fait au moins cent vingt morts, le gouvernement a renforcé sa mise. Au début du 20 janvier, il a déployé au Matabeleland une partie des effectifs de la 5^e brigade - environ deux mille hommes, - unité jusqu'alors tenue à l'écart du conflit. Cette brigade autonome, formée et équipée par des instructeurs nord-coréens, est la seule qui n'ait pas recruté à parts égales d'anciens guérilleros des deux armées de libération, celle de M. Nkomo et celle

Malawi

Le pays est gravement éprouvé par les opérations de la Résistance nationale du Mozambique

Dans une note adressée au gouvernement mozambicain, l'ambassadeur français à Maputo, M. Boyer, s'est félicité des « efforts incessants » de l'armée mozambicaine pour assurer la libération, mais et aussi des deux légions françaises déployées pendant quarante-trois jours par la Résistance nationale du Mozambique (le Monde du 5 février). D'autre part, le renforcement de cette rébellion armée éprouve le Malawi voisin, ainsi que le rapporte ci-dessous notre correspondant en Afrique orientale.

De notre correspondant en Afrique orientale

Nairobi - L'élargissement au Malawi des deux ingénieurs français témoins de la grande liberté de mouvement dont jouissent les rebelles mozambicains dans cette région. Il y a quelques mois, le gouvernement de Maputo accusait la Résistance nationale du Mozambique (R.N.M.) de disposer de plusieurs bases au Malawi. Celle-ci opposait un démenti catégorique. Il suffit d'un simple coup d'œil sur la carte pour saisir les données du problème. Pays tout en longueur, le Malawi est profondément encastré en territoire mozambicain. La frontière n'entreave en rien les contacts entre ethnies sœurs. Au sud de Dedza, sur près de 80 kilomètres, c'est tout simplement la route elle-même qui sépare les deux pays. D'un côté, les inscriptions officielles en anglais, de l'autre en portugais. La population, qui traverse librement, parle quant à elle la langue locale, le chi chewa.

En outre, l'élargissement des routes importées, alourdit les coûts de transport et aggrave sa dépendance - déjà grande - envers les réseaux ferroviaires et routiers sud-africains. Seule alternative au rail mozambicain, la route vers le Zimbabwe à travers la province de Tete est pratiquement inutilisée depuis juin 1982. Pour plus de 60 %, le commerce malawite emprunte désormais la voie du sud jusqu'à Durban via la Zambie, ou le Botswana ou le Zimbabwe. Les ruptures de stocks pétroliers provoquent des pénuries à Lilongwe, la capitale. Plus de 40 000 tonnes d'engrais, indispensables à une bonne récolte, sont restées bloquées à Beira. Pour éviter une catastrophe, le Malawi dut en novembre acheter en hâte 11 000 tonnes à Johannesburg grâce à un prêt... sud-africain. Il n'avait pas d'autre choix.

Depuis l'établissement de relations diplomatiques en juillet 1981, le Mozambique et le Malawi entretiennent - au-delà de leurs divergences idéologiques - d'assez bonnes relations de voisinage en matière de transports, mais aussi de sécurité. Les deux pays sont convenus d'échanger des informations dans ce domaine. L'an dernier, les autorités de Lilongwe ont même remis au Frelimo plusieurs opposants mozambicains réfugiés au Malawi et qui n'avaient pas observé leur devoir de réserve.

Les opérations de la R.N.M. portant atteinte au Malawi ressemblent fort à un coup de semonce inspiré par Pretoria. Irrité par la participation du Malawi à la conférence de développement et de coopération en Afrique australe (S.A.D.C.C.), l'Afrique du Sud aurait voulu ainsi rappeler au président Banda à quel point l'économie de son pays est vulnérable. Le chef de l'Etat malawite, en bon pragmatique, feint d'ignorer les arrière-pensées de Pretoria et tient la rébellion mozambicaine pour une affaire strictement intérieure.

Nul doute pourtant que l'avertissement a été entendu à Lilongwe. Dans ses émissions de radio, la R.N.M. s'attache à dénigrer le Malawi. Elle indiquait récemment que « des instructions avaient été données pour cesser les sabotages dans la province du Zambèze qui perturbent la vie économique du Malawi ». « Ce dernier », ajoutait-elle, « n'est ni un ami ni un ennemi », manœuvre de rappeler qu'il pouvait être l'un ou l'autre selon les circonstances et les priorités de Pretoria.

J.-P. L.

Un coup de semonce ?

On voit mal comment la petite armée malawite - avec moins de cinq mille hommes - pourrait contrôler plusieurs centaines de kilomètres d'une frontière aussi perméable. De plus, elle n'a guère intérêt à affronter les troupes frontalières par des opérations de quadrillage aux résultats douteux. Le Malawi n'abrite, semble-t-il, aucun « sanctuaire » rebelle. En revanche, il accueille les réfugiés, civils ou désarmés. Il est vraisemblable que la R.N.M. tire profit des atouts géographiques, possède des caches d'armes et de vivres au Malawi. Certaines datent sans doute - ironie de l'histoire - de l'époque où le Frelimo, en lutte contre le colonisateur portugais, avait obtenu un droit de passage au Malawi aux termes d'un accord conclu vers 1965 entre Eduardo Mondlane et le président Banda.

Tous les liens ne sont certes pas rompus entre le Malawi et les groupes antiaméricains mozambicains. Par ailleurs, le baillie de fonds du mouvement Africa livre (Afrique libre) - précurseur de la R.N.M. - M. Jorge Jardim, l'homme le plus riche du Mozambique colonial, séjourne de temps à autre au Malawi. Il n'empêche que les actes de sabotage rebelles affectent gravement les intérêts économiques de ce pays.

La destruction périodique des voies ferrées conduisant aux ports mozambicains de Beira et Nacala - débouchés naturels du Malawi - perturbe l'acheminement des pro-

aujourd'hui

VENDREDI 11 FEVRIER
SAMEDI 12 FEVRIER
LUNDI 14 FEVRIER
et jours suivants

les SOLDATS DES FOURRURES GEORGE V

MANTEAUX	Vison dark	45 250 F	11 750 F
"	Vison dark allongé	22 950 F	17 250 F
"	Vison pastel	25 650 F	19 850 F
"	Vison pearl	25 650 F	19 850 F
"	Vison lunaire	31 250 F	23 450 F
"	Vison Black Diamond	48 950 F	37 250 F
"	Vison Koh-i-Noor	23 750 F	18 350 F
"	Patte de Vison dark	9 650 F	7 350 F
"	Renard argenté	62 350 F	47 850 F
"	Lynx canadien	75 000 F	56 000 F
"	Vison Blackglama	31 250 F	23 450 F
"	Marmotte canadienne	21 250 F	15 750 F
"	Renard bleu	12 350 F	10 750 F
"	Loup	15 850 F	12 150 F
"	Astrakan Swakara noir	9 950 F	7 450 F
"	Castor naturel	23 750 F	17 450 F
"	Castor rasé	13 250 F	8 750 F
"	Ragondin allongé	8 650 F	6 850 F
"	Queue de Vison dark	9 850 F	7 450 F
"	Pahmi	6 850 F	5 350 F
"	Murmel	5 250 F	3 850 F
VESTES	Vison dark mille raies	11 250 F	8 450 F
"	Renard roux	9 750 F	7 650 F
"	Renard bleu	5 350 F	4 250 F
"	Ragondin	5 450 F	4 250 F
"	Vison lunaire	14 650 F	10 750 F
"	Vison pearl mille raies	11 250 F	7 850 F
"	Coyote	8 950 F	6 850 F
"	Opossum et Marmotte	4 850 F	3 450 F
"	Astrakan Swakara noir	3 850 F	2 950 F
"	Murmel	3 750 F	2 850 F
"	Marmotte	8 450 F	6 350 F
"	Agneau Toscane	3 850 F	2 750 F

BLOUSONS	Vison dark	9 650 F	7 450 F
PELISSES	Intér. Lapin rasé	3 250 F	2 450 F
"	Intér. flanc Marmotte	2 850 F	1 950 F
Manteaux longs du soir	Vison dark	50 000 F	35 650 F
"	Vison Koh-i-Noor	55 000 F	41 850 F

Larges facilités de paiement

FOURRURES GEORGE V

40, Avenue George V Paris 8^e

magasin ouvert sans interruption tous les jours de 9 h 30 à 19 h 00

L'EXPULSION ET L'INCULPATION DE KLAUS BARBIE

LES DÉCLARATIONS D'UN UNIVERSITAIRE DE DETROIT

L'agent secret des Américains

De notre correspondante

New-York. — « Le 29 janvier, quand j'ai vu à la télévision la photo de Barbie dans sa prison bolivienne, j'ai dit : « C'est la saligaud avec lequel j'ai travaillé en Allemagne », et depuis, j'ai raconté des dizaines de fois cette histoire ». M. Erhard Dabringhaus, qui enseignait l'allemand à l'université de Detroit, a pourtant été mis en garde par certains de ses collègues qui lui ont prédit des « ennuis », mais il était tellement furieux de découvrir qu'il était réellement son contact, d'Augsbourg, qu'il ne les a pas écoutés.

Né à Essen, M. Dabringhaus est arrivé aux États-Unis avec sa famille lorsqu'il avait douze ans. Mobilisé dans l'armée américaine en 1941, M. Dabringhaus a débarqué en Normandie avec la 1^{re} armée et a été affecté, comme beaucoup de G.I. d'origine allemande, au service de contre-espionnage en Allemagne occupée.

C'est à ce titre qu'en 1948 ses supérieurs lui ont donné l'ordre d'aller chercher Klaus Barbie, qui se cachait à Memmingen, et de l'installer secrètement à Augsburg. C'est là que Barbie a passé plusieurs mois, habitant en ville et recevant 1 700 dollars par mois — une somme considérable, à l'époque — pour ses renseignements et le paiement de la circulaire d'agents qui, affirmait-il, travaillaient pour lui. Parmi ces agents, se trouvait M. Dabringhaus, figurait un couple de Français.

M. Dabringhaus connaissait son « contact » sous le nom de Barbie, mais savait aussi qu'il avait plusieurs identités, dont celle d'Altman. Bar-

bie, se rappelle-t-il, se vantait d'être le meilleur agent de renseignements d'Allemagne. Il était peu cultivé, volontiers brutal et M. Dabringhaus assure ne pas avoir été très étonné d'apprendre ce qu'il avait fait à Lyon.

A deux reprises, raconte M. Dabringhaus, des agents de renseignements français sont venus demander où ils pouvaient trouver Barbie. Une première fois, il s'agissait de deux hommes du deuxième bureau, la seconde fois, il s'agissait d'émisaires de la sûreté, interrogeant ses supérieurs. M. Dabringhaus s'était vu donner l'ordre de ne rien dire aux envoyés de Paris. A l'époque, Barbie était en train de fournir des informations aux Américains sur une mine d'uranium en Tchécoslovaquie qui aurait pu aider les Soviétiques à mettre au point une bombe nucléaire. M. Dabringhaus pensait, alors, que Barbie serait livré aux Français dès que les services américains en auraient tiré tout ce qu'ils souhaitaient, mais il fut alors lui-même transféré à Stuttgart, remplacé par un autre officier de renseignements et ne devait plus rien savoir de son ancien contact, jusqu'au 29 janvier 1983.

M. Dabringhaus impute la facilité avec laquelle Barbie s'est ensuivi d'Allemagne au « manque de jugement » de l'état-major américain.

Le rôle joué par les services américains dans l'affaire Barbie promet de provoquer des remous de ce côté-ci de l'Atlantique où, périodiquement, d'anciens criminels de guerre sont découverts sous l'identité de citoyens parfaitement honorables qui ont, à un moment ou à un autre, bénéficié de complètes hauts placés.

Le Secrétaire de l'Etat (la Monde du 25 novembre), le livre d'un avocat de Boston, M. John Loftus, qui raconte comment des dizaines de membres de la brigade de SS biélorusiens, qui étaient à l'Ukraine au service des nazis, ont réussi à immigrer très officiellement aux États-Unis, en a donné le plus récent exemple.

N. B.

LE TÉMOIGNAGE D'UN JOURNALISTE BOLIVIEN

Dans l'avion, entre La Paz et la France

« Malheur aux vaincus ! » Ces mots prononcés par Klaus Barbie dans l'avion entre La Paz et la France montrent dans quel état d'esprit le « boucher de Lyon » a découvert que sa destination était Cayenne.

En même temps que Barbie, six Boliviens étaient montés à bord de l'Heracles C-130, vendredi 4 février : deux policiers, un médecin et trois journalistes de Canal-7, la principale chaîne de télévision du pays (le Monde du 8 février). Barbie, menottes aux poignets, venait de quitter le pénitencier de San-Pedro, au centre de La Paz, où il était incarcéré depuis le 25 janvier.

Commence alors le long voyage qui, via Cayenne et Orange, va conduire Barbie à Lyon. Au cours de ce périple, quatre-vingt minutes d'entretien en espagnol ont été filmées par les journalistes boliviens, avec l'autorisation du gouvernement français. L'un d'eux, Carlos Sorla, qui, en dehors de ces entretiens, a eu de longues conversations avec Barbie, raconte.

« C'est un homme accablé que vous avez vu monter dans l'avion à La Paz ? »

— Pas vraiment. Au début, il croyait que notre destination était l'Allemagne. Il posait sans arrêt des questions : « Comment vais-je pouvoir vivre là-bas sans argent ? Ou : « Combien coûte un rasoir ? ». Il était parti sans bagages. A un moment, il a demandé combien il y avait d'heures de vol. On lui a répondu : « Six heures ». A ce moment-là, il a dit tout haut : « Alors on va peut-être à Miami ? ». En réalité, il ne le croyait pas, mais il cherchait à savoir.

— A quel moment a-t-il compris qu'il était expulsé vers la France ?

— Juste avant d'atterrir à Cayenne. L'avion, un appareil militaire, était plongé dans l'obscurité. Je ne distinguais pas le visage de Barbie, mais je l'ai entendu dire : « Alors, c'est ça, l'Allemagne ? ». Ensuite, pendant le reste du voyage, il n'a plus été le même.

— Vous avez assisté à la remise de Barbie aux autorités françaises ?

— Non. Nous nous étions engagés à ne pas filmer ni à prendre des photos à ce moment-là. Je n'ai assisté à la scène que de loin. Mais les policiers boliviens qui

étaient présents ont affirmé que Barbie avait pleuré.

— Il a fait des commentaires ensuite ?

— Non, pas vraiment. Quand je lui ai demandé ce qu'il pensait de ce qui venait de se passer, il m'a dit qu'il y avait beaucoup de charges contre lui et qu'il ne se les rappelait pas toutes.

— Il en voulait au gouvernement bolivien ?

— Il n'a cessé de répéter que son expulsion était illégale. Il disait que la Cour suprême avait refusé son extradition et y a plusieurs années et qu'il ne voyait pas pourquoi le gouvernement l'avait expulsé.

— A-t-il parlé de son futur procès ?

— Quand je lui ai demandé ce que serait sa réaction quand il serait en face de ses accusateurs, il m'a répondu : « On verra bien ». Puis il a dit en latin : « Vae victis » (malheur aux vaincus). A ses yeux, le jugement porté sur cette période ne peut que lui être défavorable, car c'est lui le vaincu.

Un homme encore vigoureux

— Vous avez eu l'impression d'un homme en bonne santé ?

— Il a l'air encore vigoureux. Pendant une partie du voyage il est resté debout à parler avec nous. Il n'avait pas l'air particulièrement fatigué.

Vous l'avez interrogé sur les protections dont il bénéficiait en Bolivie à une certaine époque et sur les services qu'il a rendus au gouvernement ?

— Il affirme qu'il est resté neutre et qu'il ne s'est jamais mêlé de politique. Il a juste reconnu qu'il avait de la sympathie pour Benzer (1) parce que celui-ci avait beaucoup construit à La Paz...

Il n'a pas voulu en dire plus ?

— Non, mais il m'a parlé de sa famille. Il m'a dit qu'il laissait derrière lui une tombe au cimetière allemand de Cochabamba, celle de son fils, et une autre à La Paz, celle de sa femme.

Rien sur ses activités réelles en Bolivie ?

— Il a juste évoqué sa première année dans le pays. Il raconte qu'il travaillait dans une scierie dont le propriétaire était juif. Quand je l'ai interrogé sur ce qu'il pensait des Français, il m'a répondu de la même manière que sa belle-fille, qui vit à Santa-Cruz, était française et qu'il n'avait rien contre eux.

Que dit-il sur l'époque où il était en France ?

— Il m'a simplement dit : « Le passé est le passé. Je ne veux pas en parler ». Mais il a admis qu'il avait participé à des commandos antijuifs. C'est son expression. Ces groupes, affirmait-il, étaient tellement nombreux qu'il ne se souvient pas auquel il appartenait.

Quelles sont à votre avis les raisons qui ont incité le gouvernement bolivien à l'expulser ?

— Il y a des motifs juridiques. Barbie avait usurpé son identité. Et puis la Bolivie a voulu affirmer, en se débarrassant d'un criminel de guerre, qu'elle était un pays démocratique.

Propos recueillis par BERTRAND LE GENDRE.

(1) N.D.L.R. — Le général Hugo Benzer a été président de la Bolivie de 1971 à 1977. Il avait été porté au pouvoir par un coup d'Etat militaire.

LES JOURNAUX DE LA PAZ S'INTERROGENT

Livré contre récompense ?

La Paz (Reuter). — L'opinion publique bolivienne a généralement bien accueilli l'expulsion de Klaus Barbie, malgré certains doutes sur la régularité de la procédure employée par le gouvernement.

Pour justifier la décision prise, le ministre de l'Intérieur, M. Mario Roncal, a fait valoir que Barbie avait violé les lois sur l'immigration en obtenant la citoyenneté bolivienne sous le faux nom de Klaus Altman.

Les journaux et les dirigeants politiques qui mettent en cause la régularité de la procédure ne contestent pas ce point. Ils soulignent en revanche que l'expulsion a eu lieu au moment où la Cour suprême étudiait une demande d'extradition présentée par l'Allemagne fédérale.

« La logique aurait voulu que l'on attende l'échéance de la procédure d'extradition », écrit l'Influencia, quotidien catholique. Presencia. « Tout s'est passé comme si on avait accordé l'extradition en marge des lois. Il est essentiel que le gouvernement présente des arguments plus solides pour sa défense. »

Certains journaux boliviens accusent le gouvernement d'avoir précipité les choses parce qu'il craignait que la Cour suprême, composée en majorité de magistrats conservateurs, ne rejette la demande d'extradition présentée par Bonn.

Des éditorialistes sont allés jusqu'à écrire que les autorités ont peut-être expulsé Barbie pour obtenir une aide économique de la France et de la C.E.E.

« Le gouvernement a vendu Klaus Altman, un citoyen bolivien, pour une récompense encore inconnue de la population », affirme un quotidien du soir.

« La Bolivie a adopté le rôle peu appétissant de chasseur de primes », écrit d'autre part Presencia.

Dans un premier temps, l'expulsion de Barbie a également été critiquée par certains dirigeants de gauche. Le vice-président de la République, M. Paz Zamora, chef du MIR (Mouvement de la gauche révolutionnaire) a regretté que Barbie n'ait pas été jugé en Bolivie pour le soutien qu'il a apporté aux régimes militaires successifs. Depuis quelques jours, M. Zamora est quelque peu revenu sur cette position en reconnaissant que l'expulsion et le procès pour crimes contre l'humanité étaient préférables à une libération pure et simple.

Dans un message au président Siles Zuazo

M. MITTERRAND REND HOMMAGE A LA DÉMOCRATIE BOLIVIENNE

La Paz (A.F.P.). — M. Mitterrand a proposé le mercredi 9 février, au chef de l'Etat bolivien, M. Siles Zuazo, de le remercier pour le courage et l'intégrité qu'ont manifestés, selon lui, les autorités boliviennes en expulsant le criminel de guerre nazi Klaus Barbie. Dans un télégramme envoyé au président Zuazo et rendu public par le ministre des affaires étrangères, M. Mario Velarde, M. Mitterrand rend également hommage à la démocratie bolivienne.

SELON UN SONDAGE IFRES

56 % des Français souhaitent le rétablissement de la peine de mort pour l'ancien SS

« Est-ce que vous rétabliriez la peine de mort pour Klaus Barbie s'il était reconnu coupable de la mort de milliers de Français et notamment de celle du résistant Jean Moulin ? » A cette question posée par la société IFRES pour l'hebdomadaire V.S.D. du 10-16 février, 56 % des mille personnes interrogées ont répondu : « oui », 40 % : « non » et 4 % : « ne savent pas » (1).

Le même sondage fait apparaître que 80 % des personnes interrogées estiment que la France a eu raison de réclamer Barbie à la Bolivie. 15 % répondent négativement. Pour ce qui concerne la juridiction qui doit juger l'ancien chef du S.D. de Lyon, elle doit être un tribunal français pour 54 % des personnes interrogées, un tribunal international pour 33 %, un tribunal allemand pour 3 %, 10 % des réponses estiment que « la France doit se désintéresser de cette affaire et expulser Klaus Barbie vers un pays de son choix ».

Quant au procès à venir, il sera, selon ce sondage, suivi « avec intérêt » par 71 % des personnes interrogées, « avec passion » par 18 %, « avec indifférence » par 10 %.

Au sujet de la première réponse concernant un rétablissement de la peine de mort pour Barbie, le ministère de la Justice a déjà fait savoir que cette éventualité était formellement exclue.

(1) enquête réalisée les 5, 6 et 7 février 1983 auprès d'un échantillon de mille personnes représentatif de la population âgée de dix-huit ans et plus.

« Barbie vaincu ! ». — Les murs du marché, du bureau de poste et la mairie de Boussy-Saint-Antoine (Bonne) ont été recouverts mardi 8 février, d'inscriptions antisémites sur une hauteur de 20 centimètres et déclarant : « Nos aux juifs, oui à Barbie ! » ; « Barbie vaincu ! », et

« Six millions de juifs exterminés valent moins que Barbie mort ! ». Par ailleurs, un buste de Jean Moulin, le chef de la Résistance torturé par Barbie en 1943, a été souillé de peinture noire à Saint-Maur-des-Fossés (Val-de-Marne), dans la nuit du mardi 8 au mercredi 9 février.

A ses lecteurs qui vivent hors de France

Le Monde

présente une

Sélection hebdomadaire

Ils y trouveront une sélection des informations, commentaires et critiques parus dans leur quotidien.

livres en vente

EDITEURS FAITES CONNAITRE VOS LIVRES

Documentation : Imprimerie Cassa 27, rue St-Georges 75009 Paris

(Publié)

ÉCOLE DE NAVIGATION DE PLAISANCE 23, bd Vincent-Bouvier, 10 de la Jette, 92, Nanterre Téléphone : 747-61-35

Alain GOUTHIER

Centre officiel d'examen - Marine marchande TOUS PERMIS MER (A, B, C) ET RIVIERE

LENTILLES SOUPLES ADAPTATION COMPRISE 690 F

ORLÉANS OPTIQUE 19 bis, avenue du Général-Leclerc 75014 Paris Téléphone : 327-20-18

FAITS DIVERS

A Rouen

Une explosion de gaz fait un mort et deux blessés

Une jeune femme a été tuée et deux autres personnes blessées sans gravité, après une très puissante explosion de gaz qui a soufflé, mercredi 9 février, à Rouen, une maison qui s'est écroulée sur ses occupants. (Nos dernières éditions).

L'explosion s'est produite vers 9 h. 15, dans une maison de construction ancienne, où était installé un magasin de fournitures de matériel de boucherie, situé juste en face des abattoirs de Rouen, rue

Dessaux, en bordure d'un parking et mitoyen d'un restaurant le « Veau d'or ».

La caissière du magasin M^{me} Lay, trente ans, est morte. Le directeur de l'établissement, M. André Piot, a été légèrement blessé à la tête. Son voisin, M. Marcel Letessier, a été également blessé, mais lui aussi sans gravité. Tous deux, après avoir reçu des soins au C.H.U. de Rouen, devraient pouvoir quitter l'hôpital.

du soleil, une mer bleue, des sites admirables... la Tunisie a les vacances et les prix que vous cherchez !

Tunisie: le cœur de la méditerranée... Tunisie: la méditerranée du cœur !

Office National du Tourisme Tunisien - 32 av. de l'Opéra - 75002 Paris - Tel. 742.72.67 - à Lyon, 12 rue de Sèze - Tel. (07) 852.35.86

EUROPE

Turquie

Le projet de loi sur les partis risque de défavoriser les mouvements de gauche

De notre correspondant

Ankara. — La commission chargée de préparer la nouvelle loi sur les partis politiques a remis, le 5 février, un projet à l'Assemblée consultative, qui en débatera avant de le soumettre aux généraux du Conseil national de sécurité. Après cette loi, qui répond au souci des militaires de combattre l'« oligarchie des leaders des partis », un texte instituant un nouveau système électoral doit encore être adopté avant que ne soient organisées des élections législatives.

Selon le projet, les partis, qualifiés d'« éléments indispensables de la vie démocratique », pourront être créés sans autorisation préalable. Ils ne doivent cependant avoir pour objectif ni d'« attenter à l'indivisibilité de la nation et de son territoire », ni de « supprimer les droits et libertés fondamentaux », ni d'« instaurer la dictature d'une classe sociale sur les autres ». Les partis ne peuvent poursuivre des objectifs liés à des particularismes de langue, d'ethnie, de religion ou de secte. La création de formations répondant aux qualificatifs de « communiste, anarchiste, fasciste, théocratique et national-socialiste » reste interdite.

D'autre part, les partis politiques ne pourront établir de « relations d'ordre politique ou agir à cette fin » avec les associations, les syndicats, les coopératives ou les organisations professionnelles, ni en recevoir des fonds. Il s'agit donc d'un « carcan légal », affirment certains observateurs qui craignent que cette loi n'affaiblisse davantage la position des mouvements de gauche.

Parmi les « corrections » apportées par le présent texte à l'ancienne loi sur les partis politiques figurent notamment la suppression de l'aide financière accordée par l'Etat en fonction des scores électoraux ; l'interdiction aux moins de vingt et un ans de s'affilier à un parti ; la suppression des branches « jeunesse » et « féminine » ; l'impossibilité pour les étudiants ainsi que les enseignants universitaires d'en devenir membres ; la fixation de dix à vingt du nombre minimum d'élus pour constituer un groupe politique à l'Assemblée ; ainsi que le relèvement de quinze à trente-quatre du nombre de départements dans lesquels les partis devront s'être organisés pour pouvoir se présenter aux élections législatives. Cette disposition consti-

tue un handicap pour les nouveaux partis s'ils sont un peu « courts » en adhérents et en moyens financiers, comme cela risque d'être le cas pour la gauche.

L'affaiblissement des dirigeants

Le projet ouvre à tous les adhérents la possibilité de participer aux primaires organisées dans chaque parti pour désigner les candidats aux élections dans la circonscription. Dans le passé, seuls les délégués élus par la base pouvaient y participer, ce qui donnait parfois lieu à l'« achat » de certains délégués par des aspirants à la candidature ayant les moyens. Les instances nationales ne pourront opposer leur veto, comme par le passé, à un candidat sorti vainqueur d'une primaire qu'elles jugeraient indésirable.

On notera aussi un retour en arrière de nature à favoriser la participation des citoyens à la vie politique : comme avant 1960, les partis pourront s'organiser à l'échelon des villages et des quartiers. Entre 1961-1980, ils ne pouvaient s'organiser qu'à partir du niveau des districts départementaux.

Le texte prévoit que les diverses fractions seront représentées dans les instances centrales de chaque parti au prorata des voix qu'elles auront recueillies au congrès national. Cette disposition, estime-t-on, permettra à l'opposition intra-parti de se manifester avec plus d'autorité face aux leaders en place. Les élus d'un parti ne seront pas tenus d'obtenir aux congrès de vote de leur groupe parlementaire. Cette disposition risque d'affaiblir la discipline de vote et, par là même, l'autorité des leaders.

Il est interdit aux nouveaux partis de reprendre le nom ou les emblèmes des anciennes formations dissoutes en octobre 1981 par le pouvoir militaire. Mais tous s'accordent ici à penser que, comme en 1961, au lendemain du coup d'Etat de mai 1960, les anciennes forces politiques réapparaîtront sous des étiquettes nouvelles. Le premier ministre, M. Uluu, a d'ailleurs cru récemment utile d'indiquer que la vie politique turque a toujours été dominée par les deux tendances principales, libérale d'une part et étatiste, toutes deux demeurant fidèles au principe d'une économie mixte chère à Atatürk mais dont le dosage et la priorité varie selon chacune.

Les militaires, dont l'objectif déclaré est de rétablir la stabilité politique dans le pays, souhaitent-ils la formation d'un « parti du centre », dont les cadres pourraient être issus des ailes modérées des deux principales anciennes formations, le Parti de la justice et le parti républicain du peuple ?

Tout porte à croire, en tout cas, que la Turquie sera gouvernée au centre dans les années à venir, le président de la République, dont les pouvoirs ont été élargis par la nouvelle Constitution, devant jouer un rôle important.

ARTUN UNSAL

DIPLOMATIE

« Notre sécurité est inséparable de celle de l'Europe » déclare à Londres le vice-président américain

Londres. — Le vice-président américain George Bush devait regagner Washington, ce jeudi 10 février, au terme d'une tournée qui l'a conduit dans les principales capitales d'Europe occidentale. Au cours d'une conférence de presse à l'ambassade américaine à Londres, il a tiré des leçons de cette série d'entretiens. « Je rentre profondément encouragé, a-t-il déclaré. Permettez-moi de dire sur la base de mes consultations avec les dirigeants européens qu'il ne doit y avoir aucun malentendu sur la détermination de l'Alliance atlantique. Nous sommes résolus à commencer le déploiement des missiles à moyenne portée de l'OTAN à la fin de 1983, mais seulement si les négociations ne sont pas couronnées de succès. Ce n'est pas une menace, mais la réaffirmation conjointe de l'engagement de l'OTAN. (...)

Mercredi, M. Bush avait eu un dîner de travail avec M^{me} Thatcher, dont le soutien à l'installation des missiles de croisière et des Pershing américains en Europe ne s'est jamais démenti. Auparavant, il avait reçu à l'ambassade américaine, les dirigeants des partis d'opposition, travailliste d'une part, social-démocrate et libéral d'autre part, hostiles au déploiement.

M. Bush, qui a également prononcé un discours devant l'Institut royal pour les affaires étrangères, a eu l'occasion de connaître directement les sentiments d'une importante minorité de l'opinion britannique.

« Rien ne nous met plus en colère que l'affirmation selon laquelle nous nous préparons à mener une guerre nucléaire », a affirmé le vice-président des Etats-Unis. Nous ne nous préparons pas à faire la guerre, nous voulons dissuader toute agression. M. Bush a souligné que les Soviétiques ne réussiraient pas à « découpler » les Américains des Européens. La meilleure garantie de l'engagement des Etats-Unis en Europe est la présence des soldats américains : « Notre sécurité est inséparable de celle de l'Europe », a-t-il dit. Une attaque contre vous est une attaque contre nous. »

Mais les Etats-Unis attendent de leurs alliés européens un soutien dans la recherche de l'équilibre des forces et dans le refus de laisser à l'U.R.S.S. le monopole des armes nucléaires à moyenne portée. L'OTAN doit s'en tenir à la double décision de décembre 1980 — négociations et déploiement en cas d'échec des négociations : « Nous sommes restés fermes pendant trois ans sur cette double démarche », a déclaré M. Bush, malgré les tentatives stakhanovistes des Soviétiques de la renverser et les tentatives d'Occidentaux bien intentionnés mais égarés qui croient qu'une seule démarche peut être poursuivie sans l'autre. »

D'accord avec M^{me} Thatcher, l'envoyé du président Reagan a réaffirmé que « l'option zéro » n'était pas « à prendre ou à laisser » et que les Etats-Unis étudieraient toute proposition sérieuse des Soviétiques. Ils refuseront cependant que les forces

nucléaires française et britannique soient prises en compte dans les négociations, comme ils avaient déjà refusé qu'elles le soient dans les discussions SALT dans les années 70.

DANIEL VERNET.

février!
un mois exceptionnel pour l'achat de votre
PEUGEOT ou TALBOT



Le meilleur prix — le meilleur service
NEUBAUER
M. GÉRARD 821.60.21

Klaus Barbie: quel procès pour quelles vérités?

Autour de Klaus Barbie, c'est un triple procès qui va se dérouler, celui d'un grand criminel nazi, celui de l'attitude des Français sous l'Occupation, celui de la torture. Voilà pourquoi les débats seront plus importants que le verdict.

Vendredi, le Nouvel Observateur ouvre ce dossier brûlant. Une enquête sur la filière qui a permis d'arrêter Klaus Barbie, un témoignage sur ce que fut la clandestinité durant la Résistance et une interview exclusive de Simone Veil: « Ne nous trompons pas de procès ».

LE NOUVEL
observateur
DEMAIN

Pays-Bas

UNE BOMBE A EXPLOSE AU CONSULAT DE FRANCE A AMSTERDAM

Amsterdam (A.F.P., A.P.). — Le consulat de France à Amsterdam a été sérieusement endommagé dans la nuit du mercredi 9 au jeudi 10 février par l'explosion d'une bombe de moyenne puissance. Les vitres ont été soufflées dans un rayon de 200 mètres. L'attentat n'a pas fait de victime.

Cet attentat présente des analogies avec celui qui a endommagé dimanche dernier l'ambassade de France à Bruxelles. Ni l'un ni l'autre n'ont été revendiqués.

A Bruxelles, les recherches s'orientent vers les milieux néonazis. Il est vraisemblable qu'elles prendront la même direction aux Pays-Bas, où les milieux juifs se sont déclarés impressionnés par la coïncidence entre l'attentat de Bruxelles et le retour de Klaus Barbie à Lyon.

Technologies

L'an 2000 selon les japonais

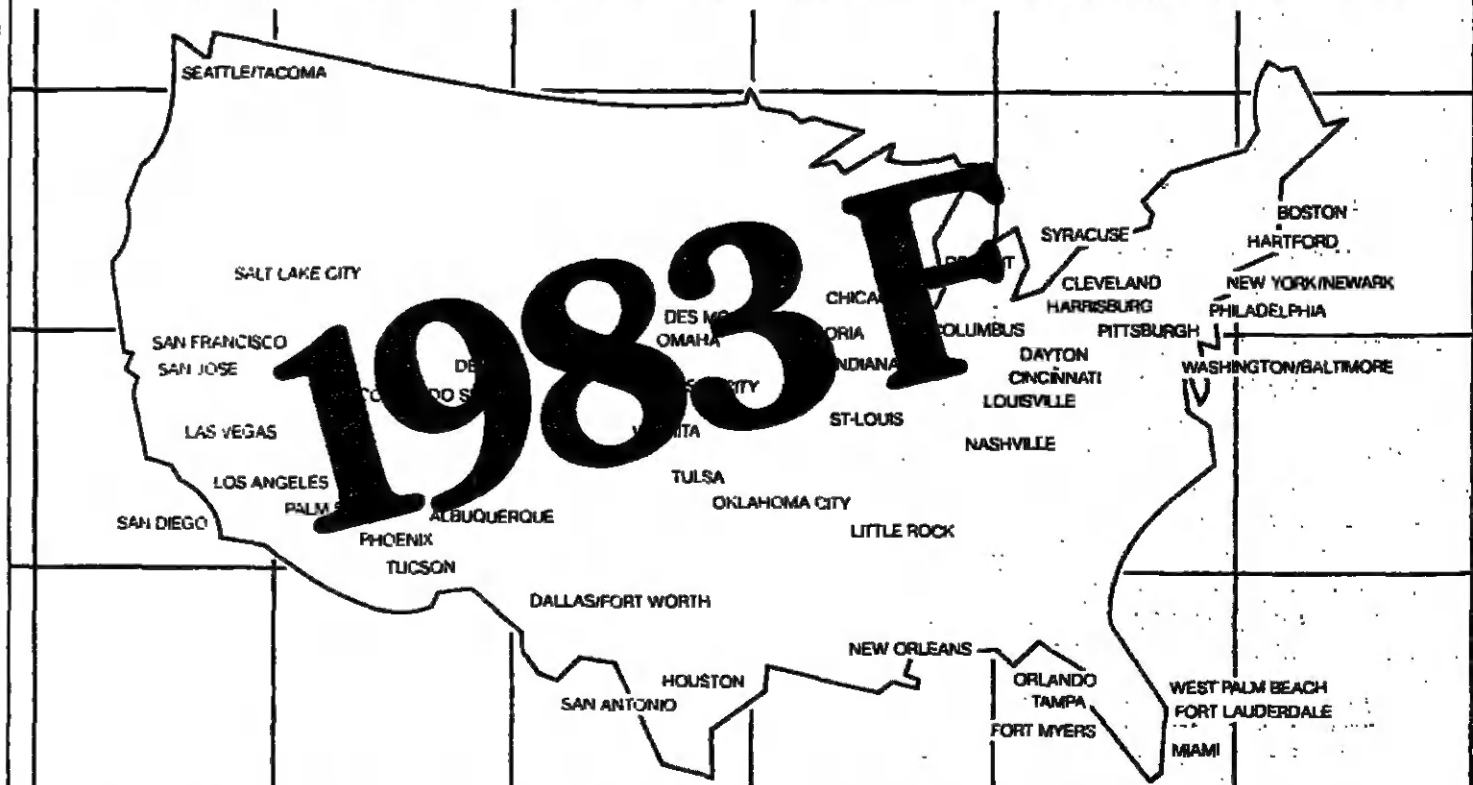
Quelles sont les techniques à réaliser et réalisables dans les trente prochaines années? 2000 spécialistes ont répondu sur 800 sujets. Résultat, 23 priorités se sont dégagées, de la biologie moléculaire contre le cancer à la prédiction des séismes. Et ce ne sont pas des mots. Depuis le précédent rapport de 1972, plus de la moitié des objectifs ont été atteints, la plupart en avance!

Une enquête sur les technologies de demain et sur ces Japonais inventeurs.

Vendredi chez votre marchand de journaux.

LE NOUVEL
ECONOMISTE
SAVOIR POUR DECIDER. MAITRISER POUR AGIR.

TWA: l'offre de l'année.



Du bon usage des immigrés

Ils sont un peu plus de quatre millions installés en France, dont près de la moitié d'actifs. Ils auraient pu voter aux élections municipales. Le ministre des relations extérieures, M. Claude Cheysson, avait indiqué, au mois d'août 1981, lors d'un voyage à Alger, que cette reconnaissance d'une citoyenneté locale, en quelque sorte, pourrait leur être accordée dès 1983. Le rêve a duré quarante-huit heures, jusqu'à ce que le secrétaire d'Etat chargé des immigrés assure que, l'opinion publique « n'étant pas préparée à une telle réforme », il ne s'agissait là que d'un objectif « à très long terme ».

Bien que l'on n'ait pas demandé leur avis aux immigrés sur la question, l'annonce et le démenti avaient, à l'époque, provoqué une polémique. Droit de vote aux municipales ? Ce serait « concevable », estimait M. Chirac, mais, « hélas », les municipales, en France, sont des élections éminemment politiques. Abandon, donc, du vote des immigrés, et pour longtemps.

Ils pèsent pourtant lourdement sur le débat. A preuve, les grèves de Renault-Films et Citroën-Autony. A preuve, l'exploitation — sur le thème de la sécurité et de l'emploi — qui est faite, par une partie de la droite et par l'extrême droite, d'un sentiment de méfiance — pour le moins — largement répandu dans l'opinion. « Nous refusons d'être la poubelle de l'Europe », proclame, en pleine campagne électorale, M. Maurice Arreckx, maire (U.D.F.-P.R.) de Toulon. M. Jean-Marie Le Pen, président du Front national, voit déjà la France « submergée » sous le nombre.

Pour tous les autres, le sujet est d'un maniement délicat. M. Pierre Mauroy, a fait l'expérience lorsqu'il a déclaré, le 27 janvier, à propos des conflits chez Renault, que les travailleurs immigrés « sont agités par des groupes religieux et politiques qui se déterminent en fonction de critères ayant peu à voir avec les réalités sociales françaises ». Bien qu'il s'agisse là de la simple constatation d'un fait — implicitement confirmé par M. Mitterrand (le Monde du 1^{er} février), le premier ministre a été accusé de pratiquer

l'amalgame et de réveiller, à son corps défendant, l'hostilité latente d'une partie de l'opinion à l'égard des étrangers, et singulièrement des Maghrébins.

Les dirigeants du parti communiste prennent garde, pour eux, de ne pas renouveler les erreurs du passé. A la veille de l'élection présidentielle de 1981, le P.C.F. avait soulevé de vraies questions : concentration d'immigrés dans les villes de banlieue, drogues, sécurité. Mais il l'avait fait de manière si brutale, en pratiquant l'amalgame à des fins électoralistes, qu'il avait prêté le flanc aux critiques les plus justifiées et les plus violentes. M. Pierre Bérégovoy, alors membre du secrétariat national du P.S., considérait que le P.C., dans cette affaire, se comportait « comme un groupuscule d'extrême droite ».

Racistes ? Nul ne l'est, pas même les auteurs des propos les plus bousés. Pas même ce candidat du Front national qui, à Dreux, cohabite avec le R.P.R. sur une liste d'opposition et qui veut « renvoyer dans leur pays les chômeurs, les oisifs, les délinquants ». Raciste ? Absolument pas », dit-il.

JEAN-YVES LHOMEAU.

ENTRETIEN AVEC UN FRANC-TIREUR

M. Jean Royer veut rester au-dessus des partis

De notre correspondant

Tours. — « Ces élections vont se dérouler dans un contexte passionnel. On ne peut éviter le durcissement, la politisation. Tous les partis vont compter leurs points. Dans la majorité comme dans l'opposition. Je souhaite pourtant que cette consultation amène les Français à réfléchir un peu plus sur l'avenir qui n'est pas à la division mais au rassemblement... »

Dans son bureau très sobre du cinquième étage de la mairie de Tours dont il est le seigneur et maître, M. Jean Royer fait campagne pour le cinquième fois. « J'ai médité quelques instants avant de vous recevoir », précède-t-il au fil de la conversation. La ton est naturellement grave, le propos volontairement détaché, l'expression délibérément sereine.

M. Jean Royer se veut non seulement à l'écart des partis, mais au-dessus. Bref, il veut être l'homme d'un possible recours.

« On a souvent dit que j'étais apolitique. C'est une contre-vérité. Je crois que l'action est naturellement politique. Mais je n'ai jamais eu une action partisane. J'ai été en Touraine député du R.P.F. Mais lorsque j'ai été élu au début de la V^e République, j'ai été un député non inscrit. C'était là un prolongement naturel de mon appartenance au mouvement gaulliste, dont la vocation est de rassembler au-dessus des partis. Je suis toujours resté fidèle à cet idéal même s'il a fait de moi un solitaire. Et je crois que plus que jamais l'heure est au rassemblement. C'est la seule façon de répondre aux défis de notre temps. » Il faut, ajoute le maire de Tours, que la France dépasse ses dimensions désolées modestes, son importance relative, par un effort sur le plan de la qualité. Mais elle n'y arrivera que si elle n'est pas divisée en deux camps avec, à chaque élection, une minorité qui fait la différence. Les divergences qui séparent les Français sont avant tout des divergences à l'intérieur. Il faut arriver à une unité plus profonde. Le souvenir de de Gaulle est plus important que jamais. Il faut que les Français se rassemblent.

Et, à 25 kilomètres de cet hôtel de ville d'Amboise où réside M. Michel Debré, M. Jean Royer précise son message dans des termes que ne désavouerait pas l'ancien premier ministre du général de Gaulle : « Il faut déployer de grands desseins en matière d'emploi, de sécurité. Pour venir à bout de la crise il faut autre chose que des techniques financières ou juridiques. Il faut un grand effort qui rassemble non seulement dans chaque camp mais les deux camps. Le véritable ressort de l'action ne se trouve pas dans les conflits mais dans le main tendu. J'essaie de mettre le cap sur l'intérêt profond du pays. Je pratique, vis-à-vis du pouvoir, une opposition constructive. Librement. Avec une liberté que reconnaissent à la fois le gouvernement et l'opposition. Mais en ces journées où l'on repart beaucoup des années 40, je ressens profondément à quel point l'unité intérieure, l'effort de tous, auraient pu — peut-être même sans guerre — faire échec à la

montée du nazisme. Et je me souviens aussi de ce qui a été fait à partir de 1958... »

Pour un gouvernement d'unité nationale

M. Royer veut-il se présenter comme le véritable héritier du gaullisme ? « Je ne veux pas entrer dans des considérations de ce genre, précise-t-il rapidement. Je laisse à chacun sa liberté. L'idée de rassemblement n'est pas ma propriété exclusive. »

Reste que, dans le contexte des municipales, il lui a fallu prendre position. Pour la première fois sur le plan local, il a ouvert sa liste à des militants de l'U.D.F. et du R.P.R. N'est-ce pas là se ranger dans un camp contre l'autre et accentuer le clivage ?

Il est vrai que le maire de Tours n'est pas tendre avec le gouvernement. Il critique avec violence la réforme scolaire, qui, assure-t-il, « veut insérer artificiellement l'école privée dans l'école publique », fustige une politique économique qui n'a pas accompli pour le privé l'effort qu'elle a fait pour le secteur public, déplore la montée d'un syndicalisme politisé et en arrive à sa politique électorale : « J'ai pratiqué l'ouverture en fixant les règles du jeu qui me paraissent essentielles. Il fallait que chacun prenne exactement la mesure des problèmes. Je crois que l'important c'est la qualité des hommes. Comment rassembler les forces vives du pays si les dirigeants ne donnent pas l'exemple par le savoir-faire, la sérénité, l'objectivité, le désir de coopérer. C'est comme dans une équipe de football. Elle ne gagne pas s'il y a des divergences à l'intérieur. Je le dis sans cesse à mes électeurs. » (M. Royer préside aux destinées du F.C.Tourais.)

Quant à ce qui pour le passer après le 13 mars, M. Royer veut rester, là aussi, fidèle à l'héritage gaulliste : « Je respecte les institutions. Il faut laisser le président de la République décider. C'est à lui d'arbitrer. Je compte sur lui pour mener une politique d'union. Il peut radicaliser l'action du gouvernement, dissoudre l'Assemblée. Il peut aussi infléchir son action, accepter sa politique à la volonté des Français. Je crois que ce serait la meilleure route. On finira bien par arriver à un gouvernement d'unité nationale ».

M. Jean Royer parle alors avec une pointe de nostalgie de l'époque où il faisait partie du gouvernement Messmer. Un bon équipier, M. Royer ? Pour l'instant, en tout cas, la solitude ne lui fait pas peur, et si on lui demande s'il accepterait de faire partie d'une équipe de football, il pense là encore à l'avenir et répond par ce qui n'est peut-être pas tout à fait une boutade : « Oui, sans doute. Mais à condition de la diriger et d'en être le capitaine... »

PIERRE MAILLARD.

FARÉBERSVILLER :

la messe en sept langues

(De notre correspondant.)

Metz. — A Farébersviller, en Moselle, 41 % des habitants ne prendront pas part au scrutin des élections municipales. Ils n'ont pas la nationalité française.

Les 2 500 étrangers de « Far », comme on dit ici, assistent en témoins passifs à la préparation de cette consultation. « C'est comme ça », dit Marotta Matteo, président de la Ligue culturelle italienne de Farébersviller, tout en regrettant cette situation :

« Nous travaillons depuis de nombreuses années dans cette région. Nous payons des impôts. Nous faisons vivre le commerce local. Nos enfants vont à l'école ici, mais nous n'avons pas droit de vote. »

Cette commune de 7 300 habitants, implantée au cœur du bassin houiller lorrain, comporte le plus fort pourcentage d'étrangers du département. Vingt nationalités sont représentées. Mieux encore, plus de la moitié des 3 300 inscrits sur les listes électorales sont naturalisés français.

En fait, il existe deux « Far » : le village et la cité, dont la construction a été entreprise en 1954 en plein boom charbonnier. La cité des grands blocs en béton un peu tristes entourant l'hôtel de ville donne l'image d'un dortoir vivant au rythme du va-et-vient des cars qui transportent les habitants à la mine, où la population travaille pour 90 %.

Les chiffres, cependant, traduisent mal la réalité. Au travers de quelque trente associations, les étrangers perpétuent leurs traditions. Chaque année, la messe de minuit est chantée en sept langues. Le marché hebdomadaire est haut en couleur, à l'image de ceux des pays méditerranéens. Au printemps prochain, la construction d'une mosquée est annoncée. Le permis de construire est déjà délivré.

L'absence de chômage a permis l'intégration des étrangers. On est loin de Venissieux. En moins d'un quart de siècle, la population est passée de 600 habitants en 1954 à 8 500 en 1962, avant de revenir à 7 900 en 1975, et de retomber à 7 300 en 1982. Aujourd'hui, les jeunes quittent Farébersviller. Il n'y a pas de chômage, mais pas de nouveaux emplois. Construits pour la mine, la cité et tout le village de Farébersviller souffrent du mal lorrain, la mono-industrie.

J. B.

A DREUX : ceux des plateaux

Dreux. — Ce gros bourg beauceron, à 80 kilomètres de Paris, a toutes les apparences de la France tranquille. Au pied de la chapelle royale, Dreux se languit mollement de la capitale. Pourtant cette calme cité d'Eure-et-Loir souffre d'une affection étrange : elle a mal à ses immigrés. Entre 22 % et 24 % sur les 35 000 habitants (les chiffres varient). Une surdose pour beaucoup. Ce n'est pas qu'ils soient plus mauvais que les autres, mais ils sont beaucoup trop.

Voilà le leitmotiv. Les Drouais ne se sentent plus chez eux. De les voir si nombreux, ça dérange ! La cohabitation n'est pas toujours facile, même si elle se fait sans véritables accrocs. Alors, chacun chez soi. On aimerait mieux qu'ils restent plus souvent là-haut, chez eux, sur les plateaux qui dominent la ville, qu'on ne les voit pas trop. Et de plaindre ceux qui vivent à leurs côtés : « Que voulez-vous, ça n'est pas la même civilisation, la même culture. »

Dreux en proie au classique phénomène de rejet. Et d'évoquer une fois de plus le conté « seuil de tolérance » et la non moins contestée équation « immigrés = chômage = insécurité ». Le débat avait déjà dominé les élections précédentes. Il est au cœur des municipales, d'autant que le Front national est de la partie. Pas seul d'ailleurs, mais sur une liste R.P.R. Cas unique en France, ce qui ne manque pas d'intriguer les états-majors politiques. A Dreux même, il y a ceux qui sont contre Jean-Pierre Stirbois, numéro deux de la liste R.P.R. conduite par un avocat, M. René-Jean Fontanille, et ceux qui sont pour ce militant du Front national, secrétaire général de son organisation. Le clivage a provoqué une rupture au sein de l'opposition, ce qui n'est pas pour déplaire à Françoise Gaspard, le maire socialiste sortant.

« La France aux Français ! »

M. Stirbois est un homme qui compte à Dreux, puisqu'il a obtenu 12,60 % des voix dans le canton ouest, et son épouse 9,50 % dans le canton est aux dernières cantonales. Score qui a impressionné tout le monde, d'autant que le thème de sa campagne était : « Deux millions de chômeurs, deux millions d'immigrés ! La France aux Français ! ». Ce jeune imprimeur de trente-huit ans, qui avait lancé, lors des assises du Front national à Nice, en octobre 1982, « Immigrés d'en-dehors de la Méditerranée, retournez à vos gourdils », représentait donc un courant.

Devait-il faire partie de la liste de l'opposition sous la houlette de M. Jean Hieaux, banquier gaulliste sans parti qui faisait l'unionisme ? L'ancien maire, le sénateur Jean Cauchon, et son fils, Yves, un avo-

cat, tous deux C.D.S., ont dit non. Le premier parce que « Jean-Pierre Stirbois est un raciste, un fasciste et qu'il a une doctrine totalitaire ». Le second, parce que « tous les moyens ne sont pas bons pour battre Françoise Gaspard et qu'il faut savoir se battre pour des idées ». D'ailleurs, le comité départemental de l'U.D.F. n'a pas donné son accord.

Ne pouvant faire l'union, M. Hieaux a renoncé. Le R.P.R. a donc fait alliance avec le Front national. M. Fontanille a constitué une liste avec 18 R.P.R., 10 non-inscrits, 9 Front national et 2 P.R. De son côté, M. Yves Cauchon tente d'établir la sienne. Il a déjà renoncé à en prendre la tête, au profit du docteur Jean-Pierre Allibert, un inconnu.

C'est loin d'être l'entente cordiale dans l'opposition, et les deux avocats rivaux en affaires — le R.P.R. M. Fontanille, le C.D.S. M. Cauchon — le sont devenus en politique. D'accord pour « buter Françoise Gaspard hors de la mairie, mais pas avec n'importe qui.

Le candidat du Front national se fait pas peur à M. Fontanille. Même si, en face et sur ses côtés, on laisse entendre qu'il sera dévoré tout cru par le jeune loup Stirbois. M. Fontanille en fait son affaire. « Les choses sont très claires dès le départ, car, dit-il, on ne s'engage pas sur l'idéologie, mais sur un programme. Tous mes colistiers ont signé un engagement sur l'honneur de ne pas faire entrer des considérations d'ordre politique dans la gestion de la ville. C'est un contrat précis. » Son slogan de campagne sera pourtant : « Inverser le flux de l'immigration à Dreux. » Première concession ? Non, car, pour lui, les immigrés, c'est le problème numéro un, et c'est rendre service aux immigrés, rendre service à la ville que d'arrêter l'immigration. M. Fontanille ne partage pas toutes les idées du Front national, mais celle-là, assurément, ainsi que « la promotion de la famille, le rôle de la nation et de la patrie ».

Cet avocat de trente-quatre ans, pied-noir installé à Dreux depuis peu, a conscience qu'il prend un risque politique. Secrétaire départemental du R.P.R., il a obtenu l'investiture du comité fédéral et le soutien des conseillers généraux de son parti. Cependant, M. Jacques Chirac avait déclaré, le 30 janvier, au « Club de la presse » à propos de cette alliance : « Je n'ai, pour ce qui me concerne, aucune espèce de rapports ou de contacts avec un mouvement qui se réfère à des principes que je condamne. » Désaveu ? M. Fontanille ne le pense pas. Ce n'est pas une caution en tout cas.

Il réfute aussi l'idée qu'il sera le cheval de Troie du Front national,

indiquant : « Qu'on m'apporte des preuves que je devrais passer sous ses fourches caudines. C'est vrai que des militants du Front national ont fait jadis campagne en treillis sur le marché de Verdun. Mais des incidents, ajoute M. Fontanille, il n'y en a jamais eu, excepté trois bricoles depuis 1977 : « Un nez cassé, une portière enfoncée et un fils de Jean Cauchon assisté sur une voiture. » Il faut battre Françoise Gaspard cette fois, sinon on ne la battra plus jamais. » Et le thème des immigrés, ça peut marcher !

Pas raciste

Démagogie ? M. Stirbois ne connaît pas et ne veut pas connaître. « Nous avons l'avantage de la clarté », dit-il. C'est vrai : c'est clair. Voyez plutôt : « Il n'y a pas de possibilité d'assimilation d'une population qui a une culture et une civilisation différentes. Si cette population devient majoritaire, elle tend à imposer son propre comportement. Ce n'est pas nous qui craignons le racisme. Il existe ! » Il accuse le parti socialiste de « vouloir faire voter les immigrés pour conserver le pouvoir politique ». Il affirme que l'intégration est impossible et trahie : « La progression constante de l'immigration est l'une des causes principales de l'accroissement de l'insécurité et du chômage. » D'ailleurs, sa fonction dans le prochain conseil municipal, s'il est élu, sera de s'occuper de l'insécurité.

Il a des idées là-dessus. D'abord, « renvoyer dans leur pays les chômeurs, les oisifs, les délinquants ». Ensuite, revenir au « seuil de tolérance ». Enfin, leur montrer qu'« ils ne sont pas les maîtres chez nous ». Raciste ? Absolument pas. Je suis invité le 12 février au congrès du Front national de confession islamique.

Pourtant, ces immigrés, ils ne sont pas venus tout seuls. On a bien fait appel à eux à l'époque où il fallait de la main-d'œuvre, quand on en avait besoin, notamment à la Société radiotechnique. Il y avait des panneaux à Marseille et à la gare Montparnasse les incitant à venir à Dreux, où ils pouvaient trouver du travail et un logement. Maintenant, avec la crise, ils sont de trop. Mais qui donc a laissé le chiffre monter ainsi ? L'ancien maire, M. Jean Cauchon, déclare que depuis 1977 leur pourcentage a doublé. Faux, répond Françoise Gaspard. En 1977, il y en avait au moins 18 % et le chiffre dans les H.L.M. est passé, en six ans, de 19,4 % à 19,7 %. Ce jeune maire de trente-sept ans, à peine sorti de l'ENA lorsqu'elle a été élue députée, admet qu'il y a une réaction de rejet et qu'il va falloir compter avec l'évolution démographique. 41 % des naissances, en 1982, ont en effet eu lieu dans des foyers immigrés. Que faire ?

Le chômage n'arrange pas les choses. Dreux est l'une des villes de la région Centre les plus touchées. 3 600 sur l'arrondissement, pour M^{me} Gaspard ; 4 600, réplique M. Stirbois en montrant le titre d'un journal local : « 4 396 demandeurs d'emploi fin septembre ».

Les Drouais sont inquiets pour l'avenir. Françoise Gaspard avait un objectif en 1977 : « Rassembler la population et en faire une ville parce qu'il y a encore plusieurs villes dans la ville. » Elle reconnaît qu'elle n'est pas allée aussi loin qu'elle le désirait. L'union entre le R.P.R. et le Front national ne va pas lui faciliter les choses en radicalisant le débat politique. Mais se battre, elle a l'air d'aimer ça.

MICHEL BOLE-RICHARD.

M. Le Pen : les « incendiaires » et les « pompiers »

Déjà, M. Jean-Marie Le Pen, président du Front national, n'a pas de chance. Non seulement il n'a pas réussi à se faire entendre des instances nationales de l'U.D.F. et du R.P.R. auxquelles il proposait une large union pour affronter les échéances municipales, mais encore voilà que, selon lui, les médias et les partis politiques lui volent un thème qui lui est cher : l'immigration. Et ce, en toute impunité ! Accusé d'autre plus agaçant que lorsqu'il parle, lui, d'immigration il est taxé d'« extrémisme », voire de « racisme ». Ce n'est pourtant pas le Front national qui crée le racisme, c'est l'immigration »

s'exclame-t-il, s'étonnant que les « incendiaires » puissent être dénoncés comme les « pompiers ». M. Le Pen explique que, si ce thème a fait intrusion « en dépit des tabous antraciques qui pèsent sur la simple approche du problème », c'est que, « sous le poids des réalités, tout le monde doit bien reconnaître que l'immigration est une grosse faute politique, économique et sociale ». Pour lui, il ne fait pas de doute que nous serons bientôt « submergés » et que des « minorités nationales étrangères armées et organisées menacent la sécurité intérieure et extérieure des Français ». Il conteste les

chiffres officiels de l'immigration qui à son avis approche davantage des huit millions que des quatre millions deux cent mille, et dénonce la trop forte concentration d'immigrés dans le secteur industriel, notamment dans l'automobile qui, « comme on l'a vu dans d'autres pays, joue le rôle de casernes de la révolution », dit-il.

Mais si, comme le pense M. Le Pen, il n'y a pas de racisme sans immigration, peut-être peut-il considérer qu'il n'y aurait plus, non plus de Front national sans étrangers ; un pompiier au chômage, en somme. — C.F.-M.



EL AL REPREND L'AIR

C'est un EL AL nouveau, encore mieux adapté aux besoins de sa clientèle qui redécouvre de Paris, de Marseille, pour relier

Tel Aviv en direct.

Découvrez des tarifs encore plus accessibles.

Consultez votre agence de voyages ou l'Office National Israélien du Tourisme.

ou bien et des produits

touristiques qui répondent bien aux besoins des voyageurs.

Consultez votre agence de voyages ou l'Office National Israélien du Tourisme.

Office National Israélien du Tourisme

14, rue de la Paix 75002 PARIS Tél. 261.01.57

24, bd des Capucines 75000 PARIS Tél. 742.45.19

41, La Casbah 13001 MARSEILLE Tél. (01) 80.07.30

ISRAEL, ALLEZ-Y EL AL

EL AL

POLITIQUE

1983 ÉLECTIONS MUNICIPALES

LA CAMPAGNE A PARIS

M. Jacques Chirac : priorité à l'Est et lutte contre le bruit

A Beauvais :

« VIVE LE ROI ! »

(De notre correspondant)

Beauvais. — M. Marcel Dassault, député (R.P.R.) de l'Oise, a offert, mercredi 9 février, un gala animé par la chanteuse Chantal Goya pour soutenir la liste d'opposition à Beauvais, conduite par M. Jean-François Mancel, secrétaire national du R.P.R., qui affronte le maire sortant, M. Walter Amsalem (P.S.). Trois mille cinq cents places gratuites avaient été distribuées. La représentation s'est déroulée sous un chapiteau dressé sur un terrain privé situé dans une zone industrielle. Les spectateurs étaient transportés par autocars sur des circuits-navettes à partir des différents quartiers de la ville. A l'entrée, une trentaine d'hommes, élèves d'une école privée parisiennaise, ont distribué des glaces.

A la fin du spectacle, M. Dassault montait sur scène pour remercier la chanteuse d'une gerbe de roses et pour déclarer que « M. Mancel est un bon papa », avant de conclure par : « Merci, papa Mancel ». Il se coiffait ensuite d'une couronne de roi en carton, identique à celle qui était distribuée à chaque enfant présent. Chantal Goya lançait un « Vive le roi ! ».

Sous un deuxième chapiteau, un buffet géant attendait les invités. Chacun recevait une part de galette. Dans chaque part se trouvait une fève représentant des avions ou des satellites.

M.L.

La confusion règne au Mans à gauche comme à droite

De notre correspondant

Le Mans. — Décidément le jeu électoral ne cesse de se compliquer au Mans. A gauche d'abord, où la décision des militants socialistes de partir seuls derrière M. Jean-Claude Boulard, le chef de cabinet du ministre de la mer, paralyse la négociation P.S.-P.C. au plan départemental et empêche un accord global.

Malgré les pressions de la direction nationale du parti socialiste, la commission exécutive départementale qui s'était prononcée une première fois contre une primaire vient d'approuver la décision des militants du Mans rejetant la responsabilité de la rupture sur les communistes : « Les socialistes ayant accepté la tête de liste communiste, ils étaient en droit d'obtenir deux contreparties, le poste de premier adjoint et un siège de plus que les communistes au conseil municipal. » M. Jean-Claude Boulard y avait ajouté une autre raison : « Il faut éviter de voir le maire sortant devenir un maire sorti au bout de quelques années », avait-il déclaré en guise d'avertissement aux communistes auxquels on prête depuis longtemps l'intention d'écarter rapidement M. Robert Jarry, le maire communiste sortant jugé « trop gestionnaire » et pas assez militant, pour le remplacer par M. Daniel Boulay, ancien député communiste, secrétaire de la fédération de la Sarthe et membre du Comité central.

Dans l'opposition, l'entrée en lice de M. Jean-Paul Cousanon, un cadre de trente-neuf ans complique la situation. C'est l'un des anciens adjoints du docteur Maury, prédécesseur de M. Jarry à la mairie du

Mans. Même s'il s'est mis en congé de parti l'an passé lorsque M. Chaumont, sénateur R.P.R., lui a été préféré pour conduire la liste d'opposition, M. Cousanon n'en a pas moins été longtemps l'une des chevilles ouvrières du R.P.R. Son but : « Écarter l'appareil communiste de la direction des affaires municipales et proposer un choix plus large que celui des unions forcées par les partis politiques. » Sans doute une partie de la droite se réjouira-t-elle dans M. Cousanon : celle qui rend responsable M. Chaumont de la défaite de M. Maury en 1977.

Terrorisme intellectuel

Venu soutenir la candidature de M. Chaumont, le 6 février, M. Jacques Chirac avait déclaré : « Toute action dissidente apparaît comme une machination contre l'opposition. » M. Cousanon et ses partisans lui ont répliqué le lendemain : « En tant que dépendants d'un seul parti, nous ne pouvons être dissidents. Si ne pas être avec, c'est être forcément contre, il y a là un terrorisme intellectuel inadmissible. » Mais la candidature de M. Jean-Paul Cousanon ne brouille pas seulement les cartes à droite. Sur les trente-trois membres de sa liste, douze appartiennent à la fédération socialiste des démocrates, qui se réclame du socialisme mais qui refuse « l'alliance contre nature avec le communisme ». Il s'agit donc aussi pour M. Cousanon d'attirer l'électorat de gauche le plus tiède par une coloration centre gauche.

ALAIN MACHEFER.

L'affaire des fausses factures d'Aix-en-Provence sera instruite à Lyon

De notre correspondant régional

Aix-en-Provence. — Dans un arrêt rendu le 9 février, la chambre criminelle de la Cour de cassation a désigné la chambre d'accusation de la cour d'appel de Lyon pour instruire l'affaire de fausses factures dans laquelle le maire (radical-socialiste) d'Aix-en-Provence, M. Alain Joissains, a été mis en cause.

Cette décision fait suite à la saisine de la Cour de cassation, le 31 janvier dernier, par le procureur de la République d'Aix-en-Provence, en application de l'article 681 du code de procédure pénale concernant le privilège de juridiction dont bénéficie un élu municipal.

Outre M. Joissains, six personnes sont susceptibles d'être inculpées. Il s'agit de deux responsables de la société Mistral-Travaux, du directeur de la société Mirabeau-Constructeurs, de deux architectes aixoises et du beau-père de M. Joissains, M. Roger Charton. Les faits qui leur sont reprochés sont relatifs à la construction d'une villa à Saint-Antoine-sur-Bayon (Bouches-du-Rhône) pour le compte de M. Charton, mais dont M. Joissains aurait été le véritable commanditaire. Cette villa aurait été partiellement payée par la société Mistral-Travaux grâce à des marchés fictifs passés avec l'entreprise Mirabeau-Constructeurs. L'enquête préliminaire effectuée par la section économique et financière du S.R.P.J. de Marseille aurait permis de réunir des charges pouvant entraîner l'inculpation pour corruption de fonctionnaires, abus de biens sociaux, faux en écritures de commerce et complicité de faux.

En outre, dans une autre procédure judiciaire indépendante de la précédente, Mme Nicole Salas, trente-quatre ans, adjointe aux affaires sociales de la municipalité sortante a été inculpée. Le 9 février, de dénonciation calomnieuse par M. Baillet, juge d'instruction d'Aix-en-Provence. M. Salas avait porté dans une réunion publique, en décembre 1978, des accusations de pédophilie contre l'animateur d'un centre social de la ville, M. Richard Giraud, qui avait déposé plainte (le Monde du 10 février).

GUY PORTE.

claux » ont connu une ascension qui les met hors de portée des bourses les plus modestes.

« Et si Chirac manifeste une fébrilité particulière dans l'est de la capitale, c'est que son nouveau statut permettrait à ses habitants et à ses élus de mettre un frein à la mise en coupe de ces quartiers populaires. »

« En tout état de cause, des promesses aux actes on peut mesurer ici les performances démagogiques déployées par la droite pour tromper les électeurs sur sa politique réelle. »

Dans la soirée de mercredi, M. Chirac a présidé une réunion publique dans le dix-neuvième arrondissement, sous un chapiteau dressé place Jean-Jaurès. Il y soutenait la candidature de M. Jacques Féron, ancien député, CNIP, qui affrontera M. Paul Laurent, ancien député communiste, membre du comité central, qui conduit la liste d'union de la gauche.

Le maire a insisté sur une partie du programme de la future mandature en assurant que, s'il était réélu maire de la capitale, l'une de ses priorités serait de lutter contre le bruit.

Il a rappelé que certaines portions du périphérique avaient déjà été aménagées, à assurer que ces travaux seraient continués et que des revêtements spéciaux seraient posés dans certaines rues. Il a annoncé qu'il mènerait cette action en accord avec l'industrie automobile et des motocycles, avec le secteur du bâtiment

et avec les utilisateurs d'engins bruyants.

M. Chirac a aussi parlé de la signification politique du scrutin municipal en affirmant : « Si demain, les Français se prononcent contre les listes présentées par les hommes qui aujourd'hui nous gouvernent, ces derniers seront bien obligés d'en tenir compte, c'est pourquoi ces élections municipales permettront de dire : Non, nous ne vous avons pas élus pour cela. »

Mercredi, M. Christian de La Malène, sénateur R.P.R., premier adjoint au maire, chef de file de la liste Union pour Paris dans le quatrième arrondissement, a ironisé au cours d'une conférence de presse sur « la tendresse des socialistes pour Paris » qui ressemble à celle de M. Thiers à Versailles pour la Commune. Il a poursuivi : « Avec Parisien n'a oublié le communiqué du 30 juin dernier dans lequel il était dit que Paris serait décapé en vingt communes de plein exercice. »

M. de La Malène a d'autre part estimé que la volonté de la gauche de « considérer les prochaines élections municipales comme un simple scrutin local » constitue « un aveu d'incapacité face à la perspective de voir les Français découvrir l'action gouvernementale. »

Ces déclarations ont provoqué dans la soirée une réaction de M. Edwige Avion, ministre déléguée à la jeunesse et aux sports, candidate d'Union de la gauche dans cet arrondissement, qui a indiqué dans un communiqué : « Comparer les socialistes aux Versaillais est inconvenant, la surenchère électorale n'exclut pas un tel propos. »

M. Jospin :

« Si nous gagnons... »

Enfin, dans l'Humanité, Dimanche, organe du parti communiste, M. Lionel Jospin, premier secrétaire du parti socialiste, écrit : « Si nous gagnons à Paris dans le maximum d'arrondissements et, pourquoi pas, à l'Hôtel de Ville, nous pourrions alors le gouvernement à faire entrer le changement dans la vie quotidienne. »

Quant à M. Paul Laurent, il écrit : « A tous ceux qui éprouvent des doutes, des inquiétudes, le dit : Attention ! Chirac veut faire oublier le bon bilan de la gauche pour mieux faire oublier le bilan désastreux de la droite. »

Le logement à Paris. — M. Georges Sarre, député socialiste de Paris, nous a déclaré : « Le domaine privé de la Ville de Paris reste dans l'ombre. Sa gestion demeure occulte. Cette politique du secret alimente les rumeurs et les suppositions. Jacques Chirac ne s'en tire pas par une manœuvre de diversion laissant croire que majorité et opposition se partageraient l'attribution de ce domaine réservé. Il ne dit rien sur tous les amis logés dans le patrimoine privé de la Ville. Je mets donc Jacques Chirac au défi de remettre sans délai aux élus du Conseil de Paris la liste des propriétés de la Ville et de leurs occupants. »

Le Mouvement solidairiste, participation qui a succédé au Mouvement pour le socialisme par la participation et que préside M. Philippe Dechartre, ancien ministre, apporte son soutien aux listes se réclamant de M. Jacques Chirac. Dans une déclaration, M. Dechartre estime : « La preuve est faite, aujourd'hui, qu'il est seul capable de réaliser l'indispensable mutation pour une nouvelle société. »

M. François Létard, secrétaire général du P.R., a décidé de « suspendre de leur qualité de membres du parti républicain » les cinq candidats de son parti qui figurent sur la liste de M. Michel Noir (R.P.R.) à Lyon. M. Emmanuel Hamel, député U.D.F.-P.R. du Rhône se déclare entièrement solidaire des « suspendus » et fait appel de cette décision. Il estime que « cette suspension était maintenant, cela signifie que le parti républicain n'est plus ce qu'il prétend et doit continuer d'être une force de liberté pour la liberté. »

Un « groupe de liaison et d'information », créé sur l'initiative de FR 3, sera chargé « d'apprécier et de donner suite aux réclamations ou observations » qui pourraient être adressées à la chaîne pendant la campagne des municipales. Présidé par M. Jean-Loup Vichniec, directeur de cabinet du P.-D. G., M. André Holleaux, ce groupe devra établir « un lien permanent entre la Haute Assemblée de la communication audiovisuelle, la présidence de FR 3, la direction de l'information et les bureaux régionaux d'information. »

Le programme du « Grand Jury R.T.L.-le Monde »

Le « Grand Jury R.T.L.-le Monde » a ainsi établi son programme pour la période électorale.

Les prochaines émissions hebdomadaires du dimanche, en direct de 18 h 15 à 19 h 30, auront pour invités : Raymond Barre, ancien premier ministre, le 13 février, et M. André Lajoinie, président du groupe communiste à l'Assemblée nationale, le 20.

Chaque jour, y compris le dimanche, du lundi 21 février au lundi 28, puis après le second tour, du lundi 7 mars au vendredi 11, un « multiplex » sera organisé de 18 h à 19 h entre les journalistes de R.T.L. et du Monde et les rédactions de quinze journaux quotidiens régionaux : Nord-Eclair, de Roubaix ; l'Union, de Reims ; l'Est républicain, de Nancy ; le Républicain lorrain, de Metz ; les Dernières Nouvelles d'Alsace, de Strasbourg ; le Bien public, de Dijon ;

le Dauphiné libéré, de Grenoble ; le Provençal, de Marseille ; le Midi-Libre, de Montpellier ; Sud-Ouest, de Bordeaux ; la Montagne, de Clermont-Ferrand ; la Nouvelle République, de Tours ; Ouest-France, de Rennes et Paris-Normandie, de Rouen.

Les quatre derniers jours précédant le premier tour des élections municipales seront consacrés à des « Grands Jury R.T.L.-le Monde » de 18 h à 19 h réservés aux chefs de partis dans l'ordre suivant : mardi 1^{er} mars, M. Georges Marchais, secrétaire du parti communiste ; mercredi 2 mars, M. Jean-Louis Raut, président du U.D.F. ; jeudi 3 mars, M. Jacques Chirac, président du R.P.R. ; M. Lionel Jospin, premier secrétaire du parti socialiste.

Le dimanche 20 mars, le « Grand Jury R.T.L.-le Monde » reprendra ses émissions hebdomadaires habituelles.

Le communiqué du conseil des ministres

Le conseil des ministres du mercredi 9 février a successivement examiné le projet de loi sur la Nouvelle-Calédonie, décidé la création de trois nouveaux postes de commissaires de la République délégués pour la police (le Monde du 10 février), adopté un décret confirmant à la Société nationale des poudres et explosifs le statut d'une société anonyme gérée par un conseil d'administration, et entendu le compte rendu du conseil des Communautés des ministres de l'économie et des finances.

LES HANDICAPÉS ET LES TRANSPORTS

Sur les handicapés et les transports, le communiqué déclare : « Le ministre d'Etat, ministre des transports, a présenté au conseil des ministres, sur la base des conclusions du rapport remis au gouvernement par le docteur Jacqueline Frayssé-Cazalis, parlementaire en mission, diverses mesures destinées à apporter des solutions aux problèmes de transport rencontrés par les personnes handicapées. »

1) Pour soutenir l'effort propre des collectivités locales et des entreprises de transport, l'Etat commencera en 1983 10 millions de francs à l'expérimentation de l'accessibilité des divers modes de transport et au développement des services spécialisés.

2) Un bilan des actions en faveur du déplacement des handicapés sera joint chaque année au budget de l'Etat et des entreprises publiques nationales de transport. Les collectivités locales sont invitées à faire de même pour leur propre budget.

3) L'Etat proposera à la R.A.T.P. et aux collectivités territoriales concernées l'engagement en 1984 d'un programme de mise en accessibilité progressive de R.E.R. :

DÉCÈS DE M. BIZET DÉPUTÉ DE LA MANCHE

M. Emile Bizet, député apparenté R.P.R. de la deuxième circonscription de la Manche (Avranches), est décédé, mercredi 9 février, à Caen. M. Bizet, qui devait se représenter aux prochaines élections municipales à Barenton, dont il était le maire, sera remplacé à l'Assemblée nationale par son suppléant, M. René André (sans étiquette, modéré), avocat à Avranches.

(Né le 17 octobre 1920 au Teilleul (Manche), Emile Bizet, ingénieur agricole, docteur vétérinaire, était maire de Barenton (Manche) depuis 1952. Conseiller général depuis 1964, il avait été élu député de la deuxième circonscription de la Manche en novembre 1962. Inscrit au groupe Centre démocratique, il siégeait depuis sa réélection en 1967 comme apparenté au groupe U.D.V. devenu U.D.R. puis R.P.R. Membre du comité de soutien de M. Michel Debré, candidat à l'élection présidentielle de 1981, Emile Bizet avait finalement rejoint M. Jacques Chirac. Spécialiste des questions agricoles, il avait notamment été, en 1975, le rapporteur de la commission de la production et des échanges pour la réforme du statut du fermage.)

guide du citoyen et de l'élu

LES MUNICIPALES

Lois nouvelles élections et organisation communale

même collection :

- LA COMMUNE 39 F
- L'ECONOMIE 49 F
- ET LES EMPLOIS 49 F
- L'INFORMATION 49 F

SYROS 6, rue Montmartre 75001 PARIS

4) A compter du 1^{er} mars 1983, l'Etat versera aux fonctionnaires qui sont handicapés lourds et ne peuvent utiliser les transports publics une allocation égale à 40 % du prix de la carte orange qu'ils achèteraient et l'usage des transports publics leur étant possible. Il est souhaitable que les personnels sociaux mettent en place une disposition analogue par voie conventionnelle ;

5) Toute nouvelle ligne de métro sera conçue pour être accessible aux handicapés ;

6) Tout contrat de développement entre l'Etat et les autorités organisatrices de transports devra inclure une clause relative à l'accessibilité ;

7) A partir du 1^{er} mai 1983, la gratuité sera accordée les « jours bleus » sur les grandes lignes S.N.C.F. à la personne accompagnant un handicapé titulaire d'un avantage de tierce personne, et une réduction de 50 % à celle accompagnant un titulaire de la carte d'invalidité. Les mêmes dispositions seront applicables sur le R.E.R. au fur et à mesure de la réalisation du programme d'accessibilité aux handicapés. Air Inter prendra d'ici la fin de 1983 des mesures tarifaires dans le même sens.

D'autres dispositions ont également été adoptées pour promouvoir la recherche, pour améliorer l'information destinée aux personnes handicapées et pour instituer des structures de concertation nouvelles.

Le conseil s'est occupé ensuite des contrats de plan entre l'Etat et les entreprises nationales du secteur industriel (lire page 26), de la retraite à soixante ans (le Monde du 10 février), de l'emploi des cadres (lire page 28), et a entendu le compte rendu des résultats de la politique en faveur des personnes âgées.

Le conseil des ministres a été informé de la prochaine nomination comme président du Comité national consultatif d'éthique pour les sciences de la vie et de la santé du professeur Jean Bernard, hématologue et cancérologue, membre de l'Académie française et président de l'Académie des sciences.

M. MAUROY, GRIPPÉ INTERROMPT SES ACTIVITÉS

L'hôtel Matignon a publié, mercredi 9 février, un communiqué pour indiquer que M. Pierre Mauroy « présente les signes d'un état grippal qui l'oblige momentanément à interrompre ses activités publiques ». Le premier ministre, qui s'est rendu à l'hôpital du Val-de-Grâce, mercredi après-midi, pour y subir des examens complémentaires, a dû renoncer à participer, jeudi soir 10 février, à l'émission « L'heure de vérité », sur Antenne 2. Cette émission est reportée au mercredi 16 février.

Le premier ministre a annulé les visites qu'il devait faire vendredi 11 février à Epinal et à Besançon. En revanche, les déplacements prévus pour le lundi 14, à Marseille et à Hyères, sont maintenus.

M. Mauroy, qui pourrait participer à la présentation de son programme municipal, samedi, à Lille, ne prononcera pas le discours de clôture du rassemblement des jeunes candidats socialistes qui est réuni le même jour dans sa ville. Il ne participera à aucune des manifestations prévues à son programme du week-end, et il a reporté d'une semaine la rencontre avec la communauté juive de Lille, fixée au samedi soir 13 février.

RECTIFICATIF. — Une regrettable erreur — nous prions nos lecteurs de bien vouloir nous en excuser — nous a fait citer (le Monde du 10 février, page 8) parmi les locataires de la Ville de Paris, M. Vincent Anriol. La veuve de l'ancien président de la République est décédée le 21 janvier 1979.

FAITS ET JUGEMENTS

Légitime Défense s'intéresse aux élus locaux

Une association Sécurité-Légalité, qui se définit comme « rassemblement des élus locaux pour la sécurité des citoyens et des biens », vient d'être créée par cinq maires et cinq municipalités. Dans la lettre-circulaire qu'il a adressée, le 15 janvier, à tous les maires de France, le docteur Jacques Patin, maire de Feuille

L'enlèvement d'un pur-sang en Irlande

Dublin (A.F.P.). - Le cheval le plus cher du monde, Shergar, l'un des plus célèbres pensionnaires de l'écurie de l' Aga Khan, a été enlevé au cours de la nuit de mardi à mercredi 10 février, aux écuries de Newbridge (comté de Kildare, Eire) par deux hommes armés, contre une rançon de deux millions de livres. Les deux hommes ont pris en otage la famille du chef palefrenier, M. John Fitzgerald, qu'ils ont identifié Shergar.

Règlement de comptes : deux morts

Un fait divers s'est produit, mercredi 8 février, à la soirée, au Majestic, un lieu situé 35, boulevard Malesherbes, à Paris (8^e). Deux hommes, en cagoule, armés d'un fusil à pompe et d'un revolver de calibre, sont entrés et ont tué le feu sur un homme qui se trouvait au bar. La victime, Michel Allal, trente-cinq ans, était de la police et recherchait pour proxénétisme à Lyon. Un autre homme, M. André, cinquante et un ans, directeur de société, qui se trouvait à côté de la victime, a également été tué. Les deux malfaiteurs ont pris la fuite. Il s'agit probablement d'un règlement de comptes.

LE RAPPORT ANNUEL DE LA COMMISSION INFORMATIQUE ET LIBERTES

Les risques du fichage

Le bilan de la commission informatique et libertés s'annonce chaque année. Chaque fois un peu plus volumineux, son rapport d'activité est plus alarmiste.

Le pire, c'est que la situation ne résulte pas d'une volonté totalitaire. Le mal se développe subrepticement, indolore et mortel. L'estime la CNIL, qui s'alarme du danger de réactions qu'a suscitées l'annonce de la création d'un fichier antiterroriste. Tout le monde applaudit à songer un instant à l'opinion publique, c'est ainsi qu'elle se définit - la commission en garde un souvenir - elle sait que si son rôle est de contribuer à protéger la société, c'est l'attitude des citoyens qui, aujourd'hui comme demain, en fait le décalage. - B. L.

SPORTS

RUGBY

L'équipe de France contre l'Irlande

LES SÉLECTIONNEURS CONSERVENT LES MEMES DEMIS

Une exception près - le Nicolas Bernardi remplacé par l'Agache - Jean-Louis Dupont au talonneur - les sélectionneurs du XV de France ont reconduit le 9 février à Toulouse l'équipe qui a battu l'Ecosse à Paris, en vue de la déplacement à Dublin, le 11 février, pour rencontrer l'Irlande en Tournoi des cinq nations.

La présence du titulaire, le Toulonnais Philippe Dintans, toujours blessé, le benjamin de la « tribu » Bernardi, le frère aîné, André, fit ses débuts internationaux il y a vingt ans à l'âge de sa première « cape » en raison de sa solide charpente (1,82 m pour 97 kg) et de son adresse dans les lancers en touche.

La revanche, les sélectionneurs ont décidé, après un long moment de réflexion, de donner une chance à un jeune, le Lorrain Pierre Berbizier à la place de l'Agache. Les carences techniques et les mauvaises conditions de jeu des années dominées par les joueurs Martineau-Cambrabero, beaucoup moins critiquable que l'Anglais, n'avaient pas eu droit à une seconde chance.

Le troisième ligne montois Laurent Rodriguez a rassuré les sélections sur son état de santé. Il tiendra sa place et l'Agache restera sur le banc des remplaçants.

La composition de l'équipe est la suivante : Blanco (Biarritz) - Sella (Agen), Codorniu (Narbonne), Belascain (Bayonne), Basse (Narbonne) - Delage (Agen), Lasserre (Lourdes) - Rodriguez (Mont-de-Marsan), Joinel (Brive), Elie (R.C.F.) - Orso (Nice), Cambrabero (Boussu) - Paparomborde (Pau), Herrero (Nice), Dospital (Bayonne).

D'un sport à l'autre

SKI ALPIN. - Le Suisse Peter Luescher, récent vainqueur de la descente du « Kandahar » à San-Anton (Autriche) a gagné le 9 février à Garmisch (R.F.A.) le dernier super-géant de la saison comptant pour la Coupe du Monde de ski alpin. Il a devancé son compatriote Pirmin Zurbriggen de 20 centièmes de seconde et l'Autrichien Hans Kari de 1 seconde 15 centièmes. Les meilleurs Français sont Taverier et Pessey, ex aequo à la vingt-septième place. Grâce à cette victoire Luescher a ravi à l'Américain Phil Mahre, qui a refusé de courir les super-géants, la tête du classement général de la Coupe du Monde.

À Montreux (Yougoslavie), la Suisseuse Heidi Hess, qui avait été opérée d'un grave accident de ski, a remporté avec la licence suissesse un succès spécial devant Hanni Wenzel (Liechtenstein) et Anni Kerschbamer (Autriche). La meilleure Française est la Française Serrat, quinzième. Cette victoire a permis à Heidi Hess de passer à la troisième place du classement de la Coupe du Monde, avec 160 points, derrière Wenzel (170 points) et l'Américaine McKinney (162 points).

TENNIS. - Le Français Henri Leconte a été éliminé le 9 janvier au deuxième tour du tournoi W.C.T. de Washington (Virginie), doté de 300 000 dollars. Il a été battu par l'Américain John Teacher (6-3, 6-3). De son côté, John McEnroe a renoncé à disputer le double à cause d'une tendinite à l'épaule.

CAMEL
BRIQUETS

BRUQUET TEMPESTE RECHARGEABLE, FABRIQUE PAR ZIPPO, USA.

Se perfectionner, ou apprendre la langue est possible en suivant

LES COURS D'ANGLAIS DE LA BBC

cours avec explications en Documentation gratuite : EDITIONS DISQUES

11 rue de Bani -

Atelier de poterie

« LE CRU ET LE CUIT »

accueil en groupe

amateurs de 3 à 83 ans

RUE LACÉPÈDE, PARIS-5

Téléphone (le soir) : 707-85-84

RÉVISION A PARIS

CLASSE DE SOLEIL

Aix-en-Provence du 4 au 15 avril

à Paris - 28 mars - 9 avril

Révision Bac - Sciences - 2^e et 1^{re} ABS

PEDAGOGIE ACTIVE SARI - 68, Av. Léna, 16^e

CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE MARSEILLE

Dans les Entreprises, les « Sup Co Marseille » sont très rapidement opérationnels : facteurs d'expansion.

Pourquoi ?

L'Ecole développe un système de formation original, moderne et d'avenir.

Pourquoi ?

Les Elèves ont un bon niveau scolaire, une grande capacité de travail, une remarquable méthode d'approche des problèmes.

Préparationnaires qui voulez intégrer, redoublez d'efforts d'ici mai 1983.

Bureau admissions Tél. (91) 41-01-80 Poste 41

Association Diplômés Tél. (91) 41-01-80 Poste 41

Corporation des Elèves Tél. (91) 41-28-58

ESCAE

ECOLE SUPÉRIEURE DE COMMERCE ET D'ADMINISTRATION DES ENTREPRISES DE MARSEILLE-LUMINY

Dominique de Lamoignon

Cass 911

13200 MARSEILLE CEDEX 11

ÉDUCATION

Un projet pour l'enseignement agricole

Les établissements publics et privés deviendraient des « centres polyvalents ruraux »

M. Mauroy a tranché : il y aura pour l'enseignement agricole privé une négociation distincte de la concertation engagée par le ministre de l'éducation nationale. Des groupes de travail associant les diverses parties intéressées seront mis en place à la mi-février pour achever leurs travaux fin mars. Ensuite le ministre de l'agriculture présentera au projet de loi au gouvernement l'été. Le premier ministre et les responsables du Conseil national de l'enseignement agricole privé (C.N.E.A.P.) sont conviés de ce scénario qui devrait dépassionner le débat, dans les campagnes du mois.

M. Mauroy a pris un risque politique, en dissociant la question du privé agricole de celle de l'enseignement privé en général. Il s'expose, en effet, à supporter deux débats nationaux sur le même thème dans les prochains mois. Ce choix a été fait, parce que l'enseignement agricole privé présente des originalités qui justifient un traitement différent : d'une part, il accueille nettement plus d'élèves que l'enseignement agricole public (50 % environ) ; d'autre part, ses représentants ne semblent pas opposés à une négociation ; enfin l'insertion de l'enseignement agricole privé dans un grand service public unifié d'éducation se traduit d'un autre débat, celui des rapports entre le ministère de l'agriculture et celui de l'éducation nationale.

Avec l'ensemble des établissements agricoles privés et publics, le ministère de l'agriculture doit conserver des privilèges, « tout en étant à l'origine d'un rap-

prochement avec le ministère de l'éducation nationale ». C'est un enseignement présente plusieurs spécificités qui appellent une pédagogie adaptée.

En premier lieu, il fonctionne à 40 %, dit-on au ministère de l'agriculture, pour « fabriquer » des agriculteurs. Les 40 % restant seront eux-mêmes travaillant en liaison avec les premiers. Dans la mesure où l'agriculture française continuera de reposer sur un modèle original de travailleurs et propriétaires en partie de leur outil de production, l'enseignement agricole devra préparer les futurs agriculteurs, et les aider à vivre ensemble.

A l'instar des autres enseignements techniques, l'enseignement agricole peut permettre de réhabiliter la culture professionnelle, sans particularisme : c'est un système qui peut être facilement contrôlé ou géré du fait de sa dimension réduite.

Rattrapages sociaux et culturels

L'enseignement agricole que le ministère de l'agriculture souhaite aujourd'hui promouvoir vise à permettre aux 400 000 à 600 000 exploitations familiales d'exister et de se développer à l'avenir. Quelque 400 000 agriculteurs entrepreneurs qui cherchent à atteindre un haut niveau de productivité. La politique de l'enseignement agricole doit donc aller avec le projet politique des agriculteurs : aboutir en 1990 à 1 million d'exploitations familiales.

La volonté de la direction des enseignements au ministère de l'agri-

culture est de favoriser les liens entre l'enseignement et le milieu rural qui l'entoure. Dans cet esprit, les établissements de l'enseignement agricole pourraient devenir des « centres polyvalents ruraux ». « A une époque où l'on constate que la campagne est dépeuplée, l'enseignement doit contribuer utilement à combattre l'échec scolaire et à participer aux progrès sociaux et culturels nécessaires », écrit le ministère de l'agriculture en avril dernier dans un bulletin d'information.

Paradoxalement, ce sont les milieux ruraux, qui tout en ayant le plus d'élèves crochus vers ce projet pédagogique, risquent d'être les plus délaissés par les pouvoirs publics. La négociation sur les aspects du privé à un service public unifié. Ces milieux familiaux, pratiquant l'alternance, fonctionnent sur la base associatif, ne négligent ni les formations internes ni les formations externes. Mais, précisément, les plus grand nombre, si l'on veut éviter d'« américaniser le bocage ».

Comme le dit un observateur, « c'est un système qui fonctionne : les jeunes à la campagne sont moins zonards que dans les lycées ». Mais les promoteurs de cet enseignement tout en ne participant pas aux manifestations du privé, ont le projet socialiste, sont aussi les plus rigoureux dans leur critique de l'éducation nationale et de la rigidité de l'Etat.

A l'inverse, le C.N.E.A.P., dont l'opposition au gouvernement est de nature politique, est plutôt demandeur d'une négociation ; la rencontre de l'Etat et du privé, le premier ministre en est la preuve. Il faut cependant nuancer : la nature même de cette opposition est différente selon les régions. Les départements du grand Ouest n'ont certes pas très de sympathie pour le privé, mais honorent au minimum le droit que républicain, tandis que d'autres ne l'ont pas. Il reste que le C.N.E.A.P. veut négocier, car ses établissements se trouvent dans une situation financière difficile, résultat de la stricte application de la loi d'orientation par le ministère du budget du gouvernement précédent.

Les moyens financiers sont un aspect important de la future négociation. Le budget de la direction de l'enseignement agricole ne représente que 2 milliards de francs alors que l'ensemble des moyens dont dispose le ministère de l'agriculture est

proche des 30 milliards. Réorienter l'enseignement agricole suppose une légère augmentation des sommes qui lui sont affectées. Un petit plus qui permettrait d'approcher les milieux que consacrent l'Etat paysans au développement de la formation des futurs agriculteurs. L'exemple des Pays-Bas où 30 000 élèves - soit deux fois moins qu'en France - bénéficient d'un budget de 1 milliard et demi est édifiant.

Un effort financier de la part du gouvernement permettrait peut-être de rétablir la situation des personnels. Ces derniers se plaignent beaucoup et regardent leurs homologues dépendant du ministère de l'Education nationale avec envie. La situation des personnels supplémentaires permettrait une harmonisation des salaires des personnels et de leurs conditions de travail.

Selon M^{me} Edith Cresson, ministre de l'agriculture, « l'enseignement technique agricole doit s'affirmer comme une composante originale du grand service public unifié et de l'éducation nationale ». Mais, elle précise aussitôt que l'unification ne nécessite pas la constitution d'un grand ensemble administratif unique et centralisé et « exige la mise en œuvre d'efforts conjugués à la fois la cohérence de la politique d'éducation et la spécificité des différents types d'enseignement ».

Les responsables de la direction de l'enseignement agricole ont rencontré des membres du cabinet de M. Alain Savary. Un groupe de travail interministériel a même été constitué. Son but : faire des propositions afin de définir les missions assignées aux enseignements techniques et d'étudier les questions de carte scolaire, d'orientation des élèves et de possibles « passerelles » entre les deux systèmes de formation (enseignement général et enseignement agricole).

L'Etat et le privé scolaire ont un thème commun pour M^{me} Cresson et M. Savary. Au ministère de l'agriculture, les responsables cherchent à faire converger, dans le respect de leurs spécificités, deux enseignements qui s'ignorent encore trop. Et déjà ils évoquent la possibilité d'une « enveloppe budgétaire commune » qui garantirait une progression équivalente des crédits des deux ordres d'enseignement.

SERGE BOLLOCH et JACQUES GRALL

La répartition des effectifs

En 1981-1982, 40 226 élèves ont été inscrits dans l'enseignement agricole public. L'enseignement agricole privé en a compté 74 716.

Les établissements privés sont surtout concentrés dans le Nord et la région Centre de la France. Dans les Pays-de-la-Loire et en Bretagne, ils sont majoritaires alors que dans l'Alsace, les Hauts-de-France, l'Est, la presque insignifiante région de l'Alsace.

L'enseignement agricole privé est réparti par départements de la manière suivante :

LES ÉTABLISSEMENTS DISPENSANT UN ENSEIGNEMENT À PLEIN TEMPS. Ils sont groupés, pour la plupart, au sein du C.N.E.A.P. (Conseil national de l'enseignement agricole privé) qui est la seule organisation véritablement confessionnelle de l'enseignement agricole (38,4 % des établissements privés) et qui accueille plus de la moitié des élèves du privé.

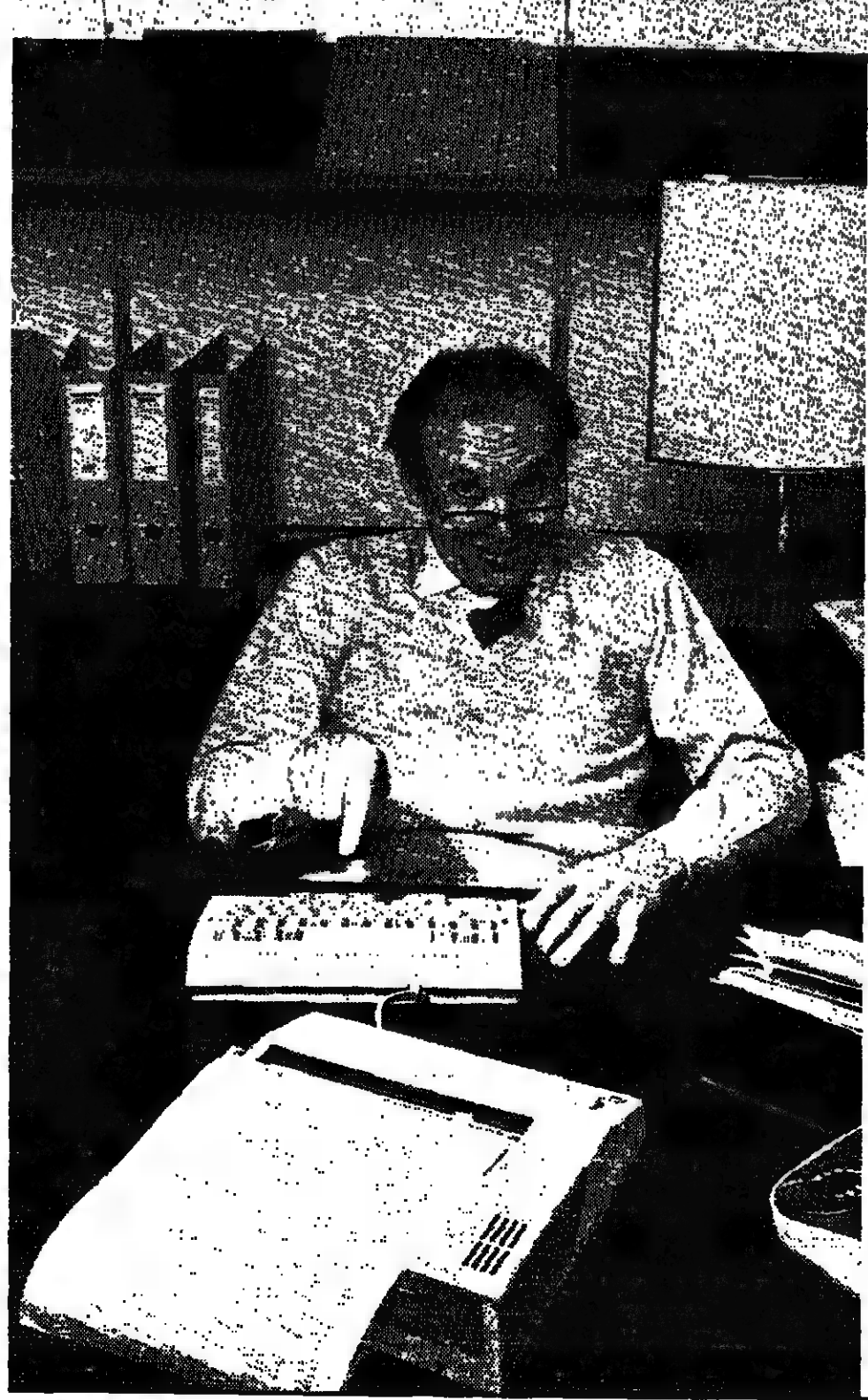
LES ÉTABLISSEMENTS ASSURANT UN ENSEIGNEMENT EN ALTERNANCE. Ils sont les établissements au sein de l'Union nationale des établissements d'enseignement

et d'orientation (U.N.M.F.R.E.O.). Les établissements sont très dispersés.

Les autres organismes d'enseignement agricole privé sont : le Centre national de l'enseignement agricole (C.N.E.A.P.), l'Union nationale rurale (U.N.R.), la promotion (U.N.R.E.P.) spécialisée dans les formations techniques et agricoles ; la Mutualité agricole et les formations féminines.

« Création d'une commission de l'informatique. - Un conseil public au journal officiel du 8 février porte sur la mise en œuvre de l'informatique au sein de l'éducation nationale. Chargée de définir les objectifs d'une politique informatique, la commission se compose d'une section : « Systèmes d'information et pédagogie » compétente pour l'ensemble des services du ministère et des organismes placés sous sa tutelle, et d'une section : « Recherche et université » dont relèveront les activités de recherche dans les établissements d'enseignement supérieur.

Nouveau : la machine à faire les demandes et les réponses



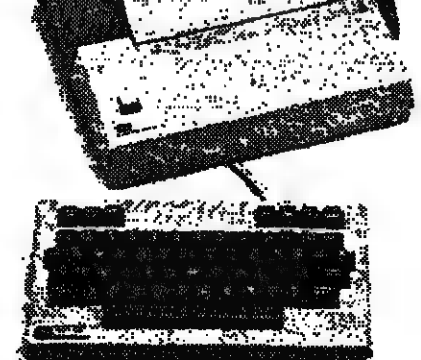
Sous ses apparences modestes, le Whisper Writer est simplement un terminal d'ordinateur. On peut l'utiliser en poste fixe, au bureau ou à domicile, sans l'emporter avec soi dans tous ses déplacements. De n'importe quel endroit du monde, pour peu qu'il y ait un téléphone, il permet d'entrer en contact, à tout moment, avec vos collaborateurs, vos clients, vos bureaux, vos agences et tous les réseaux informatiques.

Le Whisper Writer écrit vos lettres, les corrige, les modifie, les mémorise et les transmet. Il reçoit vos messages, même en votre absence.

En « courrier électronique », il va plus loin. Les messages ne sont plus seulement expédiés et reçus. Ils sont stockés, dispatchés, consultés et reconstruits - en temps réel - en différé.

Avec le Whisper Writer, tout devient simple. Un terminal informatique. En fait, quel ordinateur et peut consulter, à tout moment, n'importe quelle base de données du monde.

Tout cela pour un prix qui vous étonnera. Renseignez-vous en téléphonant au (3) 031.63.83 ou en écrivant à 3M France, département télécopie, BP 300, 91000 Cergy-Pontoise Cedex.



Whisper Writer terminal à tout faire

3M

les enfants de la pub

numéro spécial enfant : 50 F TTC en vente au journal : 96, rue du Fg Poissonnière 75010 Paris - tél. 285.30.88

AIN CO

les enfants de la pub

numéro spécial enfant : 50 F TTC en vente au journal : 96, rue du Fg Poissonnière 75010 Paris - tél. 285.30.88

MILLE ANS DE VIE JUIVE AU MAROC
 Histoire et culture, religion et magie
 Un volume 16 x 24, 320 pages, ill. : 156 F

En vente chez les bons libraires et l'éditeur MAISONNEUVE ET LAROSE, 15, rue Victor-Cousin, 75005 PARIS

MAISONNEUVE ET LAROSE

Important Editeur Parisien
 recherche pour ses différentes collections
 manuscrits inédits de poésie, essai, théâtre.
 Les ouvrages retenus feront l'objet d'un lancement par presse, radio et télévision.

Adressez manuscrit et C.V. à la **France Universelle**, 4 rue Charlemagne, 75004 Paris - Tél. 887.08.21.

Conditions fixées par l'éditeur.
 Notre contrat habituel est défini par l'article 49 de la loi du 11 mars 1957 sur la propriété littéraire.

la pensée universelle

Contre les idoles et les idéologies

ERICH FROMM
 DE LA DÉSŒBÉISSANCE et autres essais

PAR L'AUTEUR DE:
 La passion du destin
 Avoir ou être
 Grandeur et limites de la pensée humaine

Collection « Réponses »
ROBERT LAFFONT

POULBOT
 « mon père des gosses »

Ce livre est le premier édité sur ce grand artiste. C'est un recueil d'anecdotes, de souvenirs, plein de vie, plein de cœur. Il a été écrit par un fils, qui plus de 30 ans auprès de lui. Les jeunes découvriront un grand artiste et les adultes les images de leur jeunesse.

par Zozo Poulbot

En vente en librairie. Ed. ASTRID

LE PREMIER ROMAN D'UN GRAND ÉCRIVAIN

Françoise Giroud
LE BON PLAISIR

65 F

Photo: Micheline Pelletier - Leila - Gemois

la vie littéraire

H. Hamon, P. Rotman, J.-M. Roberts passent le Seuil

Harvê Hamon et P. Rotman, auteurs de livres-enquêtes sur la guerre d'Algérie (les Porteurs de valises, Albin Michel), le monde de l'édition (Le Livre de la semaine, Ramsay), le C.F.D.T. (Le Deuxième Gauche, Ramsay), apportent au Seuil la collection qu'ils dirigent chez Ramsay. Ils publieront aussi au Seuil leurs propres livres, et ils participeront au comité de lecture « société ».

Avec cette arrivée, un départ: celui de Jean-Marc Roberts, Prix Renaudot 1977 pour son roman *Affaires étrangères* (Seuil), qui va poursuivre ses activités de conseiller littéraire chez Grasset.

Visages de l'amour au XVII^e siècle

« Il n'y a que d'une sorte d'amour, mais il en a mille différentes copies. » De ces copies dont parle La Rochefoucauld, on en aura entrevu quelques-unes à ce troisième colloque dix-septémiste qui vient de se tenir à Toulouse. L'amour, au siècle de Rodrigue et de Phèdre, n'est pas si bien connu qu'il paraît.

Sans doute, les tapisseries des belles demeures de la noblesse, les fêtes de cour, les sociétés honnêtes et fascinées à la fois par Cupidon. Le bonheur innocent est pour le siècle à venir. Un climat érotique n'en imprègne pas moins celui-ci. Naissance de *Vénus*, *Amours déguisées*, *Psyché*: le temps des ballets de cour, sous le règne de Louis XIV, exalte librement avec Bernin force, jeunesse et sensualité. Mazarin se réjouit de ces fêtes: l'amour est un beau divertissement lié à la paix du royaume.

Les jeux et les amours ne durent pas toujours. Mais en dépit des guerres, l'opéra de Quinault, si décrit par Boileau comme propagateur de « morale lubrique », reprend la troublante célébration.

L'Amour toujours emporte la balance. Impuissante à mon cœur en paix!

Cependant, l'Eglise ne tonne pas forcément contre le petit dieu à l'arc; aux yeux des plus sages, la poésie vole au-dessus.

Dans le bain japonais

Au sens propre comme au sens figuré, c'est dans le bain japonais que nous plonge cette *Lettre à un ami japonais* d'Akira Mizubayashi qui ouvre l'excellent numéro de la revue *Critique* (janvier-février 1983) consacré au Japon.

Dans cette lettre, remarquable de simplicité et de tact, Akira Mizubayashi nous invite à entrer dans l'espace intérieur d'une maison japonaise. Chaque détail de cette initiation à un art de vivre régi par mille conventions nous est restitué dans toute sa fraîcheur. Jusqu'à la cérémonie du bain qu'on suggère à l'hôte de prendre dans les minutes qui suivent son arrivée. Le bain est un rite, certes, mais aussi un don de plaisir, au même titre qu'un bon repas. On découvre dans cette lettre comment l'esthétique la plus subtile s'accorde avec la volupté la plus raffinée.

Ce numéro de *Critique* offre également des analyses sur l'efficacité économique et ses li-

vient de paraître

Romans

ALEXIS LECAYE: *la Voyance*, le *Bagard* et *l'Espion*. — Comment, en 1918, un anarchiste, cambrioleur et ancien bagnard, un officier du douzième bureau et un journaliste entre-t-ils en contact? Un plan infernal susceptible de donner la victoire. (Payot, 380 p., 74 F.)

MARCEL LAFFONT: *la Fin*. — Une guerre civile oppose les statues de la capitale aux Parisiens dont elles s'admirent plus les jeux, les intrigues ou les traditions. Rédaction d'un conte moral et humoristique paru avant la guerre. (Grasset, 172 p., 55 F.)

CATHERINE HENRI-MARIE: *le Temps des pierres*. — Au douzième siècle, autour du château de Notre-Dame qui s'élève pierre après pierre, les dévotions des âmes de chair et de sang, des grands et des humbles, des tristes et des otages, tout en édifient leur grande œuvre. Par l'auteur de *la Lumière et la Bonté*. (Robert Laffont, 348 p., 69 F.)

MAX GENEVE: *Ordre*. — Un récent coup d'État a conduit les femmes et les enfants de certains opposants assignés à résidence dans un lieu désolé. Une idéologie s'empare d'un groupe d'arracher Azel à sa mère, Marie. Par l'auteur de *Ma nuit* et *ma nuit*. (Stock, 228 p., 75 F.)

en poche

Tchekhov ou l'art de « faire comme si... »

Au sein d'une prière, rien de plus proche de nous que l'éternelle Russie de Tchekhov. Rien de plus contemporain que ses personnages un peu vagues, un peu lâches, qui notent leurs scrupules sous de beaux discours. De loin en loin, un illuminé sort du lot, impatient de changer le monde. Vous allez voir ce que vous allez voir: les usines, le progrès, la civilisation! Ou, si vous préférez, le retour à la terre, les simples vertus des moultins. « Quand on a du sang de moultin dans les veines, on sait à quoi s'en tenir sur ces vertus », disait Tchekhov. Mais il ne se fiait pas davantage à la bourgeoisie ou à la noblesse. Il mettait toute l'humanité dans le même sac et s'interdisait la pitié. A l'en croire: « Il est indispensable de rester indifférent ».

Fier principe que toute sa vie, que toute son œuvre démentent. Certes, il regarde le réel en face, l'écoute sans prendre de gants et le juge mal partie. Les cinq nouvelles écrites de 1888 à 1903 (un an avant sa mort) montrent, à tour de rôle, le naufrage des illusions. Tantôt (*le Duel*), un viveur se heurte à plus coriace que lui et mord le poussière, entraînant sa maîtresse dans sa chute. Tantôt (*Ma vie*), un rebelle éperdu de bonne volonté coule à pic sous le poids de son utopie. Ce ne sont qu'échecs, déboîs, épreuves glissées au fil des larmes. D'où vient que cette misère ne nous fasse pas horreur? Roger Grenier répond dans la préface: « On est ému quand on retrouve son pays, même s'il s'agit d'un pays désolé ».

En outre, dans un coin du paysage, le lecteur attentif découvrira toujours une petite tache de lumière, une infime raison d'espérer envers et contre tout. En arrière-plan des drames, le voit « off » d'un comparse plaide la cause de l'indulgence et de l'amour. Quelle que soit la faute, elle a droit à des circonstances atténuantes et la culpabilité à une seconde chance, sinon pour lui, pour ses descendants, les hommes de demain, dévotés par la science, qui couleront des jours « éternellement légers et faciles ».

Sans doute Tchekhov n'était-il pas dupe de cette promesse, mais il « faisait comme si », osant opposer au dieu Toïstôï la conviction qu'« il y a dans l'électricité et le vapeur plus d'amour du prochain que dans la chasteté et le refus de manger de la viande ». Ainsi rappelle-t-il les grandes gueules à la vérité terre à terre, cette vérité qui n'en finit pas de nous poindre le cœur.

GABRIELLE ROLIN.

Le Duel et autres nouvelles, de Tchekhov, n° 1433, 307 pages.

« La campagne « Points » au Seuil se déroulera en librairie du 15 février au 15 mars. À cette occasion, le n° 100 de la « Points-Roman » fera l'objet d'un tirage limité donné en cadeau à tout acheteur de trois titres de la collection. Il s'agit du livre de Rainer Maria Rilke *Histoires pragoises*, qui réunit deux récits, *le Roi Bohus et Frère et Sœur*, qui constituent une introduction précieuse à l'œuvre de l'écrivain autrichien.

« La mémoire du siècle », l'excellente collection de poche des Éditions Complexe, qui ne propose que des textes inédits, publiés en 1956-Suzanne de Marc Ferro et 1917-Marc-Hari de Fred Kupferman. Marc Ferro analyse ce qui, selon lui, marque « l'avènement d'un tiers-monde comme partenaire privilégié des deux grands ». Pour Fred Kupferman, qui sous-tire son livre « songes et mensonges », Marc-Hari « a incarné l'Inde et ses mystères, puis la déloyauté de la guerre l'allemande pour léguer enfin à la postérité l'image éternellement troublante de la chausseuse capotée prise au piège de ses mensonges ».

« Le mensonge » des Éditions sociales publie le premier tome de la *Chine populaire* d'Alain Roux, les *Fondations du socialisme chinois, 1949-1986*; ce volume reprend, avec quelques révisions, le livre *Le Casse-tête chinois* publié par les Éditions sociales en 1980. Le second tome traitera de la Chine de 1986 à nos jours.

Satire

PIERRE DANINOS: *la Galerie*. — Glaces ou les Caractères de notre temps. — À l'instar d'un illustre devancier, l'auteur du *Veuf joyeux* s'emploie, non sans audace, à cerner les caractères de ses contemporains. (Hachette, 224 p., 55 F.)

Critique littéraire

GENEVIÈVE HILY-MARIE: *le Style de Ernest Hemingway: la plume et le masque*. — Fondatrice du che de l'œuvre de Hemingway sur la théorie de l'énonciation, l'auteur met en évidence un artisan minutieux à la recherche de techniques de langage double. (PUF, 358 p., 225 F.)

Témoignages

LANGLOIS dit EMILE LE NORMAND: *Compagnon du devoir*. — Le témoignage sur son métier d'un serrurier-ferronnier et compagnon. Devoir, écrit afin de « réaliser

de la vertu pour émailler l'aiguillon des passions. Déjà saint François de Sales avait reconnu l'extraordinaire pouvoir transformant de l'amour: la délectable amitié peut conduire à Dieu. A quel bon prétendre « enchanter l'enchantement »? Composons avec lui.

« L'amour dévot, l'âme noble, les inclinations saines, l'esprit, le cœur, la pensée, la Mille de Soudry, et Mme de Sévigné ne lui souhaite que pour « les gens choisis ». C'est que l'amour procède du dangereux amour de soi et s'oppose en fait à la monarchie centralisatrice qui tend à relativiser tout le monde au profit de l'ordre absolutiste.

Avec des communications comme celles de Micheline Cudin, de François Moursau ou de Philippe Hourcade, les littéraires ont apporté de précieuses informations sur ce grand siècle à découvrir. — **ROLAND JACQUET.**

Vaché inédit

Après avoir abordé l'œuvre et la présence de Roger Gilbert-Lecomte et d'Artaud, Alain et Odette Virmaux s'en prennent aux « trois suicides de la société », Craven, Vaché, Rigaut. Avec de la colle et des ciseaux, plus quelques « écrits » et dessein-inédits de Vaché, ils publient un simple dossier, montage de citations et appareil critique contestable.

Quand Jean-Michel Place se décide à publier les documents Vaché réunis par Carasso, on mesurera la ténacité du couple Virmaux. En attendant, ceux qui veulent lire les textes, sans fausses gloires ni fausses notes, peuvent acheter les livres suivants: *Maintenant* (la revue de Craven), *Le Livre*, *Le Livre* de la guerre, de Vaché (Lafont) et les *Écrits*, de Rigaut (Gallimard). — R. S.

« CRAVAN, VACHÉ, RIGAUT, d'Alain et Odette Virmaux, 162 pages, Rougerie, 60 F.

PHILIPPE BÉNÉTON: le Fils de l'homme. — L'auteur nous propose un bilan des politiques sociales occidentales menées de 1960 à 1980, en privilégiant deux pays: la France et les États-Unis, revêtus, selon lui, par le « démon du bien ». (Robert Laffont, 320 p., 85 F.)

JEAN BAUDRILLARD: les Stratégies fatales. — À l'heure des stratégies qui lui paraissent mises en œuvre aujourd'hui, l'auteur propose une autre logique, d'autres stratégies dans la vie quotidienne. Par l'auteur de *Simulacres et simulations*. (Grasset, 274 p., 65 F.)

ULF HANNERZ: Explorer la ville. — L'auteur entend répondre à la question: quelle sont les effets organisationnels et culturels de la diversité des rôles et de la densité des réseaux qui caractérisent le milieu urbain? Traduit de l'anglais et présenté par Jean Joseph. (Ed. de Minuit, 420 p., 160 F.)

Histoire

ARNO MAYER: *la Persistance de l'ancien régime*. — *L'Europe de 1848 à la « grande guerre »*. — Une approche révisionniste de l'histoire contemporaine: les responsables de l'ordre de l'ordre, dans le déclenchement du premier conflit mondial. (Flammarion, 345 p., 120 F.)

KARL POLANI: *la Grande Transformation. Aux origines politiques et économiques de notre temps*. — Première traduction française d'un ouvrage paru en 1944: la crise européenne des années 30-40 et la mort du libéralisme économique. Préface de Louis Dumont. (Gallimard, 420 p., 120 F.)

CHARLES TILLON: *le Labeur de la République*. — La biographie de Michel Cédant, député payan sous la République française, écrite par l'auteur de *La République vient de loin*. (Payot, 316 F., 85 F.)

en bref

« LE PRIX LOUIS GUILLAUME du poète en prose a été attribué à Jacques Reboul pour son recueil « L'apprenti sorcier », (éd. du Pont de l'Épée). Il est offert au lauréat un séjour de cinq jours à Flourens, face à l'île de Ré, de l'édifice de Louis Guillaume. (Renseignements: « Les Amis de Louis Guillaume », 31, rue des Bains-Montmartre, 75004 Paris.)

« Le SLUT (Syndicat des Libraires universitaires et techniques) organisé du 12 au 26 février 1983 une quinzaine-congrès aux « techniques techniques et techniques générales ».

À cette occasion, le syndicat a réuni avec les éditeurs concernés un catalogue d'ouvrages quatre cents titres qui sera remis gratuitement par les libraires participants à la quinzaine. (Les données de catalogue ainsi que la liste des libraires participants peuvent être adressées au Syndicat des Libraires universitaires et techniques, 35, rue Grégoire-de-Tours, 75006 Paris.)

« LA REVUE « MOT POUR MOT » organise son soirée le 22 février à 20 h 30 à « La Pensée », 81, rue Pernety, Paris 14) en hommage à Abdellatif Likhil, avec la voix de Catherine de Seynes et les chants d'Alfred des Dînch. Cette soirée s'achèvera par une rencontre avec les auteurs de la revue.

24/12/1980

lettres étrangères

à travers le monde

ITALIE

Gaumont et Feltrinelli

Gaumont aurait la maison d'édition Feltrinelli : lancée par le quotidien *Il Manifesto*, cette information a indigné Feltrinelli. « Il n'y a pas eu et il n'y a pas de négociations pour changer la composition des actionnaires de la société », a-t-elle déclaré.

Mais elle a précisé que « des premiers contacts » ont été pris.

Gourmet jusqu'à la fin

Où, on peut être gourmet jusqu'à la folie et cultiver jusqu'à la sophistication. C'est parti par le *Gola*, le mensuel de gastronomie italienne, qui tranche résolument sur un papier journal dans un grand format délicieusement « rétro », le mensuel a illustré de gravures anciennes et d'une savante naïveté. Quant aux auteurs, ils se recrutent dans l'intelligentsia la plus

avancée : ils traitent, avec une distanciation érudite et pleine d'humour, des sujets du type « Les vins italiens jugés par le *Gola* », « La complexité du discours gastronomique », « Conditions de vie chez les théoriciens matérialistes », « autres », « Philologies d'une recette ». Pour se sentir intelligent, un passant à table.

Le *Gola*, mensuel de la nourriture et de la technique de la vie matérielle. Via Caposile 2, 20137 Milan.

CUBA

Prix littéraire

pour Mme Régis Debray

Le jury du prix littéraire annuel organisé par la Maison des Amériques, qui dépend du ministère cubain de la culture, a décerné, dimanche 6 février, l'un de ses six prix 1983 à Elizabeth Burgos, épouse de Régis Debray, Elisabeth Burgos, de nationalité vénézuélienne, a couronné pour son livre *Rigoberta Menchú* la plus

excellente Carabes en langue française : récompense le Martiniquais Vincent Placoly pour *Dessalines* sa passion de l'indépendance.

Le jury a examiné plus de trois cents manuscrits de vingt-cinq pays.

Les vainqueurs recevront 1000 dollars et leur œuvre publiée à Cuba.

Une découverte : la Mort d'un apiculteur.

Le romancier Lars Gustafsson coupe en Suède, son pays natal, une place importante. La philosophie est une des passions (on lui doit notamment un essai sur *Langage et mensonge*), l'écriture en est une autre : en témoignent ses recueils de contes, de poèmes, ses romans au nombre de cinq. La France l'a longtemps boudé. Un comble quand on sait la qualité de son écriture qui, dans la Renaissance de la Mort d'un apiculteur vient, en somme, réparer une lacune.

Lars Gustafsson est un personnage entier. Il est physique, parfait Nordique, sa détermination aussi. Interrogé sur ses affinités avec quelques-uns de ses compatriotes suédois, il répond avec hésitation. Sur Per Olov Enquist, il dit : « C'est quelqu'un de très sympathique. Ses romans sont très intéressants. Mais il a trop peur de se faire aimer... » Sven Delblanc semble davantage lui plaire : « Son dernier roman, *Speranza* (1), est vraiment très bon. Delblanc est un écrivain qui a suivi une évolution parallèle à la mienne. Nous sommes tous les deux partis du fantastique pour arriver à des choses plus réalistes ».

Cette évolution, le traducteur, C.-G. Bjurström, nous la raconte dans la préface de *La Mort d'un apiculteur*. Indubitablement, la période-clé pour Gustafsson se situe à la fin des années 60 lorsque les mouvements contestataires viennent bousculer l'ordre de la société suédoise. A l'époque, dit-il, j'ai protesté contre la guerre au Vietnam, ce qui était normal. Les bombardements américains consti-

tuèrent un crime contre l'humanité. Parallèlement à cela, s'en prend à la bureaucratie et aux erreurs de gestion des politiciens suédois dans deux romans respectivement intitulés *La Laine* et *La Vie de famille*. Mais il se défend d'être un romancier politique. « Dans tous mes romans, il y a un aspect journalistique : je souhaite rendre compte de ce qui se passe, sur, mon sentiment est influencé par le fait que j'appartiens à une géné-

ration. La voilà bien, Lars Gustafsson, généreux, mais ironique. Il aime déconcerter, déranger les certitudes. Surtout, il tient à son indépendance. Pourtant, quoi qu'il en dise, il paraît avoir maintenant d'autres préoccupations, comme le montre son roman *La Mort d'un apiculteur*.

Dans ce livre, je retrouve l'histoire d'un instituteur à la retraite, Lars Lennart Westin, qui se découvre d'un cancer. C'est un person-

ne, une personne, cette terrible chose, totalement impersonnelle, qu'est la douleur.

Le héros vit seul, coupé du monde. Dans son journal, il note bien les formes que prend sa maladie, sa comptabilité personnelle, des histoires fantastiques, des impressions et des réflexions (ici, le Suédois moyen se voit accusé de n'avoir qu'une « forme de rhétorique : la plainte »). L'aspect de coussu de texte n'en accentue que davantage l'impression de malaise : Lars Lennart Westin est comé entre un passé et une « forme d'échec » et un présent entièrement dominé par la douleur, ce « révélateur » du corps.

On ne se rend pas. On recommence.

Un drame véritable, constatat qu'il fait concernant une vie qu'il n'a jamais vécue. Et l'on devine que sa mort ne sera pas même un salut pour lui ; d'ailleurs, il ne veut pas la voir, il s'obstine à vivre. Par habitude et par désespoir.

La Mort d'un apiculteur est un très beau roman. Tel un paysage immobile où résonnent les cris étouffés d'un voyageur égaré. On sait qu'il ne sera jamais le même homme, toujours, comme Gustafsson, il scande : « On ne se rend pas. On recommence ».

BERNARD GENÈS.

LA MORT D'UN APICULTEUR, de Lars Gustafsson. Traduit de suédois par C.-G. Bjurström et Lucie Albertini. Préface de C.-G. Bjurström. Presses de la Renaissance, 204 pages, 55 F.

Le Centre culturel suédois organise, le jeudi 17 février, à 19 heures, une « table ronde » sur le thème de « Roman contemporain en Suède », avec Lars Gustafsson (11, rue Pajanne, 75003 Paris).



* Dessin de M. Clève.

ration d'intellectuels suédois qui se sentent aujourd'hui frustrés. La possibilité d'arriver à construire ce que nous appelons la culture, nous on a tout donné. Alors, pessimisme ? Mot ? C'est un mot qui ne peut être pessimiste que lorsqu'on a des expériences...

poésie

Jacques Réda et « les petits sujets »

En littérature, pour faire grand, on ne veut pas de petits sujets : rencontres, cafés ou marches en pleine. Jacques Réda confirme cette évidence avec les poèmes d'*Hors les murs* et *P.L.M.*, un recueil d'écrits déjà publiés par des revues.

Dans *P.L.M.*, il y a donc les trains qui passent à la gare de La Roche-Migennes, une nouvelle marque de cigarettes ou la « marie ferroviaire » de Duke Ellington. Avec ces vers, Réda parle gravement de tout : de l'homme et de la poésie humaine, par exemple.

Après *Les Ruines de Paris*, hors les murs confirme ses dons de flâneur. Il déniche les zones et les lieux oubliés, ces épaules urbaines déposées à la périphérie de la capitale.

« Un art que rien ne décourage »

Après *Amen* et *Récitatif*, deux poèmes se succèdent une disposition lyrique plutôt « rikikenne », c'est avec la *Tourne* qu'est d'abord apparue chez Jacques Réda cette gracieuse poésie de la déambulation qui donne une ampleur aux poèmes prosaïques, familiers qu'elle enrichit avec précision. Puis, à Paris, Jacques Réda a fait le projet de photographier les lieux abandonnés de la capitale. Le photographe amateur s'est lassé, mais a écrit les magnifiques poèmes de *Hors les murs* de Paris, des poèmes de la ville et de la poésie rythmée.

« Le poème est un art que rien ne décourage ». Dans les murs renoue avec l'insatiable prosodie : que cet écrivain manie le subterfuge. On y trouve, entre autres, des alexandrins, et même une sextine, exercice de virtuosité inventé par le troubadour Ariens Daniel. « Il me semble après coup, explique Jacques Réda, que, j'ai fait des vers réguliers pour parler de la banlieue, qui est une région d'apparence chaotique et irrégulière, c'est moins par contraste que par adéquation, parce que la banlieue, c'est tout le lieu de la poésie, la parole. Parfois, il y a un effort pour trouver quelque chose. Par exemple, voyez ces petits villages avec des toiles mécaniques d'un rouge sang de bœuf séché, ce sont les villages sans église de Paris Apollinaire, ils sont merveilleux ».

Ainsi, ce qui peut paraître du « rien » renvoie à une démarche que Réda admire dans les poèmes de Borges. Son goût pour les recherches formelles lui fait apprécier les « formes complètes » linéaires : comme *Contre-rimes*, dit-il, une demi-douzaine de poèmes qui sont l'extrême pointe de la poésie française. Sous une apparence de désinvolture, il légèreté,

Qui hante encore le rond-point Gagarine, à Malesherbes, ou les boulevards dominants Armand ?

Familier et savant, il a l'œil précis d'un Brassaï et des musiques de vers dans l'oreille. Quand il suit la ligne du bus 323, depuis Ivry jusqu'à Vanves, c'est par un chemin de halos, de ruelles et de semences de roses. Grâce à lui, en effet, les urbanistes qui vont nous arranger tout ça, on se promène une dernière fois entre Javel, Bercy, Plessence et la Butte-aux-Cailles.

R. S.
P.L.M. et autres textes, de Jacques Réda. 79 p. Ed. Le Temps qu'il fait (1), rue Lendreville, 16100 Cognac.
Hors les murs, de Jacques Réda. Coll. « Le Chemin », Gallimard, 111 p., 42 F.

chaque sonorité a été pensée, avec une sensibilité fantastique.

Une des formes favorites de Réda - sa « petite invention » - lui est le vers de quatorze syllabes « méché ». « Méché » car, suivant le parler usuel au nord de la Loire, on y élimine la plupart des « e » muets. « J'ai procédé à des éliminations qui me sont naturelles. C'est une tentative pour que la poésie puisse être lue comme on parle. » C'est parce qu'un « savoir-faire » ici s'inscrit dans le langage commun que cette poésie donne un sentiment profond d'évidence. Réda a su garder « les mots de tout le monde », renouer par les images, par le rythme. En Lorraine, en 1929, issu de grands-parents les uns venus d'Italie, les autres de Bourgogne, il a toujours porté une grande attention aux parlers, aux accents.

L'humour n'est-il sa place dans la poésie ? L'humour plutôt. Et bien avec ses humeurs que Réda traverse ses poèmes, faisant l'ampleur d'un cirage dont il n'a pas besoin, buvant un crème au comptoir d'un café-bar, achetant le dernier café au rhum d'une boulangère d'Ivry. On trouve aussi les bribes d'un autoportrait dans les proses de *P.L.M.* : le narrateur évoque, notamment, la passion qu'il voue à la seule musique vraiment faite pour son cœur, pour ses nerfs : le jazz. Dans *Improvisé*, où sont racontés les très belles chroniques, Réda écrit que « le swing transforme en jubilation l'épreuve de notre passage et réconcilie avec l'espace de notre transit ». Réconcilié, le poète de *Hors les murs*, marcheur métaphysique sous « l'hémi-soleil », se voit devenir nuages, ravin, ville, gare, lorsqu'il traverse ferraille et légèreté d'une sorte d'éthérée, bonheur inquiet de sa trajectoire.

MONIQUE PETILLON.

Ken Russell s'attaque aux Soldats

C'est en Allemagne que furent créés en 1965 « Les Soldats » de Bernd Alois Zimmermann. Cet opéra instantané, unique son genre, se déroule sur plusieurs scènes à la fois et mêle le cinéma à la représentation dramatique. La production allemande a été reprise à Bruxelles en février. Au même moment, Ken Russell, en réalise une nouvelle mise en scène à Lyon. Le Monde de la Musique enquête.

A travers le portrait de trois grands virtuoses, Radu Lupu, Martha Argerich et Claudio Arrau, Le Monde de la Musique s'interroge sur la solitude des pianistes. « Tous les divan du psychanalyste » répond Claudio Arrau.

Enfin, à l'occasion de la réédition discographique de « Doktor Faust », Le Monde de la Musique réalise un mini-dossier sur Ferruccio Busoni. Alfred Brendel parle



du Paganini du piano; Etienne Bariller évoque le compositeur d'opéra excentrique. En guise de preuve, un inédit de Busoni lui-même sur l'opéra de l'avenir.

Egalement au sommaire de février : un témoignage du poète Marcel Moreau : « l'écriture d'un compositeur raté » ; les commentaires de Patrick Ullmann sur les photos de chanteurs de variété qu'il a réunies pour l'exposition « Têtes d'affiche », l'annonce d'un concert de Limoges, 40 enceintes Hi-Fi au banc d'essai l'actualité des disques : 110 enregistre-

ments écoutés, commentés et étoilés.

Tout ce qui est important dans le monde de la musique est dans Le Monde de la Musique.

Le Monde de la Musique de février 15 F chez votre marchand de journaux

Le Monde de la MUSIQUE
Télérama

TÉLEX PARTAGE
ETUVAE SERVICE TÉLEX - PARIS ☎ 345.21.62

COMMUNICATION

CORRESPONDANCE

« Pour que vivent les journaux »

Une lettre du président de la Fédération nationale de la presse française

Nous avons reçu la lettre suivante de M. Maurice Bujon, président de la Fédération nationale de la presse française (F.N.P.F.), qui répond à un « point de vue », intitulé « Pour que vivent les journaux », paru dans le Monde du 28 janvier et signé « Sylvestre ».

L'auteur, qui est pour le moment qu'un prénom, ne manquera pas rapidement de faire un nom. Il a cru bon d'extraire une phrase en vue d'éclaircir son argumentation, d'une longue lettre que j'avais adressée à M. Georges Fillioud, ministre de la communication. Ce procédé, qui consiste à extraire une citation de son contexte, est très connu. Il risque d'induire en erreur le lecteur.

« Sylvestre », reprenant en cela des idées qui avaient déjà été exprimées par M. Jacques Sauvageot, quand il était co-gérant du Monde, considère que pour que « les journaux vivent », il est absolument nécessaire de procéder à de nouvelles discriminations à partir de critères qu'il peut-être facile d'énoncer, mais dont l'application se révélerait

être inévitablement partisane et subjective, donc frappée d'iniquité.

« Mais que je serai président de la F.N.P.F., je l'interdis pour permettre à la presse écrite de survivre, pour améliorer - autant que faire se peut - le régime de franchise dont elle bénéficie, et non pour suggérer des solutions qui n'auraient pour effet que de frapper d'une mort certaine beaucoup de publications sans conforter la situation de celles qui survivent grâce à elle ».

Ce dernier frappe d'anathème la presse, sous prétexte qu'elle participe à la récréation, au divertissement sous toutes ses formes (sport, spectacle, autres) à l'approfondissement des connaissances scientifiques, techniques et professionnelles de France.

Plus que jamais, la presse écrite - dans sa diversité - doit être protégée, non seulement contre les initiatives du genre de celles préconisées par « Sylvestre », mais aussi contre la concurrence de plus en plus épre

qui lui est faite par tous les moyens audiovisuels et télématiques.

L'introduction de la publicité sur FR 3 - inévitablement entraînant une baisse des revenus publicitaires allant à la presse. L'incompréhension que représente le développement de la télématique, l'insaturation chaotique des radios locales privées, constituent un danger réel qui justifierait une mobilisation énergique en vue d'établir un système de défense de l'avenir de la presse écrite. Jusqu'au terme de ma mission, je m'emploierai à solliciter le maximum de solidarité de la part de tous ceux qui sont attachés au devenir de la presse écrite.

Je suis d'ailleurs persuadé que dans ce sillage, le gouvernement est plus particulièrement M. Georges Fillioud, qui a su aborder le problème de beaucoup de largeur de vue, et beaucoup moins intransigeant que ne l'est le distingué M. « Sylvestre ». En effet, les pouvoirs publics ne sont-ils pas, à travers le SNEP (dont le président directeur-général est M. Jacques Sauvageot) d'un nombre important de décisions dont le dessein est de divertir ?

Lu

« Produire français, le grand défi », de Pierre Juquin

Le nouveau siècle des lumières selon le P.C.F.

Les magnétoscopes arrêtés à Poitiers l'ont montré : la France est absente trop nombreux « créneaux » industriels. Le bilan dressé par M. Pierre Juquin, membre du bureau politique du P.C.F. en même temps accablant, des téléviseurs à la maroquinerie scolaire, des puces électroniques aux vis, boulons ou rails achetés par S.N.C.F., des stimulateurs cardiaques à la gaze hydrophile pour les pensements. Or, la nécessité d'acheter étranger n'est pas inéluctable : la société Imocom, P.M.E. de Noailles (10), l'Oise, qui fabrique des seringues jetables, n'a-t-elle pas en quelques mois repris le marché français ?

Pédagogue convaincant des défis présents et à venir - dans l'informatique - comment M. Juquin n'entraînerait-il pas l'adhésion son « nouveau » de la dépendance nationale ?

Les causes de désindustrialisation sont en revanche plus sommairement décrites même si elles ne sont pas forcément inexactes : trop déformer la

pensée de l'auteur on peut résumer par un « capital faiblé », une « bourgeoisie de petit calibre », des « cancres » de la « base de l'industrie ». Enfin, un M. Giscard d'Estaing qui a depuis sept ans en matière d'industrie du « pétainisme ».

Le « nouveau siècle des lumières » promis par M. Juquin est celui d'un « siècle ouvrier » qui produiront « plus » de textile, « plus » d'acier (la consommation française dans ces secteurs n'est-elle pas inférieure à celle des grands pays industriels ?) et seront mieux payés. Un siècle où l'industrie sera la priorité : « Nous croyons pas à l'austérité mais à la relance de la production par la consommation - continue de clamer M. Juquin comme les difficultés économiques actuelles - résultent pas de la relance de la consommation passée, comme à tout le monde possible, il en priorité l'industrie et accroître le pouvoir d'achat. Quant à l'objectif final - pas

du P.C.F. au pouvoir il n'est pas non plus masqué : à la fin de la crise « si nous nous en sortons » le chemin parcouru (...) nous verrons que les lois du capitalisme ne dominent plus notre pays ».

Débarrassé de l'austérité trop fréquente du discours communiste, le livre illustre chaque fois les défenses par les économistes du P.C.F. Pourquoi faut-il alors que l'auteur travestisse les faits lorsque ceux-ci lui déplaisent ? En veut-on un exemple parmi d'autres ? Investir l'étranger, pour le P.C.F., c'est a priori une « grosse bénéfice qu'il (...) engouffre dans le sac de l'entreprise Texagulf » - affirme-t-il que la décision a été prise « avant 1981 ». Cette opération a été effectuée le 10 juin 1981 à l'aval de l'Elysée. Ce n'est là, il est vrai, qu'un détail, mais la manière de dire jette un doute sur les épisodes moins connus.

BRUNO DETHOMAS.
Editions 178 p. 17 F.

« DE L'EMPLOI DES PÉTITIONS DANS LES COLONNES DU MONDE »

Après l'article d'Annick Cojean intitulé « De l'emploi des pétitions dans les colonnes du Monde » paru dans le Monde du 5 février, qui faisait état des réactions de plusieurs responsables de la rédaction du TPI à l'« appel », publié la veille dans nos colonnes, à trente-neuf signatures en faveur de M. Luc Perrot, chef de la rubrique LITTÉRATURE et la prise de chaîne, cette fois d'abord, contre les affirmations de MM. Bérini et Guérin (1) : je n'ai en rien à intervenir dans une réforme du traitement de l'actualité culturelle et littéraire. Aucune proposition concrète n'est faite, la rubrique que j'ai, en théorie, toujours la charge, ne m'a été retirée à ce jour par le directeur délégué à l'information. Ma rubrique a bien en fait été retirée de l'antenne un jour au lendemain, sans décision unilatérale de Jean-Pierre Guérin. Qu'on le veuille ou non, cette décision est liée à un cas flagrant d'abus de la liberté d'expression, et c'est bien ce que Bernard-Henri Lévy ne peut bien évidemment considérer que comme « décidément désagréable ». Je suis donc bien mise au placard (...)

Je lis aussi avec indignation dans le Monde que je serais l'instigatrice de la « pétition » qu'une quarantaine d'intellectuels ont signé en ma faveur. Il est pourtant explicitement dit dans le texte que vous avez accepté de publier que cette pétition a été rédigée à leur initiative. La qualité des signataires, leur vie, leur œuvre, ne sauraient autoriser quiconque à insinuer qu'ils n'assument pas pleinement leur prise de position.

D'autre part, M. Catherine Clément et M. Marc Haller nous écrivent, au nom des signataires de cette pétition :

C'est bien évidemment de leur plein gré et en toute connaissance de cause qu'ils ont donné leur accord à ce texte. Ils ne peuvent donc que s'élever contre toute insinuation de nature à porter le discrédit sur le sérieux de leur pétition.

Enfin, M. Vladimir Jankélévitch nous écrit notamment :

Je confirme aujourd'hui, en pleine connaissance de cause, que j'ai voulu effectivement intervenir pour M. Perrot, dès l'instant que sa cause se confondait avec la cause de la liberté d'expression.

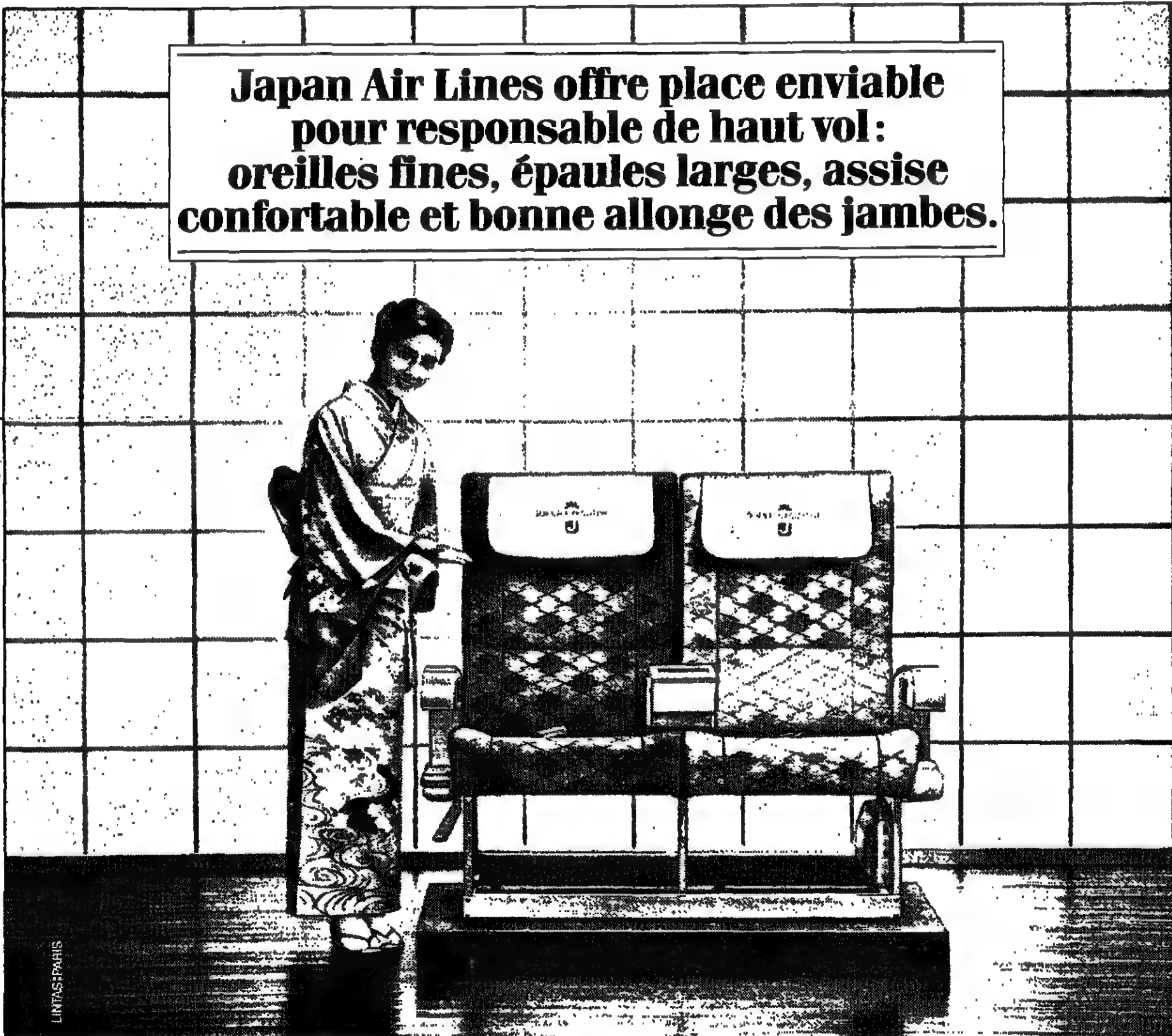
Beaucoup d'effort ont été faits pour ce. D'abord, il n'a jamais été écrit que M. Luc Perrot aurait été « l'instigatrice de la pétition ». Dans l'article intitulé, à la fin duquel était « objet principal et origine de la pétition », ce qui n'est pas pareil et ce qui est vrai.

Ensuite, il est confirmé que plusieurs signataires de l'appel ont découvert dans le Monde la version définitive de ce texte. C'est - tout professionnel de la pétition le sait bien - une pétition courante à Paris, où ce sont presque toujours les mêmes personnes qui sont sollicitées. Un coup de téléphone, un rapide exposé du problème, une dramatisation de bon ton, et, pour peu qu'on soit de leurs amis, on obtient assez facilement leur aval. La meilleure preuve, dans le cas qui nous intéresse : Simone et Jean Lacouture, qui signaient parmi les soussignés, ont retiré leur paraphe, après s'être personnellement renseignés sur la cause à défendre.

On en arrive ainsi au fond de l'affaire. La direction d'une rédaction a le droit de changer une formule qui ne lui donne pas satisfaction. MM. Jean-Pierre Guérin et Marc Bérini affirment vouloir « impulser une nouvelle couverture de l'actualité culturelle et littéraire ». Il semble difficile d'y voir, comme les signataires de la pétition, une « insupportable atteinte à la liberté d'expression » J.M.C.

(1) N.D.L.R. - Respectivement : M. Bérini, directeur culturel et M. Guérin, directeur de l'information de T.F. 1.

Japan Air Lines offre place enviable pour responsable de haut vol : oreilles fines, épaules larges, assise confortable et bonne allonge des jambes.



A partir d'avril, JAL vous offre la possibilité de voyager d'une façon encore plus confortable en créant une nouvelle classe : la classe J, proposée à tous ceux qui sont bien assis dans leur vie professionnelle et qui veulent aussi une meilleure place pour leur voyage d'affaires.

Dans cette classe séparée, JAL propose des rangées de huit fauteuils seulement, avec plus d'espace et de confort, des accoudoirs doubles, des repose-pieds, de nouveaux écouteurs électroniques et plus de place pour les bagages à main.

JAPAN AIR LINES

Plus de calme aussi, car la classe J contiendra moins de passagers grâce à la suppression de 20 % de sièges.

JAL est ainsi la seule compagnie à vous offrir autant de possibilités de Paris Tokyo ; ses lits et ses fauteuils inclinables en 1^{re} classe, la classe J, la classe affaires et la classe touriste, et bien sûr un service attentionné qui nous vaut dans le monde entier la réputation de ne rien laisser au hasard.



Les petites attentions font les grands vols.

Le Monde

équipement

CONSTRUCTION NAVALE

SIX MILLE EMPLOIS SUPPRIMÉS

Le gouvernement néerlandais réorganise les chantiers navals

De notre correspondant

Amsterdam. — Plus de six mille emplois disparaîtront dans la navale, aux Pays-Bas, selon un programme gouvernemental de réorganisation du conglomérat Rijn-Schelde-Verolme (R.S.V.). Le premier ministre, M. Ruud Lubbers, a affirmé, au week-end dernier, que l'assainissement de l'entreprise, inscrite à Rotterdam, est une nécessité absolue. Le R.S.V., qui compte actuellement dix-sept mille employés, est encore viables de R.S.V., tout ce qui est la construction navale aux Pays-Bas.

C'était pourtant l'Etat néerlandais qui, au milieu des années 70, initia plusieurs entreprises de fusion pour constituer le conglomérat R.S.V., au moment où les chantiers navals Cornélis-Verolme étaient sur le point de faire faillite, l'effet d'une régression de la demande mondiale. La fusion était une condition imposée pour l'attribution de subventions. En dépit de multiples réorganisations, l'attribu-

tion renouvelée de subventions gouvernementales, R.S.V., n'a pas pu devenir une entreprise saine. Le gouvernement de La Haye vient de décider de la politique du passé, soulignant que 2 milliards de florins de deniers publics avaient, jusqu'ici, été versés dans R.S.V., ce qui, au fil des ans, n'avait empêché des pertes énormes et des vagues de licenciement. La Haye vient de décider que, à l'avenir, seuls les chantiers de l'entreprise susceptibles d'être viables seront aidés, tout en soulignant que le nombre de chantiers devra quand même être réduit. Les autres entreprises (construction de réparation navales, construction mécanique) sont vouées à disparaître.

Ainsi, les chantiers R.S.V., travaillant uniquement pour la marine royale néerlandaise, ont ouvert, au prix de subventions gouvernementales supplémentaires de l'ordre d'un demi-milliard de florins. C'est ce qu'a annoncé le ministre des affaires économiques.

M. Lubbers, le premier ministre, la semaine dernière, critiquait le management de la direction de R.S.V., dont certaines erreurs ont fait couler beaucoup d'encre aux Pays-Bas. Par exemple, la construction d'un paquebot en Algérie a représenté des pertes de l'ordre de 250 millions de florins à la suite de défauts de construction. Quant à la machine à vapeur de l'entassement du charbon à fleur de terre, annoncée par R.S.V. comme une révolutionnaire, elle ne peut pas s'acquiescer, et les investissements de 250 millions de florins qu'elle a nécessités ne pourront probablement jamais être tirés. Un député du parti libéral conservateur pariait, à cet égard, d'un « argent des contribuables perdu au jeu ».

RENÉ TER STEEGE.

AÉRONAUTIQUE

L'administrateur-gérant d'Airbus-Industrie conteste le jugement du général Mitterrand sur la mévente de l'avion européen

M. Bernard Lathière, administrateur-gérant du consortium Airbus-Industrie, a contesté, mercredi 9 février, à Paris, le jugement du général Mitterrand sur la mévente de l'avion européen Airbus, par le général Jacques Mitterrand, président-directeur général de la société industrielle aérospatiale (SNIAS), dans un document, daté du 14 janvier dernier (le Monde du 28 janvier) à diverses reprises gouvernementales.

Alors que le général Mitterrand avait écrit : « Après des succès remarquables depuis 1978, les ventes d'Airbus ont subi un effondrement en 1982 », M. Lathière a écrit qu'il s'agit d'un « effondrement » des ventes l'an dernier, 1982, M. Lathière, il y a un dix-sept commandes nouvelles (au lieu de quarante-six en 1981) et des annulations, soit une baisse de six appareils supplémentaires. Cette lettre au gouvernement, le général Mitterrand a évalué à neuf commandes annulées et onze le nombre des annulations, soit un déficit de deux Airbus. Ce constat, avait écrit le président

la SNIAS, que le chiffre de commandes fermes à la fin de 1982 est inférieur de deux unités à celui existant à la fin de 1981. C'est la première fois depuis le début du programme qu'une telle situation se produit. Le général Mitterrand avait estimé que « le bilan de l'année est, en fait, négatif ».

Estimant qu'il s'agissait d'une « erreur » qui nous a porté à qui un cadeau de 1 million de dollars à nos partenaires », M. Lathière s'est, en revanche, déclaré en accord avec le général Mitterrand lorsque le président de la SNIAS a déclaré, en harmonisation des systèmes de prêts bancaires européens à l'exportation. L'administrateur-gérant d'Airbus-Industrie a souhaité la mise sur pied d'un organisme similaire à l'Eximbank, aux Etats-Unis, pour les opérations de prêt.

M. Lathière a, d'autre part, indiqué que les premières livraisons de l'Airbus A-320 ont cinquante places, s'il est construit pour un investissement de 2 milliards de dollars, ne pourront intervenir qu'en 1988, au lieu de 1986 comme il était initialement prévu.

TOURISME

M. Soisson demande la création d'un ministère

L'association Défense et avenir du tourisme français, que préside M. Jean-Pierre Soisson (P.R.), ancien ministre, vient d'adresser à M. Pierre Mauroy vingt propositions pour le développement du tourisme en France.

Il suggère notamment de « redonner la responsabilité du tourisme à un ministre plein, siégeant au conseil des ministres » et de « développer les moyens financiers des communes touristiques ». Pour rendre leur dynamisme aux entreprises du tourisme, il propose de « revenir

à la liberté totale des prix à partir du 1^{er} janvier 1984, d'accorder immédiatement cette liberté à l'industrie touristique », et « exonérer de la T.V.A. les dépenses des étrangers en France ».

Pour développer l'effort de promotion à l'étranger en France, l'ancien ministre propose notamment de « redonner à l'organisme d'information des Français les moyens de son développement et son action : lui rendre son appellation de France information limitée ».

TRANSPORTS

Pour le soixantième anniversaire d'Aéroflot

L'UNION SOVIÉTIQUE DEMANDE LE RÉTABLISSEMENT DES LIAISONS AÉRIENNES AVEC LES ETATS-UNIS

Les autorités aéronautiques soviétiques ont demandé à l'administration américaine le rétablissement des liaisons aériennes entre les deux pays, a déclaré, mardi 8 février, Moscou, M. Vladimir D. Samoroukov, directeur du ministère de l'aviation civile, au cours d'une conférence de presse réunie à l'occasion du soixantième anniversaire de la compagnie Aéroflot.

Les liaisons de trafic d'Aéroflot vers les Etats-Unis ont été suspendues par le président Reagan, en décembre 1981, après l'instauration de l'état de guerre en Pologne. Mais, déjà, le président Carter avait retiré à Aéroflot son autorisation de servir la capitale américaine après l'invasion de l'Afghanistan. Enfin, la compagnie américaine ne pouvait plus l'Union soviétique depuis la décision de Pan Am, en 1978, d'interrompre ses vols New York-Moscou pour des raisons d'économie.

STRASBOURG: UNE NOUVELLE AÉROGARE ET UN RÔLE EUROPÉEN RENFORCÉ

M. André Chanderogor, ministre délégué chargé des affaires européennes, a inauguré, mardi 8 février, la nouvelle aérogare de l'aéroport de Strasbourg-Entzheim. Il en a estimé le coût à 47 millions de francs, étendant les surfaces de 3 000 à 10 000 mètres carrés, ce qui donne à celles-ci une capacité d'accueil d'un million de passagers par an.

Le ministre a, à cette occasion, insisté sur la volonté gouvernementale de développer la métropole alsacienne qui avait d'ailleurs été réaffirmée quatre jours plus tôt par la signature, à Paris, d'un nouveau contrat triennal entre l'Etat, la région et la ville destinée à soutenir la « desserte aérienne internationale » de Strasbourg. Au terme de ce contrat, qui renouvellerait celui du 12 février 1980, le ministère des relations extérieures prendra à sa charge le déficit des liaisons internationales desservant Strasbourg à hauteur de 66 %, et même de 100 % pour les vols spéciaux occasionnés par les sessions du Parlement européen.

« Le gouvernement ira plus loin pour améliorer l'ensemble des infrastructures de Strasbourg », a dit M. Chanderogor. Des conventions sur les télécommunications, les routes et l'urbanisme, visant le développement du rôle européen de la ville devraient être signées en mars prochain. — (Corresp.)

● Aéroport de Paris: près de 30 millions de passagers en 1982. — Le trafic total des trois aéroports commerciaux (Roissy, Orly et Le Bourget) gérés par l'établissement public Aéroport de Paris s'est élevé, en 1982, à 29,6 millions de passagers, soit 3,8 de plus qu'en 1981. Le trafic de fret (160 000 tonnes) a marqué un certain tassement (- 0,9 %). Le nombre des mouvements d'avions commerciaux (284 000) a diminué en une année de 0,6 %.

20000 LIEUES SUR LA TERRE.

Promesse d'un grand voyage tout de puissance et d'élégance. Promesse d'une Direction assistée, d'un confort, d'un silence, d'un espace intérieur, d'un coffre à 5 portes, 5 places, 4 vitesses, moteur 4 cylindres de 1200 cm³.

RENAULT 20 TX

TRANSPORTS

UN ENTRETIEN AVEC LE PRÉSIDENT DU DIRECTOIRE DE LA LUFTHANSA Les grandes recettes d'une compagnie aérienne qui gagne de l'argent

Cologne. — Mais oui, il y a encore des compagnies aériennes qui gagnent de l'argent... Même si, d'année en année, leur nombre se restreint : Lufthansa est de celles-là. M. Heinz Rahn, l'ancien secrétaire d'Etat aux transports du gouvernement Schmidt, président du directoire de la compagnie depuis juillet dernier, nous a expliqué, au cours d'un entretien, que 1982 a été une meilleure année que 1981. Au bord du Rhin, à Cologne, derrière les vitres fa-

mées du building sombre qui abrite l'état-major de la société, les comptables mettent la dernière main au bilan : en plus d'un résultat final positif, la compagnie allemande enregistre un renforcement de ses actifs, une réduction de son endettement (d'oc de ses frais financiers) — en dépit de 600 millions de deutschemark d'investissements dans l'année, — et elle conserve une marge d'auto-financement très élevée (1).

De notre envoyé spécial

— Mais en deux avions différents : le A-310 transporte deux fois plus de passagers, et le A-300, deux cent cinquante. La différence est-elle d'un ordre de grandeur ?

— Non. Pendant la dernière année, le trafic a augmenté de 6,5 % par an, et les avions atteignent la saturation : l'intérêt des avions est évident. Depuis 1979, le trafic a augmenté de 10 % par an, et le nombre des avions diminue sur les aéroports.

D'où l'intérêt de remplacer le A-300 par le A-310. Entre la mise en service d'un avion moderne et le maintien d'un avion qui n'est plus, il y a une différence. C'est une situation qui se présente de la même manière pour tout le monde.

— Lufthansa a toujours été un peu en retard sur le projet européen Airbus A-320, moyen-courrier pour 220 passagers. Pourquoi ?

— Pour un seul et unique motif : nous ne sommes pas intéressés à remplacer nos avions actuels. Le projet de l'A-320 actuellement proposé par Airbus Industrie vous intéresse-t-il, ou êtes-vous satisfaits de ce que vous avez ?

— D'abord, d'après nos informations, il n'est pas sûr que le A-320 sera construit. Je n'ai pas de connaissances précises sur de nouveaux avions susceptibles d'équiper nos avions. Donc, pour l'instant, la compagnie ne se préoccupe pas de l'achat de nouveaux avions.

— Vous êtes en effet, depuis longtemps, le seul à ne pas envisager d'un quadricopteur long-courrier susceptible de remplacer vos Boeing 707 et vos MD-11. Pourquoi ?

— C'est une question de type, le TA-11, de deux cents places, mais elle est préférée, dans l'ordre des priorités, le moyen-courrier A-320. Aujourd'hui, l'Amérique a le McDonnell-Douglas DC-10, son tour au projet, le MD-100, qui répond assez bien à votre question. Du reste, vous avez l'impression de la préférence au projet européen...

Il n'est pas sûr que l'Airbus A-320 sera construit

— En fait, il y a une augmentation de votre trafic inférieure, elle aussi, de moitié à celle de votre offre.

— Effectivement, au début de 1982, nous sommes en demande de avions, mais nous n'avons pas de conséquence. Mais la demande est demeurée stable (3).

— Plus, un responsable de compagnie aérienne est toujours confronté à un dilemme : est-ce qu'on a un avion, ou est-ce qu'on le laisse au sol ou de le faire voler ? Nous préférons la deuxième solution.

— Pensez-vous que la conjoncture va évoluer ?

— Je pense que 1983 sera encore une année de stagnation.

— Comment, dans ces conditions, pensez-vous que les gains de productivité qui sont permis par le maintien de votre équilibre ?

— Par exemple, par la mise en service de l'Airbus A-310, dont nous allons recevoir nos six premiers exemplaires au cours de l'année. Il est piloté par deux hommes — contre trois pour le A-300 — ce qui nous permet de faire 600 000 à 800 000 DM par avion et par an. En plus, il est plus économique que de le laisser au sol ou de le faire voler ? Nous préférons la deuxième solution.

— Nous n'augmenterons pas, pour autant, les capacités offertes puisque, au fur et à mesure de l'arrivée de l'Airbus A-310, nous avons commandé vingt-cinq et nous avons pris des options sur vingt-cinq avions — nous mettons hors service la « vieille » flotte de A-300 et un certain nombre de Boeing-727.

— Notre action portera également sur le réseau. Nous allons, par exemple, ouvrir une ligne tri-journalière vers Calgary et Vancouver, au Canada, en vol direct.

— Votre politique de flotte est réputée pour sa cohérence. Or, en 1976, vous avez acheté des Airbus A-300, et, aujourd'hui, vous venez de le dire, vous cherchez à vous en débarrasser.

— Si nous arrivons à les vendre, notre souhait est en effet de les retirer de l'opérationnel.

— Pour quelles raisons ?

— Quand nous avons acheté le A-300, il était seul dans sa catégorie. Aujourd'hui, un autre avion, le A-310, prend le relais, et il est plus moderne et plus économique que le A-300.

AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

Douze mille emplois ont été créés grâce à des investissements étrangers en 1982

Les investissements étrangers en France recensés par la délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale (DATAR) n'ont pas diminué en 1982 comme on avait pu le craindre : 12 086 emplois de production ont été créés ou annoncés l'année dernière au lieu de 11 877 en 1981.

Les investissements venus des Etats-Unis sont toujours les plus nombreux et représentent 40 % des emplois recensés. Le Japon arrive pour la première fois en seconde position, avec plus de 1 100 emplois créés. Ces emplois sont réalisés, pour les deux tiers, dans des zones où ils bénéficient d'aides au développement régional (prime régionale à l'emploi et prime d'aménagement du territoire).

Les primes sont attribuées, en totalité pour la première, en grande partie pour la seconde, par les régions. L'Etat conserve la décision d'octroi de la prime d'aménagement du territoire pour trois types d'opérations : aide aux zones touchées par des restructurations industrielles massives, aide aux structures tertiaires ou de la recherche et d'accompagnement pour l'implantation d'investissements importants et relevant de grandes firmes.

Pour statuer sur ces trois types de dossiers, un comité interministériel pour la localisation des activités a été créé, en juillet 1982. Réuni trois fois, il a prononcé 11 décisions sur dix affaires représentant la création de 16 500 emplois. — O. S.

Les entreprises américaines n'ont pas peur du « rouge »

New-York. — L'arrivée des socialistes au pouvoir n'a-t-elle freiné les investissements américains en France ? Très peu, répond-on à la DATAR de New-York qui travaille, depuis 1969, à convaincre les grands patrons des Etats-Unis que la France est un terrain d'élection pour leurs industries.

La Délégation à l'aménagement du territoire a trois antennes aux Etats-Unis : New-York, Chicago, ouverte en 1972, et Los Angeles. Ces agences travaillent à effectuer des réductions : un directeur, une secrétaire, des « agents prospecteurs », qui sont des coopérants engagés sur place pour leurs missions.

« La rumeur est que vous n'avez pas un président « prudent » et que vous n'avez pas de tendance à prouver qu'elle est fondée... »

— J'ai toujours dit cela... Notre politique d'entreprise est à quatre principes : risque limité, expansion prudente, modernisation technique nécessaire et maintien financier.

— Je comprends que c'est une politique raisonnable. Notre planning 1983 prévoit le même nombre de passagers qu'en 1982, un peu plus, mais je ne choisis, manquant un jour de place dans nos avions que les lignes volent en surcapacité permanente. L'heure n'est plus à l'expansion du trafic de passagers, mais à l'achat de nouveaux avions, mais à une meilleure utilisation de nos capacités. A Lufthansa, une augmentation de 1 % du remplissage des avions représente 100 millions de deutschemark de bénéfice annuel en plus. Mais ne sommes pas missionnaires : nous butons de faire des bénéfices...

— Rude tâche que l'entretien du 10 mai 1981, mais pas aussi suicidaire qu'on aurait pu le craindre... Les « clients » de la DATAR sont, en effet, de grandes entreprises qui connaissent bien les marchés étrangers et leurs aléas et qui ont des informations de première main fournies par leurs « conseils », les banques américaines installées sur place. En mai 1981, les inquiétudes des investisseurs américains portaient sur les noms : nationalisations, présence de ministres dans les conseils d'administration, réduction de la durée du travail. Ils ont été, depuis lors, rassurés. L'arrêt de la vague de nationalisations et les informations qui ont été consenties aux actionnaires les ont convaincus que leurs firmes ne courraient pas de genre de risque. Les ministres communistes ont paru être un gage de relative paix sociale et la réduction de la durée du travail n'a

De notre correspondante

— eu d'effet économique important. La continuité cependant à craindre la participation éventuelle de salariés dans la gestion de l'entreprise se renforce dans la taxation des profits et la représentation.

Pourtant, en 1982, les industriels américains ont fait quarante-quatre opérations industrielles en France (les Canadiens trois) et ont fourni 5 000 à 12 000 emplois par les entreprises étrangères. Au total, 12 086 emplois ont été créés ou annoncés en 1982.

Les raisons pour lesquelles les Américains investissent en France sont multiples : situation géographique favorable, au sein des moyens de communication de la Communauté européenne, avec une main-d'œuvre sur les marchés africains : marché local important, 50 millions d'habitants à son niveau de vie élevé, main-d'œuvre de qualité (réputée « presque aussi bonne » que la main-d'œuvre allemande), et plutôt moins revendicative que dans plusieurs pays voisins.

— Il ne faut pas sous-estimer le rôle de la femme du directeur quand elle prend la décision d'investir en Europe », nous disait l'un des responsables de la DATAR de New-York.

— La concurrence du Royaume-Uni

L'électronique est le secteur le plus tenté par l'implantation en France, notamment les composants, les petits ordinateurs, la bureautique (tous les fabricants y pensent). Suivent l'agro-alimentaire, l'équipement médical et le matériel pharmaceutique.

— Mais la France n'est pas le seul pays européen à faire la concurrence aux investisseurs américains : son plus gros concurrent est la République d'Irlande, qui offre une plus grande facilité financière, notamment fiscale, aux entreprises étrangères.

— Mais la France n'est pas le seul pays européen à faire la concurrence aux investisseurs américains : son plus gros concurrent est la République d'Irlande, qui offre une plus grande facilité financière, notamment fiscale, aux entreprises étrangères.

— Mais la France n'est pas le seul pays européen à faire la concurrence aux investisseurs américains : son plus gros concurrent est la République d'Irlande, qui offre une plus grande facilité financière, notamment fiscale, aux entreprises étrangères.

— Mais la France n'est pas le seul pays européen à faire la concurrence aux investisseurs américains : son plus gros concurrent est la République d'Irlande, qui offre une plus grande facilité financière, notamment fiscale, aux entreprises étrangères.

— Mais la France n'est pas le seul pays européen à faire la concurrence aux investisseurs américains : son plus gros concurrent est la République d'Irlande, qui offre une plus grande facilité financière, notamment fiscale, aux entreprises étrangères.

— Mais la France n'est pas le seul pays européen à faire la concurrence aux investisseurs américains : son plus gros concurrent est la République d'Irlande, qui offre une plus grande facilité financière, notamment fiscale, aux entreprises étrangères.

— Mais la France n'est pas le seul pays européen à faire la concurrence aux investisseurs américains : son plus gros concurrent est la République d'Irlande, qui offre une plus grande facilité financière, notamment fiscale, aux entreprises étrangères.

— Mais la France n'est pas le seul pays européen à faire la concurrence aux investisseurs américains : son plus gros concurrent est la République d'Irlande, qui offre une plus grande facilité financière, notamment fiscale, aux entreprises étrangères.

— Mais la France n'est pas le seul pays européen à faire la concurrence aux investisseurs américains : son plus gros concurrent est la République d'Irlande, qui offre une plus grande facilité financière, notamment fiscale, aux entreprises étrangères.

— Mais la France n'est pas le seul pays européen à faire la concurrence aux investisseurs américains : son plus gros concurrent est la République d'Irlande, qui offre une plus grande facilité financière, notamment fiscale, aux entreprises étrangères.

— Mais la France n'est pas le seul pays européen à faire la concurrence aux investisseurs américains : son plus gros concurrent est la République d'Irlande, qui offre une plus grande facilité financière, notamment fiscale, aux entreprises étrangères.

— Mais la France n'est pas le seul pays européen à faire la concurrence aux investisseurs américains : son plus gros concurrent est la République d'Irlande, qui offre une plus grande facilité financière, notamment fiscale, aux entreprises étrangères.

— Mais la France n'est pas le seul pays européen à faire la concurrence aux investisseurs américains : son plus gros concurrent est la République d'Irlande, qui offre une plus grande facilité financière, notamment fiscale, aux entreprises étrangères.

— Mais la France n'est pas le seul pays européen à faire la concurrence aux investisseurs américains : son plus gros concurrent est la République d'Irlande, qui offre une plus grande facilité financière, notamment fiscale, aux entreprises étrangères.

— Mais la France n'est pas le seul pays européen à faire la concurrence aux investisseurs américains : son plus gros concurrent est la République d'Irlande, qui offre une plus grande facilité financière, notamment fiscale, aux entreprises étrangères.

— Mais la France n'est pas le seul pays européen à faire la concurrence aux investisseurs américains : son plus gros concurrent est la République d'Irlande, qui offre une plus grande facilité financière, notamment fiscale, aux entreprises étrangères.

— Mais la France n'est pas le seul pays européen à faire la concurrence aux investisseurs américains : son plus gros concurrent est la République d'Irlande, qui offre une plus grande facilité financière, notamment fiscale, aux entreprises étrangères.

— Mais la France n'est pas le seul pays européen à faire la concurrence aux investisseurs américains : son plus gros concurrent est la République d'Irlande, qui offre une plus grande facilité financière, notamment fiscale, aux entreprises étrangères.

qu'elle croit percevoir de

— Mais la France n'est pas le seul pays européen à faire la concurrence aux investisseurs américains : son plus gros concurrent est la République d'Irlande, qui offre une plus grande facilité financière, notamment fiscale, aux entreprises étrangères.

— Mais la France n'est pas le seul pays européen à faire la concurrence aux investisseurs américains : son plus gros concurrent est la République d'Irlande, qui offre une plus grande facilité financière, notamment fiscale, aux entreprises étrangères.

— Mais la France n'est pas le seul pays européen à faire la concurrence aux investisseurs américains : son plus gros concurrent est la République d'Irlande, qui offre une plus grande facilité financière, notamment fiscale, aux entreprises étrangères.

— Mais la France n'est pas le seul pays européen à faire la concurrence aux investisseurs américains : son plus gros concurrent est la République d'Irlande, qui offre une plus grande facilité financière, notamment fiscale, aux entreprises étrangères.

— Mais la France n'est pas le seul pays européen à faire la concurrence aux investisseurs américains : son plus gros concurrent est la République d'Irlande, qui offre une plus grande facilité financière, notamment fiscale, aux entreprises étrangères.

— Mais la France n'est pas le seul pays européen à faire la concurrence aux investisseurs américains : son plus gros concurrent est la République d'Irlande, qui offre une plus grande facilité financière, notamment fiscale, aux entreprises étrangères.

— Mais la France n'est pas le seul pays européen à faire la concurrence aux investisseurs américains : son plus gros concurrent est la République d'Irlande, qui offre une plus grande facilité financière, notamment fiscale, aux entreprises étrangères.

— Mais la France n'est pas le seul pays européen à faire la concurrence aux investisseurs américains : son plus gros concurrent est la République d'Irlande, qui offre une plus grande facilité financière, notamment fiscale, aux entreprises étrangères.

— Mais la France n'est pas le seul pays européen à faire la concurrence aux investisseurs américains : son plus gros concurrent est la République d'Irlande, qui offre une plus grande facilité financière, notamment fiscale, aux entreprises étrangères.

— Mais la France n'est pas le seul pays européen à faire la concurrence aux investisseurs américains : son plus gros concurrent est la République d'Irlande, qui offre une plus grande facilité financière, notamment fiscale, aux entreprises étrangères.

— Mais la France n'est pas le seul pays européen à faire la concurrence aux investisseurs américains : son plus gros concurrent est la République d'Irlande, qui offre une plus grande facilité financière, notamment fiscale, aux entreprises étrangères.

— Mais la France n'est pas le seul pays européen à faire la concurrence aux investisseurs américains : son plus gros concurrent est la République d'Irlande, qui offre une plus grande facilité financière, notamment fiscale, aux entreprises étrangères.

— Mais la France n'est pas le seul pays européen à faire la concurrence aux investisseurs américains : son plus gros concurrent est la République d'Irlande, qui offre une plus grande facilité financière, notamment fiscale, aux entreprises étrangères.

— Mais la France n'est pas le seul pays européen à faire la concurrence aux investisseurs américains : son plus gros concurrent est la République d'Irlande, qui offre une plus grande facilité financière, notamment fiscale, aux entreprises étrangères.

— Mais la France n'est pas le seul pays européen à faire la concurrence aux investisseurs américains : son plus gros concurrent est la République d'Irlande, qui offre une plus grande facilité financière, notamment fiscale, aux entreprises étrangères.

— Mais la France n'est pas le seul pays européen à faire la concurrence aux investisseurs américains : son plus gros concurrent est la République d'Irlande, qui offre une plus grande facilité financière, notamment fiscale, aux entreprises étrangères.

— Mais la France n'est pas le seul pays européen à faire la concurrence aux investisseurs américains : son plus gros concurrent est la République d'Irlande, qui offre une plus grande facilité financière, notamment fiscale, aux entreprises étrangères.

— Mais la France n'est pas le seul pays européen à faire la concurrence aux investisseurs américains : son plus gros concurrent est la République d'Irlande, qui offre une plus grande facilité financière, notamment fiscale, aux entreprises étrangères.

— Mais la France n'est pas le seul pays européen à faire la concurrence aux investisseurs américains : son plus gros concurrent est la République d'Irlande, qui offre une plus grande facilité financière, notamment fiscale, aux entreprises étrangères.

— Mais la France n'est pas le seul pays européen à faire la concurrence aux investisseurs américains : son plus gros concurrent est la République d'Irlande, qui offre une plus grande facilité financière, notamment fiscale, aux entreprises étrangères.

— Mais la France n'est pas le seul pays européen à faire la concurrence aux investisseurs américains : son plus gros concurrent est la République d'Irlande, qui offre une plus grande facilité financière, notamment fiscale, aux entreprises étrangères.

— Mais la France n'est pas le seul pays européen à faire la concurrence aux investisseurs américains : son plus gros concurrent est la République d'Irlande, qui offre une plus grande facilité financière, notamment fiscale, aux entreprises étrangères.

— Mais la France n'est pas le seul pays européen à faire la concurrence aux investisseurs américains : son plus gros concurrent est la République d'Irlande, qui offre une plus grande facilité financière, notamment fiscale, aux entreprises étrangères.

— Mais la France n'est pas le seul pays européen à faire la concurrence aux investisseurs américains : son plus gros concurrent est la République d'Irlande, qui offre une plus grande facilité financière, notamment fiscale, aux entreprises étrangères.

**Les publications
de Documentation française**

■ **L'Accès aux médicaments** — Le deuxième volet d'un plan de la commis-

■ Ces publications sont en vente : à la librairie de la Documentation française, 31, quai Voltaire, 75007 Paris, et dans toutes les grandes librairies ; à l'agence régionale de la Documentation française, 166, rue Garibaldi, Lyon (3^e) ; ou par correspondance à la Documentation française, 124, rue Henri-Barbusse, 93308 Aubervilliers Cedex, Telex : Docfran Paris 204826.

PREMIER Méditerranée, sur la vallée du Rhône ou sur la Corse, temps variable avec quelques périodes

1. Tirailleurs. - 2. Us. Suisse. -
3. Loquaces. CD. - 4. Alu. Urra-
que. - 5. Reître. Nu. - 6. Améri.
Agios. - 7. Métier. Étra. - 8. Inés.
Écrue. - 9. Et. Mai. Sol.

du 1^{er} janvier 1998

UNE DÉCISION

■ Relative à l'application du régime des prix des produits pétroliers pour 1991

25, boulevard Capucines,
(M^{me} Ferrand).
- Ecole La Haye -, 10 h 30,
passé).

ut d'abord imaginer. L'Exode. Des centaines
milliers de gens sommés de quitter le pays,
les routes, dans les ports, aux abois.

MÉDECINS SANS FRONTIÈRES

..... Prénom

.....

..... banque à l'ordre de Médecins
....., 161, boulevard Lefèbvre, 75015 Paris.

C.P. ■ l'ordre de Médecins sans frontières,
C.C.P. n° 3376971 La Source.

■ h, hôtel Bedford, 17, rue de l'Arcade, M. P. Cordier : « Wagner, ■ ans après » (Amitiés lyriques).
■ h ■ et 21 h, 28, ■ George-V : « Norvège » (Projection).

Enquête de Michel Heurteaux

Reproduction interdite de [] articles,
sauf accord [] l'administration.

Commission paritaire : n° 57 437.
ISSN : 0026 - 9360.

OFFRES D'EMPLOI	La ligne	La ligne T.T.C.
DEMANDES D'EMPLOI	77,00	91,32
IMMOBILIER	22,80	27,04
AUTOMOBILES	52,00	61,67
AGENDA	52,00	61,67
PROP. COMM. CAPITAUX	151,80	180,03

ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCADREES	La ligne	La ligne T.T.C.
OFFRES D'EMPLOI	11,00	13,47
DEMANDES D'EMPLOI	13,00	15,42
IMMOBILIER	33,60	39,85
AUTOMOBILES	33,60	39,85
AGENDA	33,60	39,85

* Dégressifs selon surface ou nombre de parutions.

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS



On part à la recherche éperdue de la Sécurité.

Qui n'offre plus aucune sécurité à force de nier les lois de l'espèce. On nie l'espèce... Au nom de l'Homme.

Nous ne sommes pas aussi compliqués qu'on le dit. L'ampleur et la durée de la crise économique interdisent à une éthique nous exigeant de "raconter des histoires".

Il suffit que notre société soit en déclin pour vraisemblablement au plus grand nombre.

Notre activité s'articule autour de problèmes posés par la sécurité, l'épargne, la sécurité et la santé.

Notre C.A. agit dans des conditions objectivement paradoxales, même pour nous.

Le 82 sur 81 Prévision 83 sur 82: 50 %.

Notre société, filiale spécialisée d'un groupe à réputation universelle est devenue, en 3 ans leader de son marché spécifique.

Que les besoins du personnel commercial soient proportionnels à la situation, c'est une évidence. Malgré la crise, ou à cause d'elle, les postes sont créés à l'avenant.

Ce qui nous ramène au début de notre propos. Nous recherchons les personnes à qui nous offrons :

• Un rapport direct avec les efforts, mérites, résultats à leur rémunération et leur promotion.

• Un privilège de personnalité et de caractère.

• Une formation continue et leur intelligence ou leur culture comme d'une gaine, et non comme un fardeau.

• Une complémentarité de compétences qui leur permet de travailler ensemble.

• L'assistance systématique pour leur permettre de surmonter la crise : pas une éthique.

Cette jeunesse vivante. Nous l'avons reconnue. Nous la reconnaissons toujours.

Notre entreprise s'est ouverte pour l'aider à s'épanouir. Elle est ouverte à tous.

Formation longue (7 à 8 mois) et aide de façon très significative (minimum absolu à 5000 F/mois).

• Proportions de 1000 F/mois à 10000 F/mois.

• Proportions de 1000 F/mois à 10000 F/mois.

• Proportions de 1000 F/mois à 10000 F/mois.

• Proportions de 1000 F/mois à 10000 F/mois.

• Proportions de 1000 F/mois à 10000 F/mois.

• Proportions de 1000 F/mois à 10000 F/mois.

• Proportions de 1000 F/mois à 10000 F/mois.

• Proportions de 1000 F/mois à 10000 F/mois.

• Proportions de 1000 F/mois à 10000 F/mois.

SOCIÉTÉ D'INVESTISSEMENT IMMOBILIER recherche jeune collaborateur

pour renforcer l'équipe responsable du montage et de la réalisation d'opérations industrielles et commerciales.

Les candidats doivent posséder une formation juridique supérieure ainsi qu'une certaine expérience professionnelle - au minimum un an - acquise par exemple dans le service juridique d'une entreprise.

Lieu de travail : quartier Madeleine. Restaurant d'entreprise.

Les candidatures (lettres manuscrites, C.V., photo et références) à Madame ROBIN, 37, rue de Surène, 75008 Paris.

SOCIÉTÉ DISTRIBUTION Pharmaceutique, siège social BELFORT, 12 établissements, RECHERCHE DIRECTEUR COMMERCIAL, Formation marketing et vente, Formation Ecole de Commerce spécialisée.

Adresser lettres manuscrites, C.V., photo et références à G. ROCHER, B.P. 75, 90003 BELFORT Cedex.

Société en période de démarrage, études techniques, offre opportunités à un INGÉNIEUR ÉLECTRONIQUE.

2 à 5 ans d'expérience, salaire : 887-93-87.

Opportunité importante (C.A. 82 - 295 millions de F) pour développer services commerciaux de Paris et Versailles. COLLABORATEUR (H.F.).

Nous recherchons : - Très bonne présentation, - Goût des contacts et du client, - Bonne des responsabilités.

Nous offrons : - Formation permanente, - Rémunération motivante, - R.A.V. par semaine, - 6000-24-03.

Supplément d'édition de périodiques parisiens demandés BON JOURNALISTE.

polyvalent. Entrée en fonction, C.V. et références de presse, par a/p 7.720 Le Monde Pub. service ANNONCES CLASSEES, 6, rue des Italiens, 75009 Paris.

propositions diverses

Gagnez plus... Nous vous offrons notre activité lucrative. TROUSSE (40) 22-43-08 ou (0) 072-00-02.

Il est offert de nombreuses possibilités d'emploi, bien rémunérées à toutes et à tous, avec ou sans diplôme. Demandez une documentation sur notre revue spécialisée FRANCE CARRIERS (C16) Boite Postale 40206 PARIS.

Mieux informer les jeunes diplômés de Grandes Ecoles dont votre entreprise a besoin.

Salon du des Jeunes Diplômés 1^{er} Emploi

Du 22 au 25 mars 1983. 17 boulevard Saint-Jacques 75014 Paris sous l'égide de la Confédération des Bureaux d'Élèves.

A cette occasion, Régie Presse/Le Monde éditera un numéro spécial du 1^{er} emploi

Destiné aux visiteurs et adressé gratuitement aux étudiants des grandes écoles, ce numéro vous donnera :

Le programme général des manifestations du salon.

Des articles, enquêtes, entretiens : ■ Comment décoder une petite annonce, les secteurs porteurs, ■ les nouvelles technologies : communication et industrie, télématique et tertiaire, ■ les attentes des entreprises : les ingénieurs ■ les attentes des banques sur les diplômés ■ l'avenir des grandes écoles ■ les écoles d'ingénieurs ■ les écoles de commerce de la grande école à l'entreprise ■ les jeunes femmes cadres ■ l'expatriation.

Des interviews d'étudiants et de responsables de recrutement.

Des annonces de publicité institutionnelle ou de recrutement qui paraîtront simultanément dans le Journal du Salon et Le Monde Quotidien.

Publicité : RENSEIGNEMENTS ET RESERVATIONS Jacques Degave - Danièle Le Dren Régie Presse/Le Monde - 85 bd Réaumur 75002 Paris - Tél. 233.44.21.

emploi régionaux

LYON Ingénieur électronicien de la conception à la réalisation

La Société est la filiale française (500 personnes) d'un groupe international, premier constructeur européen d'hydraulique. C'est un marché en développement et ces équipements comprennent de plus en plus d'asservissements électroniques. Vous serez donc dans un département qui prend une importance croissante. A la tête d'une petite équipe, vous concevrez et ferez réaliser ces asservissements en liaison avec le responsable technique de ce domaine et les ingénieurs commerciaux. Vous aurez toute la souplesse pour remplir cette mission ouverte sur l'extérieur : collaboration avec des sociétés spécialisées en électronique, contacts clients et avec les autres unités du groupe. Vous aurez déjà acquis une expérience des asservissements et des automatismes, par exemple chez un constructeur. Merci d'adresser personnellement à Gérard SCHNEIDER qui vous assure toute discrétion (Réf. ITM).

SCHNEIDER RECRUTEMENT 55 montée de Choulans 69323 Lyon Cedex 05.

VILLE DE SAINT-ETIENNE RECRUTE

Un professeur plurilingue polyvalent à prédominance vocale en 1^{er} cycle, pour intervenir en département de spécialisation. (18 heures).

Un professeur plurilingue multi-média pour le département communication visuelle possédant une bonne expérience professionnelle. (18 heures).

Descripteurs de dépôt : candidatures : 8 AVRIL 1983. Pour tous renseignements complémentaires, s'adresser au Service du personnel, porte 304 ou 306 - Tél. : 25-11-42, poste 355 ou 756 à l'Hôtel de Ville.

ADMINISTRATION PROXIMITÉ LILLE recherche ADJOINT INGÉNIEUR

Niv. souhaité : + 2, pour études hydrauliques et hydrologiques. Connaissances appréciées. Lettre + C.V. + photo à : Service hydrologique, 32, av. Pasteur, 59130 Lamberville.

URGENT recherchons partenaire pour direction commerciale et marketing, secteur B.T.P. Poste à temps partiel. BRIGNOLLES (Var). Ecr. à/r 1111 Le Monde Pub. service ANNONCES CLASSEES, 6, rue des Italiens, 75009 Paris.

ANNONCES CLASSEES TELEPHONES 296-15-01

La Fnac

Pour répondre au développement des magasins par province, recherche un ingénieur grandes écoles (X, Centrale, Mines...). Son expérience acquise au cours des dernières années permet, dès l'entrée dans l'entreprise, de lui confier la fonction suivante.

Ingénieur en organisation

Sous la responsabilité du directeur de l'organisation, il agit en tant que conseil auprès des utilisateurs (services opérationnels et fonctionnels) : dans la conduite des analyses et études préalables, dans l'établissement du cahier des charges, dans l'apport de solutions adéquates et originales (informatiques ou autres).

Le poste est à pourvoir dans le Nord Paris. Adresser lettre de candidature à Philippe Vuittey, Fnac, Service Recrutement et Formation, 101, rue de la Recherche-Midi, 75001 PARIS.

DIRECTION REGIONALE DE L'EQUIPEMENT D'ILE-DE-FRANCE recherche AGENT ADMINISTRATIF qualifié ayant des connaissances en comptabilité publique, titulaire du Baccalauréat pour tenir un poste de programmation budgétaire (transports en commun et voirie) et de gestion de crédits de paiement. Envoyer C.V. à D.R.E.I.F., Bureau du Personnel D.I.T., 75732 PARIS CEDEX 15.

RECHERCHE ALP recherche INGÉNIEUR SYSTÈME Mini 5 ANALYSES PROGRAMMEURS IBM 4.341 DL1/CICS Env. 1200 et présent. SONOVISION 12, rue de Reims, 84700 MAISONS-ALFORT.

automobiles de 5 à 7 C.V. Lada Niva 1979. 70.000 km. moteur neuf, 28.000 F. Tél. de 18 h au 287-24-55 et le soir au 326-58-43.

RECHERCHONS ACQUISITION D'ENTREPRISES DE DISTRIB. SERVICES DE PERSONNEL MOYENNE IMPORTANCE. Ecr. à/r 1111 Le Monde Pub. service ANNONCES CLASSEES, 6, rue des Italiens, 75009 Paris.

HOMME D'AFF. IVOIRIEN, connaît très bien le marché africain. Étudierait toutes propositions. Ecr. J.-B. BOGNIN 27, bd St-Michel, 75006 Paris.

DEMANDES D'EMPLOIS

Jeune homme 19 ans, niveau bac, cherche emploi bur., ch. BRUNO BOUVIER, 638-84-10. J.F. 21 s., niv. 1^{er} Tourisme, option accueil, angl., notions esp., ch. emploi hôtellerie, agence, hôtel ou société. Tél. 202-3100.

Militaire de carrière, sous-officier, formation comptable, cherche gestionnaire restauration collective, avec responsabilité du personnel, à l'étranger. (ou : Arabie Saoudite, etc.). Faire proposition : M. DAGAND Jean-Louis, 8, rue Spéranza, 67000 STRASBOURG.

ENTREPRISES CONSULTANTS En 1^{er} Vous connaissez ? Ce n'est pas le moment. Le chèque au trésor peut vous prendre une demi-heure. Pay. Spéc. de la commune. L'attendez votre appel. COUVAT - 663-66-52. 8, rue des Bas-Longchamps, 92220 BAGNEUX.

I.F. 26 ans - DUT GESTION PERSONNEL Expérience formation et gestion informatique, propose sa collaboration au sein de votre Service du personnel. Ecrire à : 60.804 Contraste, 1^{er} avenue Opéra, 1^{er} F. CEDEX 01, qui transmettra.

cours et leçons APPRENEZ L'ALLEMAND avec DES ALLEMANDS au GOETHE Institut 17, av. d'Alsace, Paris - 10^e, ou 31, rue de Condé, Paris-9^e, ou 31, bd Saint-Michel, Paris-6^e.

Maison HEINRICH HEINE Cours de tous niveaux Cours normaux Cours spéciaux 15-26 Cours semestriel 15-26 Inscription permanente. Renseign. : Tél. 723-61-21.

ÉTRANGER

En Grande-Bretagne

La stabilisation des dépenses publiques va permettre à M^{re} Thatcher d'alléger les impôts

De notre correspondant

Londres. — Le Livre blanc sur les dépenses publiques pour les trois prochaines années, présenté récemment par le chancelier de l'Échiquier, Sir Geoffrey Howe, constitue un double succès pour le gouvernement de M^{re} Thatcher. Il montre que la progression des dépenses de l'Etat a été stabilisée, et il laisse une grande marge de manœuvre aux pouvoirs publics pour décider des allègements fiscaux substantiels dans le budget 1983-1984, qui sera présenté le 15 mars et qui, selon toute vraisemblance, sera le dernier avant les élections générales. Le gouvernement ouvre la voie à un budget « attrape-votes », tirait, mercredi 2 février, le Times.

Pour l'année budgétaire 1982-1983, les dépenses publiques s'élèveront à 113 milliards de livres (119 milliards de francs), soit 1,7 milliard de moins que ce qui avait été inscrit dans le budget. La différence provient d'une réduction des dépenses liées à un ralentissement de la hausse des prix plus rapide que prévu et à une surévaluation des réserves d'urgence, qui n'ont pas été totalement utilisées malgré la guerre des Malouines. Pour 1983-1984, les dépenses de l'Etat devraient s'élever à 119,6 milliards de livres (126 milliards de francs), soit une augmentation de 5,8 % en prix courants par rapport à l'exercice précédent et une quasi-stagnation à prix constants. Cette somme est inférieure de 1 milliard aux prévisions du Livre blanc, de mars dernier, et de 500 millions à celles de décembre 1982.

Sans augmenter le déficit du budget, qui ne devrait pas dépasser 8 milliards de livres (85 milliards de francs), soit 2,75 % du produit national brut (1), en 1983-1984, le chancelier de l'Échiquier dispose d'environ 2,5 milliards (26,5 milliards de francs) pour réaliser enfin les allègements fiscaux promis dans le programme électoral conservateur de 1979.

Deux écoles existent au sein du gouvernement : certains ministres sont partisans d'une aide à l'industrie, d'autres de dégrèvements pour les utilisateurs industriels et une aide aux petites et moyennes entreprises. Sir Geoffrey pourra sans doute satisfaire les uns et les autres, bien qu'il prenne garde d'éveiller trop d'espérances et surtout de donner l'impression d'un retour au « laxisme ».

Le poids des impôts va baisser

En 1981-1982, la part des prélèvements obligatoires de l'Etat dans le produit national brut représentait 44,5 %, un pourcentage plus élevé que sous les précédents gouvernements travaillistes. Cette part sera de 44 % en 1982-1983 et de 43,5 % en 1983-1984. Cependant le budget militaire augmentera de 3 % par an en volume selon la recommandation de l'OTAN. A quoi s'ajoutent les crédits destinés à maintenir une importante garnison sur les Malouines et à remplacer les équipements perdus pendant la guerre. Il en ira de même du budget de la sécurité sociale, essentiellement à cause de l'indemnisation des chômeurs, et des crédits alloués aux collectivités locales.

L'évolution des chapitres des dépenses sur cinq ans, depuis le dernier budget travailliste et l'arrivée au pouvoir des conservateurs, donne une idée très précise des priorités de M^{re} Thatcher. Depuis 1978-1979, les dépenses destinées au maintien de l'ordre ont augmenté de 30 % en termes réels, celles consacrées à l'agriculture de 25 %, celles de défense de 23 %. Le budget de la santé a progressé de 11 %, mais celui de l'éducation a diminué de 6,5 %, celui de l'aide au développement de 15,5 % et celui du logement de 35 %. Dans l'ensemble, les dépenses d'investissement ont régressé de 38 % alors que les dépenses de fonctionnement faisaient un bond en avant, ce qui ne va pas exactement dans le sens de l'économie et de l'efficacité souhaitées par le premier ministre.

Le Livre blanc donne une image assez sombre de la situation économique. Si l'inflation est appelée à reculer légèrement — jusqu'à 4 % en 1985, alors que M^{re} Thatcher voudrait revenir à une stabilité compatible de prix à la fin d'un second mandat, — la croissance du P.N.B. restera proche de zéro, et le nombre des chômeurs devrait augmenter de trois cent mille, soit de 10 %. La Trésorerie indique cependant que la progression du chômage pourrait être enrayée en cas de « développements favorables » de l'économie mondiale et, à l'intérieur, d'améliorations salariales inférieures à la hausse des prix.

Cet exposé appelle trois remarques. Le taux d'inflation évalué à 5 % pour cette année ne tient pas compte des conséquences de la baisse de la livre sterling sur les prix, que certains experts évaluent à 2 ou 3 points. D'autre part, les accords salariaux signés pendant l'automne et l'hiver, pour modérés qu'ils puissent paraître aux syndicats, prévoient encore des hausses supérieures à l'augmentation des prix, même si globalement le pouvoir d'achat moyen a tendance à baisser à cause du chômage. Enfin, la « maîtrise » des finances publiques dont se flatte le gouvernement conservateur est obtenue principalement par une stabilisation des dépenses alors que le P.N.B. augmente très légèrement. L'idée de coupes « sauvages » évoquée au cours de l'été dans un document interne à la Trésorerie paraît abandonnée, au moins dans cette année qui verra, selon toute vraisemblance, le renouvellement de la Chambre des communes.

DANIEL VERNET.

(1) Le déficit de l'Etat comprend aussi celui des collectivités locales et des entreprises publiques.

Le mal profond de l'endettement

(Suite de la première page.)

Cependant les banques ont tout intérêt à faire croire à une amélioration de la situation. Dans le débat qui s'est ouvert aux Etats-Unis à propos de la réunion du Comité interministériel, les informations que l'on peut recueillir sur l'ampleur des sacrifices exigés des pays débiteurs rappellent que les problèmes de fond ne sont nullement résolus.

Il semble bien que les Européens, et notamment les Français, qui se sont déclarés en faveur d'une augmentation de 50 % du total des quote-parts du F.M.I., n'auront pas de mal à conclure sur ce chapitre un accord avec les Américains, qui, après avoir fait état d'un accroissement limité à 40 %, parlaient eux-mêmes, à l'ouverture de la conférence, d'une augmentation « de 40 à 50 % ».

L'adoption probable de ce dernier pourcentage aurait pour effet de porter le total des ressources théoriquement mises à la disposition du Fonds monétaire par ses cent

Un renforcement contesté

Tant à gauche qu'à droite, le renforcement du Fonds monétaire fait l'objet de vives critiques aux Etats-

Unis. Les républicains les plus

conservateurs y voient un moyen de

réparer indûment les imprudences

commises par les banques en four-

nissant au F.M.I. les devises fortes

qu'il va prêter à des pays dont la

faillite entraînerait de lourdes pertes

pour les banques créancières. C'est

finallement le désordre monétaire

ambiant qui aura permis l'extension

de l'endettement international, et

aucune solution durable ne pourra

être trouvée aussi longtemps qu'on

n'aura pas rétabli les conditions

d'une certaine stabilité.

Quant aux critiques émises par

les démocrates, elles se reposent sur

l'idée que les fonds qui seront mis à

la disposition du F.M.I. — et que le

Trésor américain devra pour sa part

emprunter sur le marché des capi-

taux, en sus de ses propres besoins

de financement, — sont autant de

moins qui sera disponible pour com-

blir le déficit budgétaire ou pour

prêter aux entreprises privées amé-

ricaines. D'où le projet avancé par

certaines parlementaires, et inspiré

par M. Félix Rohatyn, de la banque

Lazard (l'artisan du plan de sauve-

tage financier de la ville de New-

York, menacée, il y a quelques an-

nées, de faillite), de subordonner

l'accord du Congrès à la création

par l'administration d'une banque

de reconstruction industrielle, sur le

mode de celle qu'avait fondée Roo-

sevelt pour venir en aide aux en-

treprises en difficulté.

Mais surtout plusieurs experts,

dont le même Rohatyn, écartés par

un certain nombre de membres du

Congrès, insistent sur le caractère

dramatiquement insuffisant des so-

lutions mises en œuvre. Ils font va-

loir qu'on n'est pas seulement en

présence d'une crise temporaire de

liquidité, mais devant une crise, ap-

pelée à durer longtemps, d'insolva-

bilité. C'est pourquoi ils préconisent

la création d'une nouvelle institution

financière internationale dont l'ob-

jectif serait de transformer les ac-

tuels prêts aux pays du tiers-monde

et du monde communiste en prêts à

très long terme (vingt à vingt-cinq

ans), portant un taux d'intérêt plus

bas que les opérations actuellement

en cours. Les banques ne seraient

pas seules à subir le manque à ga-

gner correspondant, une partie se-

rait prise en charge par les Etats,

c'est-à-dire en définitive par les

contribuables.

Ce qui est proposé est en quelque

sorte une socialisation des risques.

L'administration américaine a pour

sa part démenti qu'elle s'intéressait

pour l'instant à de tels projets. Il est

pourtant avéré que plusieurs d'entre

eux font l'objet d'études de la part

du Trésor.

Les plans de redressement qui

viennent d'être négociés (ou qui

sont en passe de l'être) entre le

F.M.I. et les pays qui ont sollicité

ses concours doivent se traduire par

une diminution souvent draconienne

des dépenses publiques et des pro-

grammes d'investissement.

On a calculé qu'au Mexique le

programme adopté en principe, et

qui doit permettre à ce pays d'hon-

orer les charges d'intérêt d'une dette

contractée en grande partie à court

terme, comporte une réduction du

niveau de vie moyen, évaluée sur dix-

huit mois, de 10 % au minimum et

de 20 % au maximum. Même le pre-

mier de ces pourcentages représente

un sacrifice considérable, surtout

dans un pays encore très pauvre. Il

correspond à toute une série d'hypo-

thèses, dont une baisse relative-

ment modérée du prix du pétrole (qui

vaudrait alors entre 25 et 30 dollars

le baril). L'hypothèse d'une ampu-

tation d'un cinquième du pouvoir

d'achat moyen de la population cor-

respond à une baisse du pétrole plus

profonde (le prix étant de 20 à 25

dollars le baril).

Les autorités mexicaines ont as-

suré les banquiers occidentaux et les

représentants du Fonds monétaire

que le gouvernement avait bien la

situation en main, et que des troubles

sociaux étaient peu probables.

PAUL FABRA.

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR	UN MOIS	DEUX MOIS	SEPT MOIS
	+ bas - haut	Rep. + ou Dép. -	Rep. + ou Dép. -	Rep. + ou Dép. -
S.E.-L.	6,8320 6,8360	+ 190 + 220	+ 400 + 440	+1115 +1185
Sch.	5,5765 5,5815	+ 130 + 145	+ 285 + 330	+ 825 + 895
Yen (100)	2,8995 2,9038	+ 130 + 150	+ 275 + 305	+ 895 + 940
DM	2,8340 2,8375	+ 140 + 165	+ 310 + 345	+ 990 +1040
Flac.	2,5670 2,5695	+ 145 + 165	+ 325 + 345	+ 995 +1030
F.B. (100)	14,3980 14,4120	- 95 - 95	- 290 - 95	- 915 - 970
S.S.	3,3950 3,4000	+ 225 + 225	+ 550 + 585	+1460 +1540
L. (1 000)	4,9210 4,9260	- 775 - 775	- 785 - 785	-2245 -2070
S. (1000)	10,5640 10,5700	+ 185 + 165	+ 300 + 375	+1150 +1265

TAUX DES EURO-MONNAIES

SE-U	8	5/8	9	1/8	10	1/8	11	1/8	12	1/8	13	1/8	14	1/8	15	1/8	16	1/8	17	1/8	18	1/8	19	1/8	20	1/8	21	1/8	22	1/8	23	1/8	24	1/8	25	1/8	26	1/8	27	1/8	28	1/8	29	1/8	30	1/8	31	1/8	32	1/8	33	1/8	34	1/8	35	1/8	36	1/8	37	1/8	38	1/8	39	1/8	40	1/8	41	1/8	42	1/8	43	1/8	44	1/8	45	1/8	46	1/8	47	1/8	48	1/8	49	1/8	50	1/8	51	1/8	52	1/8	53	1/8	54	1/8	55	1/8	56	1/8	57	1/8	58	1/8	59	1/8	60	1/8	61	1/8	62	1/8	63	1/8	64	1/8	65	1/8	66	1/8	67	1/8	68	1/8	69	1/8	70	1/8	71	1/8	72	1/8	73	1/8	74	1/8	75	1/8	76	1/8	77	1/8	78	1/8	79	1/8	80	1/8	81	1/8	82	1/8	83	1/8	84	1/8	85	1/8	86	1/8	87	1/8	88	1/8	89	1/8	90	1/8	91	1/8	92	1/8	93	1/8	94	1/8	95	1/8	96	1/8	97	1/8	98	1/8	99	1/8	100	1/8	101	1/8	102	1/8	103	1/8	104	1/8	105	1/8	106	1/8	107	1/8	108	1/8	109	1/8	110	1/8	111	1/8	112	1/8	113	1/8	114	1/8	115	1/8	116	1/8	117	1/8	118	1/8	119	1/8	120	1/8	121	1/8	122	1/8	123	1/8	124	1/8	125	1/8	126	1/8	127	1/8	128	1/8	129	1/8	130	1/8	131	1/8	132	1/8	133	1/8	134	1/8	135	1/8	136	1/8	137	1/8	138	1/8	139	1/8	140	1/8	141	1/8	142	1/8	143	1/8	144	1/8	145	1/8	146	1/8	147	1/8	148	1/8	149	1/8	150	1/8	151	1/8	152	1/8	153	1/8	154	1/8	155	1/8	156	1/8	157	1/8	158	1/8	159	1/8	160	1/8	161	1/8	162	1/8	163	1/8	164	1/8	165	1/8	166	1/8	167	1/8	168	1/8	169	1/8	170	1/8	171	1/8	172	1/8	173	1/8	174	1/8	175	1/8	176	1/8	177	1/8	178	1/8	179	1/8	180	1/8	181	1/8	182	1/8	183	1/8	184	1/8	185	1/8	186	1/8	187	1/8	188	1/8	189	1/8	190	1/8	191	1/8	192	1/8	193	1/8	194	1/8	195	1/8	196	1/8	197	1/8	198	1/8	199	1/8	200	1/8	201	1/8	202	1/8	203	1/8	204	1/8	205	1/8	206	1/8	207	1/8	208	1/8	209	1/8	210	1/8	211	1/8	212	1/8	213	1/8	214	1/8	215	1/8	216	1/8	217	1/8	218	1/8	219	1/8	220	1/8	221	1/8	222	1/8	223	1/8	224	1/8	225	1/8	226	1/8	227	1/8	228	1/8	229	1/8	230	1/8	231	1/8	232	1/8	233	1/8	234	1/8	235	1/8	236	1/8	237	1/8	238	1/8	239	1/8	240	1/8	241	1/8	242	1/8	243	1/8	244	1/8	245	1/8	246	1/8	247	1/8	248	1/8	249	1/8	250	1/8	251	1/8	252	1/8	253	1/8	254	1/8	255	1/8	256	1/8	257	1/8	258	1/8	259	1/8	260	1/8	261	1/8	262	1/8	263	1/8	264	1/8	265	1/8	266	1/8	267	1/8	268	1/8	269	1/8	270	1/8	271	1/8	272	1/8	273	1/8	274	1/8	275	1/8	276	1/8	277	1/8	278	1/8	279	1/8	280	1/8	281	1/8	282	1/8	283	1/8	284	1/8	285	1/8	286	1/8	287	1/8	288	1/8	289	1/8	290	1/8	291	1/8	292	1/8	293	1/8	294	1/8	295	1/8	296	1/8	297	1/8	298	1/8	299	1/8	300	1/8	301	1/8	302	1/8	303	1/8	304	1/8	305	1/8	306	1/8	307	1/8	308	1/8	309	1/8	310	1/8	311	1/8	312	1/8	313	1/8	314	1/8	315	1/8	316	1/8	317	1/8	318	1/8	319	1/8	320	1/8	321	1/8	322	1/8	323	1/8	324	1/8	325	1/8	326	1/8	327	1/8	328	1/8	329	1/8	330	1/8	331	1/8	332	1/8	333	1/8	334	1/8	335	1/8	336	1/8	337	1/8	338	1/8	339	1/8	340	1/8	341	1/8	342	1/8	343	1/8	344	1/8	345	1/8	346	1/8	347	1/8	348	1/8	349	1/8	350	1/8	351	1/8	352	1/8	353	1/8	354	1/8	355	1/8	356	1/8	357	1/8	358	1/8	359	1/8	360	1/8	361	1/8	362	1/8	363	1/8	364	1/8	365	1/8	366	1/8	367	1/8	368	1/8	369	1/8	370	1/8	371	1/8	372	1/8	373	1/8	374	1/8	375	1/8	376	1/8	377	1/8	378	1/8	379	1/8	380	1/8	381	1/8	382	1/8	383	1/8	384	1/8	385	1/8	386	1/8	387	1/8	388	1/8	389	1/8	390	1/8	391	1/8	392	1/8	393	1/8	394	1/8	395	1/8	396	1/8	397	1/8	398	1/8	399	1/8	400	1/8	401	1/8	402	1/8	403	1/8	404	1/8	405	1/8	406	1/8	407	1/8	408	1/8	409	1/8	410	1/8	411	1/8	412	1/8	413	1/8	414	1/8	415	1/8	416	1/8	417	1/8	418	1/8	419	1/8	420	1/8	421	1/8	422	1/8	423	1/8	424	1/8	425	1/8	426	1/8	427	1/8	428	1/8	429	1/8	430	1/8	431	1/8	432	1/8	433	1/8	434	1/8	435	1/8	436	1/8	437	1/8	438	1/8	439	1/8	440	1/8	441	1/8	442	1/8	443	1/8	444	1/8	445	1/8	446	1/8	447	1/8	448	1/8	449	1/8	450	1/8	451	1/8	452	1/8	453	1/8	454	1/8	455	1/8	456	1/8	457	1/8	458	1/8	459	1/8	460	1/8	461	1/8	462	1/8	463	1/8	464	1/8	465	1/8	466	1/8	467	1/8	468	1/8	469	1/8	470	1/8	471	1/8	472	1/8	473	1/8	474	1/8	475	1/8	476	1/8	477	1/8	478	1/8	479	1/8	480	1/8	481	1/8	482	1/8	483	1/8	484	1/8	485	1/8	486	1/8	487	1/8	488	1/8	489	1/8	490	1/8	491	1/8	492	1/8	493	1/8	494	1/8	495	1/8	496	1/8	497	1/8	498	1/8	499	1/8	500	1/8	501	1/8	502	1/8	503	1/8	504	1/8	505	1/8	506	1/8	507	1/8	508	1/8	509	1/8	510	1/8	511	1/8	512	1/8	513	1/8	514	1/8	515	1/8	516	1/8	517	1/8	518	1/8	519	1/8	520	1/8	521	1/8	522	1/8	523	1/8	524	1/8	525	1/8	526	1/8	527	1/8	528	1/8	529	1/8	530	1/8	531	1/8	532	1/8	533	1/8	534	1/8	535	1/8	536	1/8	537	1/8	538	1/8	539	1/8	540	1/8	541	1/8	542	1/8	543	1/8	544	1/8	545	1/8	546	1/8	547	1/8	548	1/8	549	1/8	550	1/8	551	1/8	552	1/8	553	1/8	554	1/8	555	1/8	556	1/8	557	1/8	558	1/8	559	1/8	560	1/8	561	1/8	562	1/8	563	1/8	564	1/8	565	1/8	566	1/8	567	1/8	568	1/8	569	1/8	570	1/8	571	1/8	572	1/8	573	1/8	574	1/8	575	1/8	576	1/8	577	1/8	578	1/8	579	1/8	580	1/8	581	1/8	582	1/8	583	1/8	584	1/8	585	1/8	586	1/8	587	1/8	588	1/8	589	1/8	590	1/8	591	1/8	592	1/8	593	1/8	594	1/8	595	1/8	596	1/8	597	1/8	598	1/8	599	1/8	600	1/8	601	1/8	602	1/8	603	1/8	604	1/8	605	1/8	606	1/8	607	1/8	608	1/8	609	1/8	610	1/8	611	1/8	612	1/8	613	1/8	614	1/8	615	1/8	616	1/8	617	1/8	618	1/8	619	1/8	620	1/8	621	1/8	622	1/8	623	1/8	624	1/8	625	1/8	626	1/8	627	1/8	628	1/8	629	1/8	630	1/8	631	1/8	632	1/8	633	1/8	634	1/8	635	1/8	636	1/8	637	1/8	638	1/8	639	1/8	640	1/8	641	1/8	642	1/8	643	1/8	644	1/8	645	1/8	646	1/8	647	1/8	648	1/8	649	1/8	650	1/8	651	1/8	652	1/8	653	1/8	654	1/8	655	1/8	656	1/8	657	1/8	658	1/8	659	1/8	660	1/8	661	1/8	662	1/8	663	1/8	664	1/8	665	1/8	666	1/8	667	1/8	668	1/8	669	1/8	670	1/8	671	1/8	672	1/8	673	1/8	674	1/8	675	1/8	676	1/8	677	1/8	678	1/8	679	1/8	680	1/8	681	1/8	682	1/8	683	1/8	684	1/8	685	1/8	686	1/8	687	1/8	688	1/8	689	1/8	690	1/8	691	1/8	692	1/8	693	1/8	694	1/8	695	1/8	696	1/8	697	1/8	698	1/8	699	1/8	700	1/8	701	1/8	702	1/8	703	1/8	704	1/8	705	1/8	706	1/8	707	1/8	708	1/8	709	1/8	710	1/8	711	1/8	712	1/8	713	1/8	714	1/8	715	1/8	716	1/8	717	1/8	718	1/8	719	1/8	720	1/8	721	1/8	722	1/8	723	1/8	724	1/8	725	1/8	726	1/8	727	1/8	728	1/8	729	1/8	730	1/8	731	1/8	732	1/8	733	1/8	734	1/8	735	1/8	736	1/8	737	1/8	738	1/8	739	1/8	740	1/8	741	1/8	742	1/8	743	1/8	744	1/8	745	1/8	746	1/8	747	1/8	748	1/8	749	1/8	750	1/8	751	1/8	752	1/8	753	1/8	754	1/8	755	1/8	756	1/8	757	1/8	758	1/8	759	1/8	760	1/8	761	1/8	762	1/8	763	1/8	764	1/8	765	1/8	766	1/8	767	1/8	768	1/8	769	1/8	770	1/8	771	1/8	772	1/8	773	1/8	774	1/8	775	1/8	776	1/8	777	1/8	778	1/8	779	1/8	780	1/8	781	1/8	782	1/8	783	1/8	784	1/8	785	1/8	786	1/8	7
------	---	-----	---	-----	----	-----	----	-----	----	-----	----	-----	----	-----	----	-----	----	-----	----	-----	----	-----	----	-----	----	-----	----	-----	----	-----	----	-----	----	-----	----	-----	----	-----	----	-----	----	-----	----	-----	----	-----	----	-----	----	-----	----	-----	----	-----	----	-----	----	-----	----	-----	----	-----	----	-----	----	-----	----	-----	----	-----	----	-----	----	-----	----	-----	----	-----	----	-----	----	-----	----	-----	----	-----	----	-----	----	-----	----	-----	----	-----	----	-----	----	-----	----	-----	----	-----	----	-----	----	-----	----	-----	----	-----	----	-----	----	-----	----	-----	----	-----	----	-----	----	-----	----	-----	----	-----	----	-----	----	-----	----	-----	----	-----	----	-----	----	-----	----	-----	----	-----	----	-----	----	-----	----	-----	----	-----	----	-----	----	-----	----	-----	----	-----	----	-----	----	-----	----	-----	----	-----	----	-----	----	-----	----	-----	----	-----	----	-----	----	-----	----	-----	----	-----	----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	---

« La réforme de 1979 ne pouvait affecter en rien les indicateurs »

LE RECOURS DE F.O. AU CONSEIL D'ÉTAT CONTRE LE DÉCRET SUR L'ASSURANCE-CHOMAGE

[Publicité]

RÉPUBLIQUE TUNISIENNE
SOCIÉTÉ NATIONALE D'EXPLOITATION ET DE DISTRIBUTION DES EAUX
(S.O.N.E.D.E.)
23, RUE JAWAHER LEH NEHRU MONTFLEURY

Programme de prospection des eaux dans le Sud tunisien
Fourniture de tubes CASING, crépines et accessoires,
têtes de forages

La société nationale d'exploitation et de distribution des eaux, lance un appel d'offres internationaux pour la fourniture COUT et PRET de tubes CASING, crépines et accessoires, têtes de forages.

Cet appel d'offres porte sur :

LOT 1. — Fourniture de 2 450 ml de tubes CASING API de DN compris entre 5" 1/2 et 18" 5/8.

LOT 2. — SÉRIE 2.1. — Fourniture de 4 850 ml de tubes CASING de DN compris entre 7" et 18" 5/8.
SÉRIE 2.2. — Fourniture de 300 ml de crépines de DN 5" en accessoires.

LOT 3. — SÉRIE 3.1. — Fourniture de 2 000 ml de tubes CASING API de DN 9" 5/8 et 13" 3/8.
SÉRIE 3.2. — Fourniture de 210 ml de crépines de DN 6" 5/8 et accessoires.
SÉRIE 3.3. — Fourniture de deux têtes de forages.

Le financement de cet appel d'offres est assuré partiellement par :

- Le Fonds saoudien de développement pour le LOT 1 ;
- Le F.K.W. de la R.F.A. pour le LOT 2.

Les entreprises qualifiées qui désirent participer à cet appel d'offres pourront se procurer le dossier d'appel d'offres auprès de la S.O.N.E.D.E. ou de la Direction des marchés contre paiement de la somme de (50) cinquante dinars tunisiens en espèces ou par chèque écrit au nom de la S.O.N.E.D.E.

Les offres devront parvenir à la S.O.N.E.D.E. sous pli recommandé avec accusé de réception ou être remises contre reçu au plus tard le 25 mars 1983 à 10 h 00, rue JAWAHER LEH NEHRU MONTFLEURY, TUNIS.

L'ouverture des plis aura lieu le même jour à 11 h.

● **Fermeture, certains jours, des guichets d'ASSEDIC de la région parisienne.** — Certaines ASSEDIC de la région parisienne réduisent leurs horaires d'ouverture au public, afin de pouvoir mener à bien l'examen des dossiers individuels des chômeurs en fonction de la nouvelle réglementation sur les allocations de chômage. L'ASSEDIC de Paris annonce ainsi : « Les guichets seront fermés les **vendredi et lundi de chaque semaine, à compter du 11 février, jusqu'au 14 mars 1983 inclus**. » Les antennes ASSEDIC de Seine-Saint-Denis seront fermées au public, en février, les mardi et jeudi, la fermeture habituelle du vendredi après-midi étant maintenue. En revanche, les ASSEDIC de l'Essonne et du Val-d'Aisne n'ont pas prévu de modifier leurs jours et horaires d'ouverture. Celles du Val-de-Marne, des Hauts-de-Seine et de Seine-et-Marne n'avaient pas précisé, mercredi, si elles entendaient prendre des mesures de fermeture partielle au public.

Dans le supplément au *Bulletin des statistiques des entreprises* du 100 sont publiés des résultats partiels complets des élections aux comités d'entreprise en 1980. Sur une base de 830 349 électeurs inscrits, 71,2 % ont exprimé valablement leur choix lors des élections globales, en suffrages exprimés. Les résultats sont les suivants : C.G.T. 36,6 % (+ 2,1 points par rapport à 1978), C.F.D.T. 21,3 % (+ 0,9), C.F.T.C. 19,9 % (+ 0,2), F.O. 11 % (+ 1), C.G.C. 6 % (- 0,6), C.S.L. 1,9 % (- 0,3), autres syndicats 3,1 % (+ 0,5). Dans le seul collège employeurs en 1980, la C.G.T. perd la première place (28,2 % contre 31,7 % en 1978) au profit de la C.F.C.D.T. (30,1 % contre 27,4 %). Dans le seul collège ouvrier, la C.G.T. conserve la première, 51,3 % contre 48,7 %, devant le C.F.D.T. et le C.F.T.C. qui ont recueilli 24,09 % et 14,61 % des voix.

la valeur liquidative de l'action c

MARCHÉS FINANCIERS

PARIS

9 février

Classement

L'attention a été très largement attirée par le mouvement de la Bourse de Paris. En légère reprise la veille, mais avec des courants d'affaires assez déprimés, le marché, toujours assez actif, a glissé et reperdu son maigre gain précédent. A la clôture, l'indice a chuté de 0,4 point, se situant en dessous de son niveau de mardi.

Il n'y avait pas plus d'explications à ce mouvement de la Bourse que l'avait précédé. « La Bourse se tient bien », disent les professionnels, sans plus de commentaires. En fait, elle semble bien suivre une certaine logique, qui consiste à privilégier les valeurs d'entreprises dont les performances en 1982 ont été bonnes ou honorables, et à délaisser les autres, comme ceux appartenant à la distribution.

D'autre part, les opérateurs ne savent pas trop que penser des derniers sondages sur les résultats des prochaines élections en Allemagne fédérale. Selon que la victoire reviendra aux sociaux-démocrates ou aux chrétiens-démocrates, le franc français pourrait s'en tirer honorablement ou s'en tirer très durement.

Autre facteur d'indécision, qui fige de nombreuses initiatives : la politique française après les élections municipales. Le premier ministre a beau prêcher en affirmant qu'il n'y a pas de politique pré ou post électorale, les bourses se méfient.

La devise libre a eu plutôt tendance à monter alors que le dollar se tassait. Elle s'est traitée entre 8,65 F et 8,70 F, contre 8,60 F-8,65 F. Sa prime est aussi ressortie à 26,2 %.

Lor s'est alourdi à Londres où l'indice de métal précieux est revenu de 497,25 dollars à 492,25 dollars.

A Paris, le lingot a encore perdu du terrain, pour tomber en-dessous de la barre de 110 000 F à 109 750 F (après 109 650 F) contre 111 500 F. Le napoléon a déboché brutalement : 731 F contre 750 F. Le 4 1/2 F 1973 a baissé de 2 % environ.

NEW-YORK

Irégulier mais encore en baisse

Wall Street est derechef passé mercredi par des hauts et des bas. Évoluant de façon très erratique, les cours avaient eu d'abord plutôt tendance à monter, puis ils se sont repliés avant de se redresser un peu. Finalement, après avoir atteint la cote 1 081,59, l'indice des industriels s'est établi à 1 062,41, soit à 7,91 points en dessous de son niveau précédent. Ce point, une fois de plus, les « Blue Chips » qui ont été les plus affectés. De fait, le bilan de la séance est apparu relativement équilibré. Sur 1 937 valeurs traitées, 511 ont fléchi, 755 ont progressé et 671 n'ont pas varié.

Asses modeste ces derniers temps, l'activité a augmenté de 84,52 millions de dollars ont changé de mains contre 76,60 millions la veille.

Les opérateurs sont décidément irréguliers. Après avoir tenu pour pratiquement acquis que la Réserve fédérale ne ressermerait pas sa politique de crédit, beaucoup, repris par leur vif désir d'achat, ont craint qu'il pourrait en être autrement, leur crainte se fondant sur le dépassement des objectifs que le Fed s'était fixés pour l'accroissement de la masse monétaire. Selon les analystes de la place, le marché ne devrait pas s'émouvoir avant d'avoir obtenu certaines assurances à ce sujet. D'autre part, les analystes de la place ne devraient pas s'émouvoir avant d'avoir obtenu certaines assurances à ce sujet.

Les opérateurs sont décidément irréguliers. Après avoir tenu pour pratiquement acquis que la Réserve fédérale ne ressermerait pas sa politique de crédit, beaucoup, repris par leur vif désir d'achat, ont craint qu'il pourrait en être autrement, leur crainte se fondant sur le dépassement des objectifs que le Fed s'était fixés pour l'accroissement de la masse monétaire. Selon les analystes de la place, le marché ne devrait pas s'émouvoir avant d'avoir obtenu certaines assurances à ce sujet.

Les opérateurs sont décidément irréguliers. Après avoir tenu pour pratiquement acquis que la Réserve fédérale ne ressermerait pas sa politique de crédit, beaucoup, repris par leur vif désir d'achat, ont craint qu'il pourrait en être autrement, leur crainte se fondant sur le dépassement des objectifs que le Fed s'était fixés pour l'accroissement de la masse monétaire. Selon les analystes de la place, le marché ne devrait pas s'émouvoir avant d'avoir obtenu certaines assurances à ce sujet.

Les opérateurs sont décidément irréguliers. Après avoir tenu pour pratiquement acquis que la Réserve fédérale ne ressermerait pas sa politique de crédit, beaucoup, repris par leur vif désir d'achat, ont craint qu'il pourrait en être autrement, leur crainte se fondant sur le dépassement des objectifs que le Fed s'était fixés pour l'accroissement de la masse monétaire. Selon les analystes de la place, le marché ne devrait pas s'émouvoir avant d'avoir obtenu certaines assurances à ce sujet.

Les opérateurs sont décidément irréguliers. Après avoir tenu pour pratiquement acquis que la Réserve fédérale ne ressermerait pas sa politique de crédit, beaucoup, repris par leur vif désir d'achat, ont craint qu'il pourrait en être autrement, leur crainte se fondant sur le dépassement des objectifs que le Fed s'était fixés pour l'accroissement de la masse monétaire. Selon les analystes de la place, le marché ne devrait pas s'émouvoir avant d'avoir obtenu certaines assurances à ce sujet.

Les opérateurs sont décidément irréguliers. Après avoir tenu pour pratiquement acquis que la Réserve fédérale ne ressermerait pas sa politique de crédit, beaucoup, repris par leur vif désir d'achat, ont craint qu'il pourrait en être autrement, leur crainte se fondant sur le dépassement des objectifs que le Fed s'était fixés pour l'accroissement de la masse monétaire. Selon les analystes de la place, le marché ne devrait pas s'émouvoir avant d'avoir obtenu certaines assurances à ce sujet.

Les opérateurs sont décidément irréguliers. Après avoir tenu pour pratiquement acquis que la Réserve fédérale ne ressermerait pas sa politique de crédit, beaucoup, repris par leur vif désir d'achat, ont craint qu'il pourrait en être autrement, leur crainte se fondant sur le dépassement des objectifs que le Fed s'était fixés pour l'accroissement de la masse monétaire. Selon les analystes de la place, le marché ne devrait pas s'émouvoir avant d'avoir obtenu certaines assurances à ce sujet.

Les opérateurs sont décidément irréguliers. Après avoir tenu pour pratiquement acquis que la Réserve fédérale ne ressermerait pas sa politique de crédit, beaucoup, repris par leur vif désir d'achat, ont craint qu'il pourrait en être autrement, leur crainte se fondant sur le dépassement des objectifs que le Fed s'était fixés pour l'accroissement de la masse monétaire. Selon les analystes de la place, le marché ne devrait pas s'émouvoir avant d'avoir obtenu certaines assurances à ce sujet.

Les opérateurs sont décidément irréguliers. Après avoir tenu pour pratiquement acquis que la Réserve fédérale ne ressermerait pas sa politique de crédit, beaucoup, repris par leur vif désir d'achat, ont craint qu'il pourrait en être autrement, leur crainte se fondant sur le dépassement des objectifs que le Fed s'était fixés pour l'accroissement de la masse monétaire. Selon les analystes de la place, le marché ne devrait pas s'émouvoir avant d'avoir obtenu certaines assurances à ce sujet.

Les opérateurs sont décidément irréguliers. Après avoir tenu pour pratiquement acquis que la Réserve fédérale ne ressermerait pas sa politique de crédit, beaucoup, repris par leur vif désir d'achat, ont craint qu'il pourrait en être autrement, leur crainte se fondant sur le dépassement des objectifs que le Fed s'était fixés pour l'accroissement de la masse monétaire. Selon les analystes de la place, le marché ne devrait pas s'émouvoir avant d'avoir obtenu certaines assurances à ce sujet.

Les opérateurs sont décidément irréguliers. Après avoir tenu pour pratiquement acquis que la Réserve fédérale ne ressermerait pas sa politique de crédit, beaucoup, repris par leur vif désir d'achat, ont craint qu'il pourrait en être autrement, leur crainte se fondant sur le dépassement des objectifs que le Fed s'était fixés pour l'accroissement de la masse monétaire. Selon les analystes de la place, le marché ne devrait pas s'émouvoir avant d'avoir obtenu certaines assurances à ce sujet.

Les opérateurs sont décidément irréguliers. Après avoir tenu pour pratiquement acquis que la Réserve fédérale ne ressermerait pas sa politique de crédit, beaucoup, repris par leur vif désir d'achat, ont craint qu'il pourrait en être autrement, leur crainte se fondant sur le dépassement des objectifs que le Fed s'était fixés pour l'accroissement de la masse monétaire. Selon les analystes de la place, le marché ne devrait pas s'émouvoir avant d'avoir obtenu certaines assurances à ce sujet.

Les opérateurs sont décidément irréguliers. Après avoir tenu pour pratiquement acquis que la Réserve fédérale ne ressermerait pas sa politique de crédit, beaucoup, repris par leur vif désir d'achat, ont craint qu'il pourrait en être autrement, leur crainte se fondant sur le dépassement des objectifs que le Fed s'était fixés pour l'accroissement de la masse monétaire. Selon les analystes de la place, le marché ne devrait pas s'émouvoir avant d'avoir obtenu certaines assurances à ce sujet.

Les opérateurs sont décidément irréguliers. Après avoir tenu pour pratiquement acquis que la Réserve fédérale ne ressermerait pas sa politique de crédit, beaucoup, repris par leur vif désir d'achat, ont craint qu'il pourrait en être autrement, leur crainte se fondant sur le dépassement des objectifs que le Fed s'était fixés pour l'accroissement de la masse monétaire. Selon les analystes de la place, le marché ne devrait pas s'émouvoir avant d'avoir obtenu certaines assurances à ce sujet.

Les opérateurs sont décidément irréguliers. Après avoir tenu pour pratiquement acquis que la Réserve fédérale ne ressermerait pas sa politique de crédit, beaucoup, repris par leur vif désir d'achat, ont craint qu'il pourrait en être autrement, leur crainte se fondant sur le dépassement des objectifs que le Fed s'était fixés pour l'accroissement de la masse monétaire. Selon les analystes de la place, le marché ne devrait pas s'émouvoir avant d'avoir obtenu certaines assurances à ce sujet.

Les opérateurs sont décidément irréguliers. Après avoir tenu pour pratiquement acquis que la Réserve fédérale ne ressermerait pas sa politique de crédit, beaucoup, repris par leur vif désir d'achat, ont craint qu'il pourrait en être autrement, leur crainte se fondant sur le dépassement des objectifs que le Fed s'était fixés pour l'accroissement de la masse monétaire. Selon les analystes de la place, le marché ne devrait pas s'émouvoir avant d'avoir obtenu certaines assurances à ce sujet.

Les opérateurs sont décidément irréguliers. Après avoir tenu pour pratiquement acquis que la Réserve fédérale ne ressermerait pas sa politique de crédit, beaucoup, repris par leur vif désir d'achat, ont craint qu'il pourrait en être autrement, leur crainte se fondant sur le dépassement des objectifs que le Fed s'était fixés pour l'accroissement de la masse monétaire. Selon les analystes de la place, le marché ne devrait pas s'émouvoir avant d'avoir obtenu certaines assurances à ce sujet.

Les opérateurs sont décidément irréguliers. Après avoir tenu pour pratiquement acquis que la Réserve fédérale ne ressermerait pas sa politique de crédit, beaucoup, repris par leur vif désir d'achat, ont craint qu'il pourrait en être autrement, leur crainte se fondant sur le dépassement des objectifs que le Fed s'était fixés pour l'accroissement de la masse monétaire. Selon les analystes de la place, le marché ne devrait pas s'émouvoir avant d'avoir obtenu certaines assurances à ce sujet.

Les opérateurs sont décidément irréguliers. Après avoir tenu pour pratiquement acquis que la Réserve fédérale ne ressermerait pas sa politique de crédit, beaucoup, repris par leur vif désir d'achat, ont craint qu'il pourrait en être autrement, leur crainte se fondant sur le dépassement des objectifs que le Fed s'était fixés pour l'accroissement de la masse monétaire. Selon les analystes de la place, le marché ne devrait pas s'émouvoir avant d'avoir obtenu certaines assurances à ce sujet.

BOURSE DE PARIS Comptant

9 FEVRIER

VALEURS	% du nom,	% du capital	VALEURS	Cours précédent	Dernier cours	VALEURS	Cours précédent	Dernier cours
3 %	27	1 085	De Dietrich	300	300	Nord Wagon	108	108
5 %	10 123	1 085	Degussa	120	120	Navig. (Etat. de)	80 20	80 20
5 % amort. 45-54	101 15	1 085	Dominique S.A.	114	114	Nicoles	321	322
5 % amort. 55-64	101 15	1 085	Dominique S.A.	495	495	Nord-Sologne	78	78
5 % amort. 65-74	113 50	1 085	Ed. Rig. & P. & J.	120	121	Orcl. Pontes	88	88 10
5 % amort. 75-84	9020	1 085	Ed. Rig. & P. & J.	275	275	Orcl. Pontes	82	82
5 % amort. 85-94	101 15	1 085	Ed. Rig. & P. & J.	947	947	Orcl. Pontes	120 80	120 80
5 % amort. 95-04	64 70	1 085	Ed. Rig. & P. & J.	198	198	Orcl. Pontes	291	291
5 % amort. 05-14	86 86	1 085	Ed. Rig. & P. & J.	195 10	194 80	Orcl. Pontes	96 30	96 30
5 % amort. 15-24	87 10	1 085	Ed. Rig. & P. & J.	4 60	4 60	Orcl. Pontes	176	176
5 % amort. 25-34	98 70	1 085	Ed. Rig. & P. & J.	942	920	Orcl. Pontes	140	146
5 % amort. 35-44	98 70	1 085	Ed. Rig. & P. & J.	580	580	Orcl. Pontes	53	53 80
5 % amort. 45-54	98 70	1 085	Ed. Rig. & P. & J.	1635	1639	Orcl. Pontes	60 70	60 70
5 % amort. 55-64	105 85	1 085	Ed. Rig. & P. & J.	430	430	Orcl. Pontes	245	245
5 % amort. 65-74	105 85	1 085	Ed. Rig. & P. & J.	215	215	Orcl. Pontes	168 70	168 70
5 % amort. 75-84	103 00	10 784	Ed. Rig. & P. & J.	320	322	Orcl. Pontes	8 10	7 60
5 % amort. 85-94	153	8 679	Ed. Rig. & P. & J.	166	166 40	Orcl. Pontes	37	37
5 % amort. 95-04	98 60	1 988	Ed. Rig. & P. & J.	511	519	Orcl. Pontes	280	280
5 % amort. 05-14	170 20	1 988	Ed. Rig. & P. & J.	170	170	Orcl. Pontes	696	696
5 % amort. 15-24	98 60	1 988	Ed. Rig. & P. & J.	1229	1210	Orcl. Pontes	172 80	170 80
5 % amort. 25-34	98 60	1 988	Ed. Rig. & P. & J.	244	246	Orcl. Pontes	100 10	100 10
5 % amort. 35-44	98 60	1 988	Ed. Rig. & P. & J.	726	726	Orcl. Pontes	121	122
5 % amort. 45-54	98 60	1 988	Ed. Rig. & P. & J.	256	256	Orcl. Pontes	30	30
5 % amort. 55-64	98 60	1 988	Ed. Rig. & P. & J.	386	386	Orcl. Pontes	10 80	10 80
5 % amort. 65-74	98 60	1 988	Ed. Rig. & P. & J.	41	40	Orcl. Pontes	98	98
5 % amort. 75-84	98 60	1 988	Ed. Rig. & P. & J.	226	220	Orcl. Pontes	17 20	17 20
5 % amort. 85-94	98 60	1 988	Ed. Rig. & P. & J.			Orcl. Pontes		
5 % amort. 95-04	98 60	1 988	Ed. Rig. & P. & J.			Orcl. Pontes		
5 % amort. 05-14	98 60	1 988	Ed. Rig. & P. & J.			Orcl. Pontes		
5 % amort. 15-24	98 60	1 988	Ed. Rig. & P. & J.			Orcl. Pontes		
5 % amort. 25-34	98 60	1 988	Ed. Rig. & P. & J.			Orcl. Pontes		
5 % amort. 35-44	98 60	1 988	Ed. Rig. & P. & J.			Orcl. Pontes		
5 % amort. 45-54	98 60	1 988	Ed. Rig. & P. & J.			Orcl. Pontes		
5 % amort. 55-64	98 60	1 988	Ed. Rig. & P. & J.			Orcl. Pontes		
5 % amort. 65-74	98 60	1 988	Ed. Rig. & P. & J.			Orcl. Pontes		
5 % amort. 75-84	98 60	1 988	Ed. Rig. & P. & J.			Orcl. Pontes		
5 % amort. 85-94	98 60	1 988	Ed. Rig. & P. & J.			Orcl. Pontes		
5 % amort. 95-04	98 60	1 988	Ed. Rig. & P. & J.			Orcl. Pontes		
5 % amort. 05-14	98 60	1 988	Ed. Rig. & P. & J.			Orcl. Pontes		
5 % amort. 15-24	98 60	1 988	Ed. Rig. & P. & J.			Orcl. Pontes		
5 % amort. 25-34	98 60	1 988	Ed. Rig. & P. & J.			Orcl. Pontes		
5 % amort. 35-44	98 60	1 988	Ed. Rig. & P. & J.			Orcl. Pontes		
5 % amort. 45-54	98 60	1 988	Ed. Rig. & P. & J.			Orcl. Pontes		
5 % amort. 55-64	98 60	1 988	Ed. Rig. & P. & J.			Orcl. Pontes		
5 % amort. 65-74	98 60	1 988	Ed. Rig. & P. & J.			Orcl. Pontes		
5 % amort. 75-84	98 60	1 988	Ed. Rig. & P. & J.			Orcl. Pontes		
5 % amort. 85-94	98 60	1 988	Ed. Rig. & P. & J.			Orcl. Pontes		
5 % amort. 95-04	98 60	1 988	Ed. Rig. & P. & J.			Orcl. Pontes		
5 % amort. 05-14	98 60	1 988	Ed. Rig. & P. & J.			Orcl. Pontes		
5 % amort. 15-24	98 60	1 988	Ed. Rig. & P. & J.			Orcl. Pontes		
5 % amort. 25-34	98 60	1 988	Ed. Rig. & P. & J.			Orcl. Pontes		
5 % amort. 35-44	98 60	1 988	Ed. Rig. & P. & J.			Orcl. Pontes		
5 % amort. 45-54	98 60	1 988	Ed. Rig. & P. & J.			Orcl. Pontes		
5 % amort. 55-64	98 60	1 988	Ed. Rig. & P. & J.			Orcl. Pontes		
5 % amort. 65-74	98 60	1 988	Ed. Rig. & P. & J.			Orcl. Pontes		
5 % amort. 75-84	98 60	1 988	Ed. Rig. & P. & J.			Orcl. Pontes		
5 % amort. 85-94	98 60	1 988	Ed. Rig. & P. & J.			Orcl. Pontes		
5 % amort. 95-04	98 60	1 988	Ed. Rig. & P. & J.			Orcl. Pontes		
5 % amort. 05-14	98 60	1 988	Ed. Rig. & P. & J.			Orcl. Pontes		
5 % amort. 15-24	98 60	1 988	Ed. Rig. & P. & J.			Orcl. Pontes		
5 % amort. 25-34	98 60	1 988	Ed. Rig. & P. & J.			Orcl. Pontes		
5 % amort. 35-44	98 60	1 988	Ed. Rig. & P. & J.			Orcl. Pontes		
5 % amort. 45-54	98 60	1 988	Ed. Rig. & P. & J.			Orcl. Pontes		
5 % amort. 55-64	98 60	1 988	Ed. Rig. & P. & J.			Orcl. Pontes		
5 % amort. 65-74	98 60	1 988	Ed. Rig. & P. & J.			Orcl. Pontes		
5 % amort. 75-84	98 60	1 988	Ed. Rig. & P. & J.			Orcl. Pontes		
5 % amort. 85-94	98 60	1 988	Ed. Rig. & P. & J.			Orcl. Pontes		
5 % amort. 95-04	98 60	1 988	Ed. Rig. & P. & J.			Orcl. Pontes		
5 % amort. 05-14	98 60	1 988	Ed. Rig. & P. & J.			Orcl. Pontes		
5 % amort. 15-24	98 60	1 988	Ed. Rig. & P. & J.			Orcl. Pontes		
5 % amort. 25-34	98 60	1 988	Ed. Rig. & P. & J.			Orcl. Pontes		
5 % amort. 35-44	98 60	1 988	Ed. Rig. & P. & J.			Orcl. Pontes		
5 % amort. 45-54	98 60	1 988	Ed. Rig. & P. & J.			Orcl. Pontes		
5 % amort. 55-64	98 60	1 988	Ed. Rig. & P. & J.			Orcl. Pontes		
5 % amort. 65-74	98 60	1 988	Ed. Rig. & P. & J.			Orcl. Pontes		
5 % amort. 75-84	98 60	1 988	Ed. Rig. & P. & J.			Orcl. Pontes		
5 % amort. 85-94	98 60	1 988	Ed. Rig. & P. & J.			Orcl. Pontes		
5 % amort. 95-04	98 60	1 988	Ed. Rig. & P. & J.			Orcl. Pontes		
5 % amort. 05-14	98 60	1 988	Ed. Rig. & P. & J.			Orcl. Pontes		
5 % amort. 15-24	98 60	1 988	Ed. Rig. & P. & J.			Orcl. Pontes		
5 % amort. 25-34	98 60	1 988	Ed. Rig. & P. & J.			Orcl. Pontes		
5 % amort. 35-44	98 60	1 988	Ed. Rig. & P. & J.			Orcl. Pontes		
5 % amort. 45-54	98 60	1 988	Ed. Rig. & P. & J.			Orcl. Pontes		
5 % amort. 55-64	98 60	1 988	Ed. Rig. & P. & J.			Orcl. Pontes		
5 % amort. 65-74	98 60	1 988	Ed. Rig. & P. & J.			Orcl. Pontes		
5 % amort. 75-84	98 60	1 988	Ed. Rig. & P. & J.			Orcl. Pontes		
5 % amort. 85-94	98 60	1 988	Ed. Rig. & P. & J.			Orcl. Pontes		
5 % amort. 95-04	98 60	1 988	Ed. Rig. & P. & J.			Orcl. Pontes		
5 % amort. 05-14	98 60	1 988	Ed. Rig. & P. & J.			Orcl. Pontes		
5 % amort. 15-24	98 60	1 988	Ed. Rig. & P. & J.			Orcl. Pontes		
5 % amort. 25-34	98 60	1 988	Ed. Rig. & P. & J.			Orcl. Pontes		
5 % amort. 35-44	98 60	1 988	Ed. Rig. & P. & J.			Orcl. Pontes		
5 % amort. 45-54	98 60	1 988	Ed. Rig. & P. & J.			Orcl. Pontes		
5 % amort. 55-64	98 60	1 988	Ed. Rig. & P. & J.			Orcl. Pontes		
5 % amort. 65-74	98 60	1 988	Ed. Rig. & P. & J.			Orcl. Pontes		
5 % amort. 75-84	98 60	1 988	Ed. Rig. & P. & J.			Orcl. Pontes		
5 % amort. 85-94	98 60	1 988	Ed. Rig. & P. & J.			Orcl. Pontes		
5 % amort. 95-04	98 60	1 988	Ed. Rig. & P. & J.			Orcl. Pontes		
5 % amort. 05-14	98 60	1 988	Ed. Rig. & P. & J.			Orcl. Pontes		
5 % amort. 15-24	98 60	1 988	Ed. Rig. & P. & J.			Orcl. Pontes		
5 % amort. 25-34	98 60	1 988	Ed. Rig. & P. & J.			Orcl. Pontes		
5 % amort. 35-44	98 60	1 988	Ed. Rig. & P. & J.			Orcl. Pontes		
5 % amort. 45-54	98 60	1 988	Ed. Rig. & P. & J.			Orcl. Pontes		
5 % amort. 55-64	98 60	1 988	Ed. Rig. & P. & J.			Orcl. Pontes		
5 % amort. 65-74	98 60	1 988	Ed. Rig. & P. & J.			Orcl. Pontes		
5 % amort. 75-84	98 60	1 988	Ed. Rig. & P. & J.			Orcl. Pontes		
5 % amort. 85-94	98 60	1 988	Ed. Rig. & P. & J.			Orcl. Pontes		
5 % amort. 95-04	98 60	1 988	Ed. Rig. & P. & J.			Orcl. Pontes		
5 % amort. 05-14	98 60	1 988	Ed. Rig. & P. & J.			Orcl. Pontes		
5 % amort. 15-24	98 60	1 988	Ed. Rig. & P. & J.			Orcl. Pontes		
5 % amort. 25-34	98 60	1 988	Ed. Rig. & P. & J.			Orcl. Pontes		
5 % amort. 35-44	98 60	1 988	Ed. Rig. & P. & J.			Orcl. Pontes		
5 % amort. 45-54	98 60	1 988	Ed. Rig. & P. & J.			Orcl. Pontes		
5 % amort. 55-64	98 60	1 988	Ed. Rig. & P. & J.			Orcl. Pontes		
5 % amort. 65-74	98 60	1 988	Ed. Rig. & P. & J.			Orcl. Pontes		
5 % amort. 75-84	98 60	1 988	Ed. Rig. & P. & J.			Orcl. Pontes		
5 % amort. 85-94	98 60	1 988	Ed. Rig. & P. & J.			Orcl. Pontes		
5 % amort. 95-04	98 60	1 988	Ed. Rig. & P. & J.			Orcl. Pontes		
5 % amort. 05-14	98 60	1 988	Ed. Rig. & P. & J.			Orcl. Pontes		
5 % amort. 15-24	98 60	1 988	Ed. Rig. & P. & J.			Orcl. Pontes		
5 % amort. 25-34	98 60	1 988	Ed. Rig. & P. & J.			Orcl. Pontes		
5 % amort. 35-44	98 60	1 988	Ed. Rig. & P. & J.			Orcl. Pontes		
5 % amort. 45-54	98 60	1 988	Ed. Rig. & P. & J.			Orcl. Pontes		
5 % amort. 55-64	98 60	1 988	Ed. Rig. & P. & J.			Orcl. Pontes		
5 % amort. 65-74	98 60	1 988	Ed. Rig. & P. & J.			Orcl. Pontes		
5 % amort. 75-84	98 60	1 988	Ed. Rig. & P. & J.			Orcl. Pontes		
5 % amort. 85-94	98 60	1 988	Ed. Rig. & P. & J.			Orcl. Pontes		
5 % amort. 95-04	98 60	1 988	Ed. Rig. & P. & J.			Orcl. Pontes		
5 % amort. 05-14	98 60	1 988	Ed. Rig. & P. & J.			Orcl. Pontes		
5 % amort. 15-24	98 60	1 988	Ed. Rig. & P. & J.			Orcl. Pontes		
5 % amort. 25-34	98 60	1 988	Ed. Rig. & P. & J.			Orcl. Pontes		
5 % amort. 35-44	98 60	1 988	Ed. Rig. & P. & J.			Orcl. Pontes		
5 % amort. 45-54	98 60	1 988	Ed. Rig. & P. & J.			Orcl. Pontes		
5 % amort. 55-64	98 60	1 988	Ed. Rig. & P. & J.			Orcl. Pontes		
5 % amort. 65-74	98 60	1 988	Ed. Rig. & P. & J.			Orcl. Pontes		
5 % amort. 75-84	98 60	1 988	Ed. Rig. & P. & J.			Orcl. Pontes		
5 % amort. 85-94	98 60	1 988	Ed. Rig. & P. & J.			Orcl. Pontes		
5 % amort. 95-04	98 60	1 988	Ed. Rig. & P. & J.			Orcl. Pontes		
5 % amort. 05-14	98 60	1 988	Ed. Rig. & P. & J.			Orcl. Pontes		
5 % amort. 15-24	98 60	1 988	Ed. Rig. & P. & J.			Orcl. Pontes		
5 % amort. 25-34	98 60	1 988	Ed. Rig. & P. & J.			Orcl. Pontes		
5 % amort. 35-44	98 60	1 988	Ed. Rig. & P. & J.			Orcl. Pontes		
5 % amort. 45-54	98 60	1 988	Ed. Rig. & P. & J.			Orcl. Pontes		
5 % amort. 55-64	98 60	1						

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

IDÉES

2. ÉCOLE : « Point mort », par Jacques Madaule ; « Un grain de sable protestant ? », par Jacques Blondel.

ÉTRANGER

3-4. PROCHE-ORIENT

- La crise politique en Israël.
- La guerre irano-irakienne.

4. ASIE

- SRI-LANKA : le second mandat de M. Jayewardene.
- VIETNAM : la visite de M. Ralita.

5. EUROPE

- TURQUIE : le projet de loi sur les partis risque de déferver les mouvements de gauche.
- ÉTATS-UNIS : les réserves indiennes contestées par leur ministre de tutelle.

6. AMÉRIQUES

- ÉTATS-UNIS : les réserves indiennes contestées par leur ministre de tutelle.

6-7. AFRIQUE

- ZIMBABWE : la rébellion de Matabeleland crée une situation politique alarmante.

8. L'EXPULSION ET L'INCULPATION DE KLAUS BARBIE

POLITIQUE

9-10. Les élections municipales de 1983 : du bon usage des immigrés ; la campagne à Paris.

SOCIÉTÉ

- 11. Le rapport annuel de la commission « informatique et libertés ».
- SPORTS.

12. ÉDUCATION : un projet pour l'enseignement agricole.

LE MONDE DES LIVRES

13. Le feuilleton de Bertrand Poirot-Delpech : « Les Serpents », de Pierre Bourgeade ; « Domestique chez M. de Michel Chailion.

14. La vie littéraire.

15. Au fil des lectures.

16. Lettres étrangères : l'ironie féroce de Lars Gustafsson.

17. Essais : Baudelaire et Benjamin.

CULTURE

18. DANSE : Pina Bausch au Théâtre de la Ville.

ÉQUIPEMENT

22. CONSTRUCTION NAVALE.

22-23. TRANSPORTS : un entretien avec le président du directoire de la Luft-thansa.

ÉCONOMIE

26. AFFAIRES : l'augmentation des fonds propres des groupes nationalisés.

28. AGRICULTURE : la F.N.S.E.A. a boycotté les États-général du développement agricole.

RADIO-TÉLÉVISION (20)

INFORMATIONS « SERVICES » (24) :

Bibliographie : « Journal officiel » ; Météorologie ; Mots croisés ; Loto ; Loterie.

Annuaire classés (25-26) ; Carnet (28) ; Marchés financiers (29).

POUR REMPLACER SES MIRAGE-5

La Belgique achète 44 nouveaux avions américains F-16

De notre correspondant

Bruxelles. — Après plus d'un an de négociations très difficiles et bien des controverses dans le pays lui-même, le gouvernement belge a, enfin, décidé, mercredi 9 février de signer le contrat avec la société américaine General Dynamics, qui va ainsi livrer à la Belgique 44 nouveaux appareils de combat du type F-16, pour remplacer ses Mirage-5.

Comme toujours en Belgique, cette affaire a donné lieu à des affrontements entre les deux communautés linguistiques. Dans les milieux wallons, on peut bien parler, aujourd'hui, d'une « solution miracle », qui va assurer la survie de l'industrie aéronautique concentrée dans le sud du pays. L'accord au sein du gouvernement n'a été possible qu'à partir du moment où les industriels flamands intéressés ont consenti à abandonner leur opposition contre un contrat qu'ils n'estimaient pas assez avantageux pour leur propre région.

En 1975, l'armée de l'air belge avait déjà décidé l'achat — contre une offre de Dassault-Breguet de lui vendre le Mirage F-1 — M-53 — de soixante-douze F-16 livrables entre 1979 et 1984.

Depuis le début, la grande question était de savoir quelles compensations General Dynamics accorderait aux industries belges. De nos jours, aucun contrat de cette importance n'est plus signé sans que les vendeurs consentent aux acheteurs l'avantage de fournir une grande partie du matériel, de participer largement à la fabrication ou de bénéficier d'autres commandes. Au début des discussions, General Dynamics avait offert 46 % de compensations aux industries wallonnes. Dans le cours des négociations, la société américaine a dû aller jusqu'à offrir 58 %. C'est alors qu'est intervenu le FLAG (Flemish Aerospace Group), syndicat industriel flamand s'intéressant à cette branche industrielle qui a revendiqué à son tour des compensations afin que le nord du pays ne soit pas désavantagé par rapport au sud.

En dépit des réserves américaines, les industriels flamands ont donc fini par obtenir la promesse de commandes de haute technologie équivalant à 22 % de ce marché.

Le problème n'était pas résolu pour autant. Le montant du contrat s'élève à quelque 42 milliards de francs belges (l'équivalent de plus de 6 milliards de francs français), payables en plusieurs tranches.

Le Mirage 2000 N.O.I. vient d'effectuer son premier vol à Istres (Bouches-du-Rhône) aux mains de M. Michel Porta, pilote d'essai de la Société des avions Marcel Dassault-Breguet Aviation. Au cours de ce vol d'une durée de 1 h 05, l'avion a volé en supercroupe (Mach 1,5), et le domaine des basses vitesses a été exploré. Le Mirage 2000 N, développé pour l'armée de l'air française, est un avion monoréacteur biplace spécialisé pour l'attaque nucléaire tous temps après pénétration à basse altitude et à grande vitesse.

M. Paul Biya, président du Cameroun, effectuera une visite officielle en France les 15 et 16 février, à l'invitation de M. Mitterrand, a annoncé mercredi 9 février l'Elysée.

EXPULSÉ APRÈS SA CONDAMNATION POUR ESPIONNAGE

M. Muntean refuse de retourner en Roumanie

Condamné le 11 janvier à deux ans de prison par la cour d'assises de Paris pour intelligence avec les agents d'une puissance étrangère (le Monde du 13 janvier), M. Traian Muntean ressortissant roumain, libéré le 7 février, s'est vu notifier, mercredi 9 février à Grenoble, un arrêté d'expulsion signé le 4 février par le ministre de l'Intérieur en application de la loi du 29 octobre 1981 relative aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers en France.

Cette mesure est fondée sur l'article 26 de l'ordonnance du 2 novembre 1945 que cette loi avait modifiée et dont l'article 26 autorise une expulsion « lorsqu'elle constitue une menace pour la sécurité publique ». Ramené à Paris et conduit à Orly, pour embarquement à destination de la Roumanie, M. Muntean a protesté contre cette décision et fait valoir qu'il encourait de grands risques en cas de retour dans son pays d'origine ou dans toute autre nation de l'Europe de l'Est.

Invité à désigner la nation de son choix, il n'a pas pu fournir de réponse. Il se trouvait donc, ce jeudi 11 février au matin, gardé dans les locaux de la police de l'air et des frontières à Orly, dans les conditions prévues par l'article 7 de la loi qui a modifié l'article 35 bis de l'ancienne ordonnance de 1945. Il est, en effet, prévu que « s'il y a nécessité absolue », l'étranger frappé d'expulsion « peut être maintenu par décision écrite motivée du préfet, dans les locaux ne relevant pas de l'administration pénitentiaire pendant le temps strictement nécessaire à son départ ».

Ce maintien ne va pas sans contrôle ni droit. Le procureur de la République doit être immédiatement informé et un magistrat doit statuer par ordonnance après audition de l'intéressé et de son conseil. Cette situation ne doit pas se prolonger au-delà de six jours. La mesure prise contre M. Muntean a surpris ses avocats, M^{rs} Yves Lachaud et Henri Leclerc, et plus encore les amis et collègues français de cet informaticien qui pensait pouvoir reprendre son poste à Grenoble et dont le procès paraissait montrer qu'il fut surtout un espion malgré lui, ce que confirmait la peine de deux ans de prison. Il est vrai que la D.S.T. avait de M. Muntean une opinion bien différente. — J.-M. TH.

L'U.R.S.S. DÉMISSIONNE DE L'ASSOCIATION MONDIALE DE PSYCHIATRIE

L'association soviétique de neurologie et de psychiatrie a démissionné de l'Association mondiale de psychiatrie que préside le professeur Pierre Pichot (France), annonce le Times ce jeudi 10 février. Cette démission intervient à quelques mois du prochain congrès de l'Association mondiale qui doit avoir lieu en juillet à Vienne. Or, neuf organisations membres de l'Association mondiale (qui totalisent plus de la moitié des voix à l'Association mondiale) ont décidé de se prononcer à Vienne pour l'expulsion de l'Association soviétique.

Selon La Voix du Liban (phalangiste)

DEUX EXPERTS SOVIÉTIQUES ASSASSINÉS EN SYRIE

Beyrouth (A.F.P.). — Deux experts soviétiques ont été assassinés en Syrie, il y a quelques jours, a affirmé, jeudi 10 février, la radio phalangiste, La Voix du Liban.

La radio n'a donné aucune précision sur les circonstances de l'assassinat, qui aurait eu lieu, selon elle, près du barrage de l'Expirate, dans le centre de la Syrie.

A MARSEILLE

Création d'un centre de transfert de biotechnologies

De notre correspondant

Marseille. — La création et la mise en place (probablement à la fin de l'été) d'un centre de transfert de biotechnologies, destiné à assurer la liaison entre la recherche et les applications industrielles ont été annoncées au cours d'un colloque sur les biotechnologies récemment organisé à Marseille.

Le développement des biotechnologies est, en effet, un des axes prioritaires de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur dont le budget de la recherche est passé de 5 à 30 millions de francs depuis un an. Cette politique de développement tient compte d'un potentiel local qui met la région en pointe, notamment grâce à la présence à Luminy du centre d'immunologie INSERM-CNRS que dirige le professeur François Kourilsky et d'immunotechnique qui constitue l'illustration de ce que peut être le transfert de découvertes scientifiques fondamentales en immunologie en direction des industries où elles peuvent avoir une application pratique. La région est également bien placée dans le domaine de l'agroalimentaire, mais elle peut se développer dans ceux de l'énergie et des bioreacteurs solaires.

Le conseil régional, le ministère de la recherche, l'Institut de recherche en chimie appliquée, le Centre d'études des systèmes de technologies avancées, la chambre de commerce sont prêts à aider concrètement l'implantation du nouveau centre qui recroisera entre des aides plus générales, comme celle de l'Agence nationale pour la valorisation de la recherche (Anvar).

M. Michel Pezet, président du conseil régional, a annoncé ses travaux du colloque, a annoncé son intention d'aller plus loin et de poser officiellement la candidature de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur pour accueillir le centre international des biotechnologies dont le principe a été arrêté lors du sommet des chefs d'Etat à Versailles, en juin 1982.

Une délégation de la C.F.T.C., dirigée par M. Jean Bonnaud, a été reçue, le mardi 8 février, par M. François Mitterrand pour l'entretenir de la situation économique et sociale (lire page 25). La délégation a aussi évoqué les problèmes de l'enseignement privé. « Nous avons souligné », a déclaré M. Bonnaud, que pour la C.F.T.C. il s'agit vraiment d'un test pour une société de liberté. M. Mitterrand nous a garanti que l'école privée ne serait pas sacrifiée, que la discussion restait ouverte. Nous avons insisté pour qu'il ait sa propre notion de contrat et qu'il n'y ait pas intégration, ce qui signifierait la fin du pluralisme.

A propos d'une affaire immobilière à Chartres

LE SECRÉTAIRE D'ÉTAT A LA DÉFENSE POURSUIT « MINUTE » ET « LE QUOTIDIEN DE PARIS » EN DIFFAMATION

M. Georges Lemoine, secrétaire d'Etat auprès du ministre de la défense, a assigné en citation directe pour diffamation, d'une part, le directeur de Minute, M. Jean-Claude Goudeau, et un journaliste de cet hebdomadaire, M. Patrick Buisson, et, d'autre part, le directeur du Quotidien de Paris, M. Philippe Tesson, et l'un de ses rédacteurs, M. Jean-François Mongibeaux, pour des articles accusant le ministre de concussion à propos d'affaires immobilières, à Chartres (Eure-et-Loir), ville dont M. Lemoine est le maire (P.S.).

Depuis le 22 janvier, Minute accuse, dans une série d'articles, M. Lemoine d'être intervenu pour qu'un marché d'Etat, celui de la construction du futur hôpital de Chartres, soit confié à la société Bouygues. En échange, cette entreprise de bâtiment aurait exécuté des travaux dans une ferme que, selon Minute, le secrétaire d'Etat auprès du ministre de la défense possède à Ceton (Orne). Le Quotidien de Paris est, lui, assigné pour avoir reproduit les accusations de Minute.

Le procès en diffamation — au cours duquel M. Roland Dumas représentera les intérêts de M. Lemoine — a été fixé au 1^{er} mars, devant la dix-septième chambre correctionnelle du tribunal de Paris.

Le numéro du « Monde » daté 10 février 1983 a été tiré à 499 310 exemplaires

DANS UNE INTERVIEW A L'ALSACE

M. Jean Aurox se déclare « contre la religion dans l'entreprise »

De notre correspondant

Mulhouse. — M. Jean Aurox, ministre du travail, s'est déclaré « contre la religion dans l'entreprise », comme il est « contre la politique dans l'entreprise », dans une interview publiée jeudi 10 février par le journal l'Alsace de Mulhouse (Bas-Rhin), à propos des récentes conflits de l'automobile.

« Il y a », a-t-il déclaré, « une donnée religieuse et intégriste dans les conflits que nous avons rencontrés », a déclaré M. Aurox, ce qui lui donne une tournure qui n'est pas exclusivement syndicale. Cela étant dit, nous sommes un Etat laïc et nous entendons bien que les choses restent ainsi. Chacun est libre de sa conscience, mais je m'oppose à l'institutionnalisation d'une religion, quelle qu'elle soit, à l'intérieur du lieu de travail, je suis contre la religion dans l'entreprise comme je suis contre la politique dans l'entreprise.

Cette interview est à rapprocher de celle publiée la veille par le quotidien Ouest-France, où M. Aurox expliquait pourquoi il avait si vivement réagi après les échauffourées du 2 février entre grévistes et non-grévistes à l'usine Citroën d'Aulnay-sous-Bois : « L'expression des salaires, si elle s'effectue dans l'ordre peut être la source d'une nouvelle organisation [du travail]... La France demeure toujours une terre d'accueil pour tous, sans distinction de nationalité ni de religion. Mais ceci implique l'acceptation de jouer le jeu de l'entreprise et celui de la France ».

[Dans les milieux de l'immigration, on déclare s'émouvoir des déclarations de M. Aurox, qui remettrait en cause, à la limite, l'existence du culte musulman dans les locaux prévus à cet effet dans certaines grandes entreprises — une liberté conquise sous les gouvernements précédents — et qui renforcerait, affirme-t-on, l'assimilation trop facile entre les revendications légitimes des O.S. musulmans et la culture religieuse de ces derniers.]

LA DIRECTION DE L'UNION DES BANQUES SUISSES AFFIRME QUE LA LISTE DE NICE EST UN FAUX

M. Roger Favarger, directeur général adjoint de l'Union des banques suisses à Zurich, qui dirige sa filiale de Genève, dont le sigle figurait sur la liste de cinq mille noms de déposants français en Suisse découverte à Nice, s'est déclaré très surpris.

« On nous dit que le document en question serait à l'origine de l'U.B.S. En ce cas, ce serait manifestement un faux, fabriqué de toutes pièces par un service informatique existant à la banque : notre fichier de clients — à numéros — n'est absolument pas en informatique et nous ne constituons pas de listing sur ce fichier ».

NOUVEAU REPLI DU DOLLAR 6,84 F.

Amorçé mardi 8 février, le repli du dollar sur les marchés des changes s'est poursuivi jeudi 10 février. Le montant américain est revenu, à Francfort, de 2,43 DM à 2,41 DM et, à Paris, de 6,87 F à 6,84 F, après avoir même touché 6,83 F.

Le mark s'est nettement raffermi, à la fois sur les sondages donnant la majorité aux chrétiens-démocrates lors des prochains élections allemandes, et sur la rumeur, lancée mercredi par un quotidien d'outre-Rhin, selon laquelle la Cour constitutionnelle de Karlsruhe, saisi, au début de l'année, d'un recours contre la dissolution du Bundestag, se prononcerait contre cette dissolution mercredi 16 février.

OFFRE SPECIALE TOURNÉE DES 5 NATIONS IRLANDE-FRANCE A DUBLIN du 18 au 20 février 1983 2 890 F

Comprend : Vol aller-retour ; hôtel ; entrée stade ; assurance et votre place pour le match Galles/France le 19 mars à Paris (voir Mondial).

AIRCORN - SETI 25, rue La Boétie 75008 PARIS Tél. : 268.15.70 et 268.15.71

VENTE AU DETAIL tapis IRAN ORIENT PRIX DE GROS maison de l'iran 225.62.90 65, Champs-Élysées 75008 Paris VENTE EN GROS NOUS CONSULTER

RÉSIDENCES - CLUBS 3^e AGE Spécialité Côte d'Azur Cabinet INDEXA 52, rue Molière 06000 NICE Tél. : (93) 88.88.31 (F.M.I.)

A B C D E F G

Le Monde

dossiers et documents

FÉVRIER 1983
NUMÉRO SPÉCIAL

- DES RESPONSABILITÉS CROISSANTES
- DES PROBLÈMES FINANCIERS COMPLEXES
- DES FRONTIÈRES TROP ÉTROITES ?
- UN ENJEU POLITIQUE
- DONNER LA PAROLE AUX ADMINISTRÉS...
- ... ET DE NOUVEAUX POUVOIRS AUX MAIRES
- LA PRÉPARATION DES MUNICIPALES

CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX 5 F